



LES ÉTUDIANTS FACE AUX ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX

La Consultation Nationale Étudiante 2020 a pour objectifs de faire un état des lieux de l'engagement des étudiants et de recueillir leur avis sur les questions environnementales.

Soutenu par



• • Table des matières • •

Qu'est-ce que la Consultation Nationale Étudiante du REFEDD ?	3
Le REFEDD	4
La Consultation Nationale Etudiante (CNE)	4
Remerciements	5
Déroulé du rapport	6
Recommandations pour la lecture de ce document	7
Partie I • Démarche et méthode	8
Etape 1 • Création du questionnaire et diffusion	9
Etape 2 • Nettoyage des données	13
Etape 3 • Représentativité et redressement de la base de données	15
Etape 4 • Analyse des résultats	19
Etape 5 • Élaboration des profils	21
Partie II • Les profils des répondants	24
1 • Les engagés	26
2 • La majorité sensibilisée	27
3 • La minorité climatosceptique	28
Partie III • Analyse des résultats : les étudiants face aux enjeux environnementaux	31
I • Perception et engagement des étudiants vis-à-vis des enjeux environnementaux	32
1 • Éco-anxiété chez les étudiants et rôle de la société	35
2 • Consommation : entre remise en cause, actions et obstacles au changement	39
3 • Inégalités socio-démographiques	47
II • Les enjeux environnementaux dans l'enseignement supérieur	55
1 • L'engagement écologique des établissements, facteur d'attractivité	55
2 • Des formations à la hauteur des enjeux environnementaux	60
3 • L'impact sur l'insertion professionnelle	64
Partie IV • Les enseignements de la CNE 2020	68
Les recommandations du REFEDD	71

Qu'est-ce que la Consultation Nationale Étudiante du REFEDD ?



- • • Le REFEDD
- La Consultation Nationale Étudiante (CNE)
- Remerciements
- Déroulé du rapport
- Recommandations pour la lecture de ce document

Le REFEDD

Le Réseau Français Étudiant pour le Développement Durable (REFEDD) est une association nationale réunissant plus de 150 associations étudiantes qui mènent des projets en lien avec les enjeux environnementaux, climatiques et de biodiversité. L'association s'est fixée pour objectifs :

- 100% d'étudiant·e·s sensibilisé·e·s, formé·e·s et engagé·e·s sur les questions environnementales, climatiques et de biodiversité ;
- 100% de campus durables.

Le REFEDD est convaincu que le monde étudiant est une force essentielle pour construire demain.

Nos missions :

- **Rassembler** un réseau d'associations et d'étudiant·e·s œuvrant pour les enjeux environnementaux.
- **Former** les étudiant·e·s, leur fournir des outils, des formations et les accompagner dans la réalisation de leurs projets.
- **Porter la voix** des étudiant·e·s, notamment à partir des Consultations Nationales Étudiantes, aux niveaux national et international auprès des acteur·rice·s institutionnel·le·s et académiques.

Le REFEDD, dont le siège social est basé à Paris, possède aussi des antennes à Lyon, Bordeaux et Lille. C'est un réseau étudiant géré et dirigé par des étudiant·e·s : un bureau élu de 7 étudiant·e·s et un Conseil d'Administration de 14 associations étudiantes. En 2020, l'équipe du REFEDD est également composée de 4 salarié·e·s accompagné·e·s de 8 volontaires en service civique et d'une trentaine de bénévoles.

La Consultation Nationale Etudiante (CNE)

La Consultation Nationale Étudiante (CNE) est une enquête à destination des étudiant·e·s de toutes formations et de tous niveaux d'étude, affilié·e·s à un établissement d'enseignement supérieur situé sur le territoire français. Elle est lancée pour la première fois en 2008 et reconduite tous les trois ans depuis. L'année 2019 marque le lancement de sa 5e édition. Cette année, le REFEDD a récolté plus de 50 000 réponses complètes, un chiffre historique (5 000 réponses complètes en 2017).

La vocation de la CNE est de faire un état des lieux de l'engagement des étudiant·e·s et de recueillir leur avis sur les questions environnementales dans leur vie personnelle, professionnelle, sur leur campus, dans leur formation et vis-à-vis du débat public. Cette consultation permet au REFEDD de porter la voix des étudiant·e·s auprès des établissements d'enseignement supérieur et des institutions, ainsi que de construire ses futures actions dans le cadre de ses

objectifs : 100% d'étudiant·e-s sensibilisé·e-s, formé·e-s et engagé·e-s ainsi que 100% de campus durables.

La consultation se déroule tous les trois ans, car c'est le temps nécessaire pour intégrer les demandes des étudiant·e-s. Une fois ces besoins et attentes identifié·e-s, le REFEDD est à même de porter leur voix auprès des acteur·rice·s institutionnel·le·s et académiques pour favoriser l'engagement vers un enseignement supérieur plus durable. Les recommandations et les avis des étudiant·e-s présenté·e-s dans ce rapport permettront également au REFEDD de développer les outils nécessaires au déploiement de projets associatifs étudiants. Les diverses consultations et rapports thématiques sont disponibles sur le site Internet du REFEDD : www.refedd.org.

Remerciements

Le REFEDD tient à remercier chaleureusement les étudiant·e-s ayant répondu au questionnaire.

Nous souhaitons remercier nos partenaires qui soutiennent et participent à l'élaboration de la Consultation Nationale Étudiante : le Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, le Ministère de la Transition Écologique et Solidaire, l'Agence de la transition écologique (ADEME), le Centre National des œuvres Universitaires et Scolaires (Les Crous), la Mairie de Paris, la Conférence des Grandes Écoles (CGE), la Conférence des Présidents d'Universités (CPU), la MAIF ainsi que Koncilio. Aussi, nous remercions l'Observatoire national de la Vie Etudiante (OVE) pour ses conseils et son expertise lors de l'élaboration du questionnaire.

Nous tenons également à remercier nos relais institutionnels, associatifs et médiatiques, qui nous ont permis d'obtenir ce record de 50 000 réponses complètes.



Nous sommes particulièrement reconnaissant·e-s envers Camille Beaudou, Alice Dufait et Rea Fonjallaz pour leur travail de plusieurs mois sur l'analyse des résultats et la rédaction de ce rapport, ainsi que l'ensemble des bénévoles qui y ont participé : Elisa Autric, Lia Basilia Mouftoglou, Clément Cosserat et Karine Watrin. Pareillement, nous remercions les professeures Caroline Bazzoli et Edwige Fain de l'IUT2 de Grenoble - Université Grenoble Alpes pour l'accompagnement sur les sujets statistiques.

Enfin, un grand merci aux personnes qui ont permis l'élaboration, la diffusion, ainsi que l'analyse de la 5ème édition de la Consultation Nationale Etudiante : en premier lieu Anaïs Darenès, Eugénie Robin et Valentine Daru qui ont coordonné cette consultation mais aussi les membres de l'équipe du REFEDD qui ont pris une part active tout au long du projet : Julie Alunno, Marie Cavaniol, Marie Dubois-Toussaint, Margot Duvivier, Loïc Ingea, Myllane Kebir, Eloïse Lehmann, Nina Marchais, Alexandre Partouche, Marion Pignel, Amélia Porret, Lison Tartinville, Lucile Villepreux.

Pour finir un grand merci à notre Conseil d'Administration et à notre réseau d'associations membres pour leur participation à ce projet.

Déroulé du rapport

Dans un premier temps, nous vous présenterons la méthodologie utilisée pour la construction du questionnaire et pour les analyses (*Partie I*). Nous verrons ensuite quels sont les profils d'étudiant·e·s qui ressortent dans cette consultation (*Partie II*) avant de procéder à l'analyse univariée et bivariée des résultats du questionnaire (*Partie III*). Dans cette troisième partie, nous aborderons l'avis des étudiant·e·s face au changement climatique et concernant le rôle de la société, puis nous exposerons leurs attentes vis-à-vis de leur campus, leur formation et leur insertion professionnelle. Enfin, nous expliciterons des recommandations allant dans le sens d'un enseignement supérieur plus durable (*Partie IV*).

Recommandations pour la lecture de ce document

Rappel du contexte

Nous tenons à préciser que le questionnaire de la Consultation Nationale Etudiante 2020 a été diffusé entre octobre 2019 et janvier 2020, avant la crise sanitaire du Covid-19. Cet élément est important pour l'utilisation des chiffres qui ressortent de nos analyses, car après cette crise, les réponses des étudiant·e·s n'auraient peut-être pas été tout à fait similaires.

En effet, les premières études menées au moment de la crise sanitaire du Covid-19 montrent que l'environnement ressort comme une préoccupation majeure pour les Français·e·s. Selon un sondage réalisé par l'institut de sondage YouGov (Mars 2020)¹, 77% des Français·e·s considèrent que cette crise sanitaire est l'occasion de mener une politique ambitieuse de transition écologique et 68% souhaitent adopter un comportement plus éco-responsable suite à cette

¹ YOUNGOV, *Étude spéciale COVID-19 #3 : écologie et comportement des Français*. Mars 2020
Étude Omnibus réalisée du 20 au 23 mars 2020 auprès de 1 006 personnes représentatives de la population nationale âgée de 18 ans et plus, selon la méthode des quotas.

² Étude YOUNGOV pour E-marketing. *Évolution des modes de consommation post confinement*. Mai 2020
Étude RealTime réalisée par YouGov du 19 au 20 mai 2020 auprès de 1027 personnes représentatives de la population nationale française âgée de 18 ans et plus, selon la méthode des quotas.

³ Baromètre HEYME - 20 Minutes - OpinionWay. *Les 18-30 ans pendant et après la période du Covid. Vague 5* - Mai 2020
Échantillon de 549 personnes âgées de 18 ans à 30 ans, membres de la communauté #MoiJeune. L'échantillon a été constitué selon la méthode des quotas, au regard des critères de sexe, d'âge, du statut d'activité, de catégorie d'agglomération et de région de résidence

épidémie. Selon une autre étude de YouGov datant de mai 2020², 62% des Français·e·s affirment que la crise sanitaire du Covid-19 leur a permis de réfléchir à leur manière de consommer. Enfin, 49% des sondé·e·s souhaitent que la société de demain privilégie avant tout la protection de l'environnement, quitte à être moins performante d'un point de vue économique.

Au niveau des jeunes adultes (18-30 ans), une enquête réalisée en mai 2020 lors de la crise sanitaire du Covid-19 par OpinionWay³ montre que 56% d'entre eux·elles considèrent que le maintien des objectifs environnementaux doit être la priorité du gouvernement dans ce contexte de crise, suivi de la revalorisation des salaires des professionnel·le·s de santé (55%).

Ces deux études, ainsi que les propositions de la société civile et les consultations publiques qui ont suivi la crise sanitaire du Covid-19 tendent à appuyer les résultats de la Consultation Nationale Étudiante et laissent à penser que les résultats auraient été encore plus marqués si le questionnaire avait été diffusé après la crise. L'enquête mondiale "Il est temps", lancée fin mai 2020 dans plus de 30 pays d'Europe et d'Asie par Upian, Yami 2, Basis Berlin et le mouvement On est prêt et co-produit par Arte et NHK World Japan, destinée à interroger le rapport des citoyen·ne·s à leur société actuelle et leurs aspirations quant à celle de demain⁴, et dont les résultats seront dévoilés en novembre 2020, pourra nous donner des éléments de réponse.

Recommandations pour une lecture écologique et inclusive de ce document

Ce rapport a été écrit avec la police Century Gothic qui économise 30% d'encre à l'impression par rapport à une police classique.

L'ADEME (L'Agence de la transition écologique) recommande⁵ d'imprimer les documents dès lors que vous pensez passer plus de 3 minutes par page à la lecture. En effet, au-delà de ce temps de lecture, il apparaît plus économe d'imprimer le document plutôt que de le lire sur support numérique. Mais cela n'est valable que si l'impression a lieu en noir et blanc, en recto/verso et en deux pages par feuille.

Enfin, dans un souci d'égalité femme/homme, nous avons choisi d'utiliser l'écriture inclusive lorsqu'un nom ou un qualificatif peut être féminin ou masculin. Nous sommes conscient·e·s que cette écriture peut alourdir la lecture de ce document mais pensons que l'inclusivité permet une meilleure représentation des auteur·trice·s et des répondant·e·s de ce rapport.

Excellente lecture à vous !

⁴ Ce questionnaire a été conçu par un collectif de sociologues (Quantité Critique) et des acteurs de la mobilisation sur le climat (133 questions). <https://www.time-to-question.com/fr>


⁵ <https://www.ademe.fr/face-cachee-numerique>



Partie I

Démarche et méthode

Cette partie reprend l'ensemble de la méthodologie suivie pour élaborer ce rapport, de la construction du questionnaire à l'analyse des résultats en passant par sa diffusion. Si vous souhaitez en savoir plus sur les résultats, vous pouvez vous rendre directement aux parties II (page 26) et III (page 34) de ce rapport.



- • • **Étape 1** Création du questionnaire et diffusion
- **Étape 2** Nettoyage des données
- **Étape 3** Représentativité et redressement
- **Étape 4** Analyse des résultats
- **Étape 5** Élaboration des profils

Étape 1

Création du questionnaire et diffusion

1 - Création du questionnaire

Le questionnaire a été co-construit entre les mois de juin et novembre 2019 par l'équipe du REFEDD, son Conseil d'Administration et plusieurs partenaires : le Ministère de la Transition Écologique et Solidaire, l'Agence de la transition écologique (ADEME), le Centre national des œuvres des centres universitaires et scolaires (Les Crous), la MAIF, l'Observatoire national de la Vie Etudiante (OVE), la Conférence des Présidents d'Universités (CPU) et la Conférence des Grandes Écoles (CGE). Nous avons sollicité plusieurs expert·e·s et professionnel·le·s pour nous assurer de la pertinence de ces questions et de la légitimité des résultats qui en ressortiraient.

Le questionnaire de la Consultation Nationale Étudiante 2020 a été élaboré en tenant compte de plusieurs impératifs :

- Assurer la **pertinence** et la **neutralité** des données recueillies ;
- Refléter la **diversité** des étudiant·e·s ;
- **Recueillir** l'avis et **mesurer** l'engagement des étudiant·e·s sur les enjeux environnementaux.

Pour répondre à ces objectifs, nous avons conçu le questionnaire suivant plusieurs axes explicités ci-après.

La Consultation Nationale Étudiante est composée de 48 questions⁶ divisées en 6 parties :

- **Mes habitudes de consommation et mon engagement personnel** - **11 questions** : cette partie permet d'analyser le rapport des étudiant·e·s à la consommation, leurs démarches de remise en cause et de modification de leurs habitudes ainsi que les obstacles qu'il·elle·s ont pu rencontrer.
- **Mon ressenti vis-à-vis du réchauffement climatique, des discussions politiques et médiatiques** - **10 questions** : ces questions permettent de sonder le ressenti des étudiant·e·s et leur perception de la société face aux enjeux environnementaux.
- **Les actions sur mon campus** - **3 questions** : cette partie s'intéresse au rôle des établissements d'enseignement supérieur et des priorités pour les étudiant·e·s sur leur campus.
- **Mon avis sur la formation aux enjeux environnementaux** - **6 questions** : ces questions permettent de faire un constat de la formation des étudiant·e·s quant aux enjeux environnementaux et de comprendre leurs attentes à ce sujet.

⁶ Synthèse des résultats de la CNE 2020

- **Mon insertion professionnelle - 3 questions** : cette partie vise à comprendre l'influence des enjeux environnementaux sur la perception des étudiant·e·s au sujet du rôle des entreprises et de leur futur métier.
- **Questions personnelles - 15 questions** : ces dernières questions permettent de collecter des informations sur les répondant·e·s afin, d'une part, de mesurer la représentativité de notre étude et d'ajuster celle-ci par redressement si besoin ; d'autre part, de dresser des profils de répondant·e·s pour mieux comprendre comment les déterminants socio-démographiques influencent le regard et les représentations des étudiant·e·s face aux enjeux environnementaux.

Le choix de ces parties nous a permis d'aborder les grands enjeux liés à l'environnement et à l'enseignement supérieur, tout en prenant en compte l'engagement personnel et la situation sociale. La première partie autour des habitudes de consommation des étudiant·e·s nous a permis de commencer le questionnaire sans l'orienter trop vite sur les enjeux environnementaux.

Malgré un nombre important de questions, l'enquête de cette édition de la CNE s'est voulue plus courte, au niveau du temps de réponse, que celle de l'édition précédente. L'objectif était d'inciter les répondant·e·s à aller jusqu'au bout du questionnaire, notamment grâce à une formulation plus concise et à des questions conditionnées qui permettaient de sauter automatiquement des questions en fonction de la réponse à la question précédente. Le temps moyen de réponse a été de *13,3 minutes*. En définitive, c'est **67,1 %** des répondant·e·s qui ont répondu à la CNE dans son intégralité (contre **45%** en 2017), soit **50 518** personnes sur **75 010** répondant·e·s au total.

Pour cette édition de la CNE, le REFEDD a choisi les termes “enjeux environnementaux” au lieu de la notion “développement durable”. En effet, si le terme de “développement durable” désignait à l'origine un mode de développement “qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs” (1987, Nations Unies, commission Brundtland), très vite sa politisation et sa médiatisation l'ont exposé à de fortes critiques. Il peut dès lors être assimilé à une “croissance verte”, n'affirmant pas l'impossibilité d'une croissance infinie dans un monde pourtant fini. En faisant ce choix, la notion de solidarité et les enjeux sociétaux ont été moins mis en avant dans ce questionnaire, malgré la nécessité d'aborder ces enjeux de manière conjointe avec les enjeux environnementaux, qui sont la colonne vertébrale de ce questionnaire. Même si nous souhaitions évoquer les enjeux sociaux et sociétaux dans certaines questions, nous avons été obligé·e·s de faire des choix de rédaction pour parvenir à un questionnaire concis. Pour autant, le REFEDD reconnaît pleinement le caractère indispensable des questions de solidarité et de justice sociale dans le traitement des enjeux environnementaux. Nous tenons à souligner que ces enjeux font partie intégrante des valeurs du REFEDD et de ses actions.

Au cours de la création de cette enquête, une attention particulière a été portée à la formulation des questions, au vocabulaire employé et aux réponses

proposées afin que le questionnaire soit le plus inclusif et le moins orienté possible. En particulier, le REFEDD a choisi de proposer autant que possible les réponses “je ne sais pas” lorsque la personne ne peut ou ne souhaite pas répondre, “je n’en ai pas la possibilité” pour exprimer le manque de moyens et “autre” (question ouverte) pour l’expression libre et pour éviter la frustration liée aux questions fermées. De plus, nous avons choisi de ne pas opter pour un format de réponse binaire (oui / non), mais de proposer un éventail de réponse qui permet de se positionner selon plusieurs degrés à chaque question. Enfin, les quinze questions personnelles à la fin du questionnaire nous ont permis d’analyser les réponses grâce à des critères socio-démographiques (genre, âge, profession et catégorie socioprofessionnelle, filière, type d’établissement...).

2 - Diffusion du questionnaire

À l’issue de sa création, le questionnaire était accessible en ligne via la plateforme “Eval&Go” entre le 15 octobre 2019 et le 7 janvier 2020. À l’origine, l’accès au questionnaire devait être fermé le 23 décembre, cependant, suite aux manifestations liées à la précarité étudiante fin 2019, nous avons adapté notre programme de communication pour traiter ce sujet et avons ainsi laissé le questionnaire en ligne plus longtemps.

Une attention toute particulière a été portée à la mise en place d’une stratégie de communication neutre, afin d’éviter que les potentiel·le·s répondant·e·s puissent déterminer en amont le thème principal du questionnaire (pas de couleur verte, pas de symbole lié à l’écologie, pas de titre ni de mot qui évoquent ces sujets). L’idée était de s’assurer qu’un maximum de personnes non sensibilisées aux enjeux environnementaux choisissent de répondre au questionnaire et que ce dernier nous permette réellement de recueillir l’avis de tou·te·s les étudiant·e·s. À cette fin, nous avons aussi porté une attention particulière aux canaux de diffusion de l’enquête afin de toucher un maximum d’étudiant·e·s et de sortir du public habituel du REFEDD, plus sensibilisé et engagé en faveur de l’environnement que la moyenne.



Les méthodes de diffusion ont été variées : nous avons mobilisé l'ensemble des canaux de communication du REFEDD, de ses associations membres et de ses partenaires (réseaux sociaux, newsletters, site internet, etc.), les médias (étudiant, gouv, Studyrama, Madmoizelle, etc.) ; les établissements d'enseignement supérieur (notamment le réseau des responsables développement durable des établissements) ; le réseau des vice-président·e·s étudiant·e·s ; le réseau étudiant des Crous, etc.

L'envoi du questionnaire par Les Crous représente **54 139** clics uniques sur le questionnaire soit **72%** des accès à notre questionnaire de la CNE. Ce canal de diffusion ajouté à celui des vice-président·e·s nous permet d'avoir un pourcentage élevé de réponses ne provenant pas du réseau du REFEDD.

Étape 2

Nettoyage des données

Pour cette consultation, comme pour les précédentes, nous avons choisi d'effectuer le nettoyage et le redressement de nos données en fonction des chiffres concernant les étudiant·e·s inscrit·e·s dans un établissement d'enseignement supérieur pour l'année universitaire 2018 - 2019.

Les chiffres représentatifs de la population étudiante utilisés sont principalement les données de l'année universitaire 2018 - 2019 de la note Flash de la sous-direction des Systèmes d'Information et d'études Statistiques du Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation publiée en janvier 2020 (par la suite, *MESRI-SIES 2018-2019*⁷). Nous avons aussi utilisé, dans une moindre mesure, les chiffres de la Direction de l'Évaluation, de la Prospective et de la Performance "*Repères et références statistiques : enseignements, formation et recherche*" de 2019 du Ministère de l'Éducation Nationale et du Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation (par la suite, *MEN/MESRI - DEPP 2019*⁸).

Nous avons récupéré une base de données de **75 010** observations. Le nettoyage des données a été effectué grâce au logiciel R afin de ne garder que les questionnaires complets ainsi que pour simplifier certaines modalités pour l'analyse.

1 - Suppression des répondant·e·s non étudiant·e·s et des réponses incomplètes

Les réponses des lycéen·ne·s, des jeunes diplômé·e·s et de la catégorie "*autre*" ont été supprimées grâce à la question personnelle sur le statut, afin de n'avoir que les réponses des étudiant·e·s et pour pouvoir comparer notre échantillon à la population étudiante française, pour laquelle il existe des données chiffrées précises (voir partie "*Représentativité de l'échantillon*"). Le tableau suivant donne les effectifs et la fréquence de chacune des différentes catégories de répondant·e·s :

	Étudiant·e·s	Lycéen·ne·s	Jeunes diplômé·e·s	Autres	Total
Effectif	69 226	1 159	3 602	1 023	75 010
Fréquences	92%	2%	5%	1%	100%

⁷ MESRI-SIES/Système d'information SISE. NI SIES 20.02 - Les effectifs d'étudiants dans le supérieur en 2018-2019 en progression constante, Janvier 2020, 10p. https://cache.media.enseignementsup-recherche.gouv.fr/file/2020/39/4/NI_2020-02_Effectifs_synthese_1235394.pdf

⁸ DEPP/SD-SIES. Repères et références statistiques sur les enseignements, la formation et la recherche, 2019, <https://www.education.gouv.fr/reperes-et-references-statistiques-sur-les-enseignements-la-formation-et-la-recherche-2019-3806>

Par ailleurs, certain·e·s répondant·e·s ayant répondu être "étudiant·e" à la question 2 ont toutefois répondu "Lycée" à la question 58 sur le type d'établissement (alors que les options BTS et Classes Préparatoires aux Grandes Écoles étaient proposées). 387 observations étaient concernées et ont été supprimées.

À l'issue de cette étape, c'est donc 68 839 observations qui ont été conservées.

Nous avons ensuite supprimé les 22 209 observations incomplètes pour obtenir une base de données de 46 630 observations.

2 - Regroupement des réponses libres dans "autre"

Afin de faciliter l'analyse statistique des réponses, nous avons décidé de regrouper les réponses ouvertes dans une modalité "autre" et de traiter les réponses textuelles à part.

3 - Nettoyage des réponses personnelles

Pour la question sur le type d'établissement, le type d'établissement "IEP" a été regroupé avec les "autre" pour correspondre aux catégories des données du MESRI-SIES 2018-2019 et faciliter l'étape du redressement.

Pour la question sur le genre, il était possible de répondre par trois modalités "homme", "femme" ou "autre".

Or, seules les données des modalités "homme" et "femme" sont disponibles quant à la population étudiante française. Il a été décidé, avec les conseils du bureau de l'appui et de la coordination statistique du Ministère de la Transition Écologique et Solidaire, de ne pas supprimer les observations des individus ayant répondu "autre" à cette question, soit 732 observations, mais de les répartir aléatoirement entre "homme" et "femme" en suivant les proportions obtenues pour ces deux modalités dans ce questionnaire, afin que leurs réponses puissent tout de même être prises en compte.

Étape 3

Représentativité et redressement

L'un des objectifs de la Consultation Nationale Étudiante est de représenter au mieux la population étudiante française afin de pouvoir porter sa voix auprès des institutions publiques et académiques.

Cependant, ce questionnaire a été diffusé en faisant un échantillonnage à participation volontaire, c'est-à-dire sans choisir un échantillon de personnes représentatif de la population réelle, mais en laissant tou·te·s les étudiant·e·s intéressé·e·s y répondre. L'une des étapes incontournables du travail d'analyse statistique a donc été de s'assurer de la représentativité de l'échantillon et de déterminer s'il était nécessaire de procéder à un redressement des données.

Pour ce faire, il a été décidé d'utiliser le test statistique d'ajustement du khi-2. L'étape d'analyse de la représentativité est disponible en Annexe 1.

1 - Le choix de redresser

Les résultats de l'analyse de représentativité ont montré que malgré le nombre important de réponses, les données de la Consultation Nationale Étudiante ne sont pas tout à fait représentatives de la population étudiante de France. En conséquence, il a été décidé de redresser les données afin de corriger le biais dû aux non-réponses de certains types d'étudiant·e·s. Des poids de "post-stratification", permettant de donner plus de poids aux étudiant·e·s peu représenté·e·s et moins aux étudiant·e·s sur-représenté·e·s, ont donc été calculés et attribués à chaque observation. Pour cela, on utilise une fois de plus les données du MESRI-SIES 2018-2019 (population étudiante réelle) qui ont servi précédemment à déterminer la représentativité de notre échantillon.

Il est déconseillé d'utiliser de trop nombreuses variables pour effectuer un redressement. En conséquence, seules trois variables ont été choisies pour redresser cette base de données :

- **La variable "Boursier·e"** ;
- **La variable "Genre"** ;
- **La variable "Type d'établissement"**.

Les variables "Boursier·e" et "Genre" ont été choisies pour les grands écarts de représentativité avec la population réelle. La variable de l'âge, qui connaît peu d'écart de représentativité n'a pas été sélectionnée, d'autant plus que les données disponibles datent de 2017-2018. En ce qui concerne la variable professions et catégories socioprofessionnelles (PCS), elle ne prend en compte que les répondant·e·s de nationalité française ainsi que la profession du père, contrairement aux autres types de données utilisées. C'est donc le type d'établissement qui a été choisi comme troisième variable prise en compte pour le redressement.

2 - La méthode de redressement

Lorsque des données sont redressées par rapport à une seule variable, il suffit de diviser le pourcentage dans la population réelle par le pourcentage dans la population du sondage.

	Proportion Population	Proportion Echantillon	Population/ Echantillon	Poids
Femme	0.5	0.6	0.5 /0.6	0.8333
Homme	0.5	0.4	0.5/0.4	1.25
Total	1	1	-	-

Source : *Using Weights in the Analysis of Survey Data* , David R. Johnson

Afin de combiner trois variables pour calculer un seul poids, on ne peut pas simplement multiplier le poids pour chaque variable calculée individuellement comme expliqué ci-dessus. Nous avons donc choisi d'utiliser une solution itérative, automatisée par la fonction " rake " du package " survey " du logiciel R.

En effectuant ce redressement, un seul poids est assigné à chaque observation. Une observation avec un poids de 2 signifierait que cette observation compte double. Afin d'éviter d'avoir des poids très hauts qui auraient une forte influence et amèneraient de l'instabilité, il est possible de réduire les poids extrêmes. Nous avons testé cette solution et n'avons observé aucune différence de plus de 1 point de pourcentage entre les résultats. Comme la rectification des poids extrêmes conduit à des données moins représentatives de la population étudiante réelle, il a été décidé de ne pas les réduire.

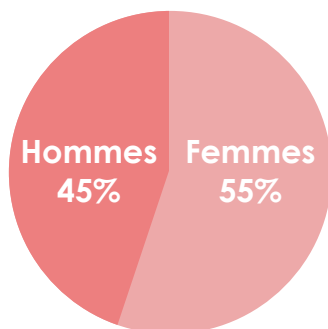
3 - Les données après redressement

Une fois les données redressées, nous les avons comparées avec les données non redressées et nous n'observons pas de différence de plus de 2 points de pourcentage lors de l'analyse univariée. Nous pouvons en conclure que le grand nombre de répondant-e-s à la CNE, même si non représentatif de la population étudiante française d'après le test du khi-2, permet tout de même de lisser les résultats et d'éviter les biais potentiels liés au fait d'avoir utilisé une méthode d'échantillonnage à participation volontaire plutôt qu'un échantillonnage défini avec la méthode des quotas. La présentation de la population étudiante une fois les données redressées est disponible ci-dessous.

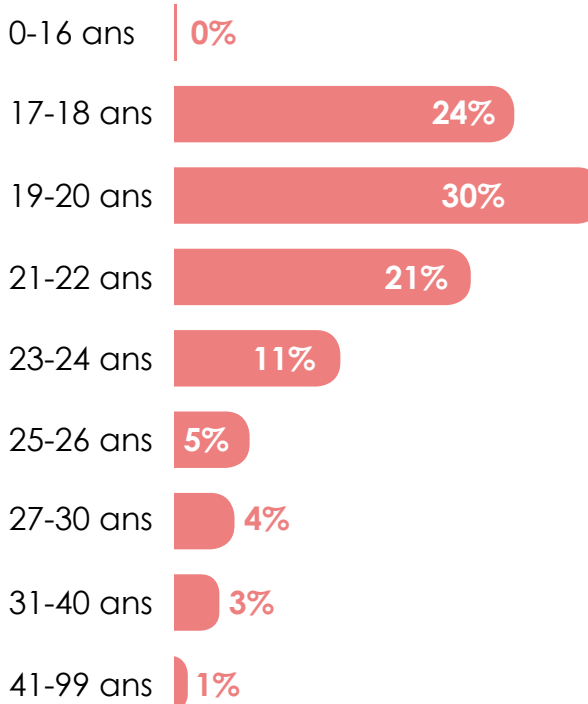
Qui sont les répondant·e·s de la CNE ?

46 630 Étudiant·e·s

Genre :



Âge :



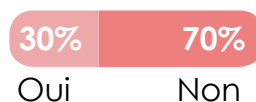
Type d'établissement :

Université : **55%**
BTS : **10%**
Ecole de commerce : **7%**
Ecole d'ingénieur : **6%**
IUT : **4%**
CPGE : **3%**
Autre : **15%**

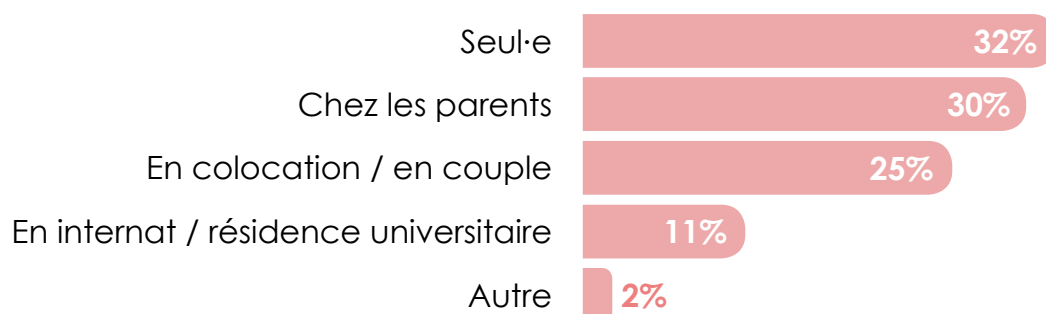
Boursier·e :



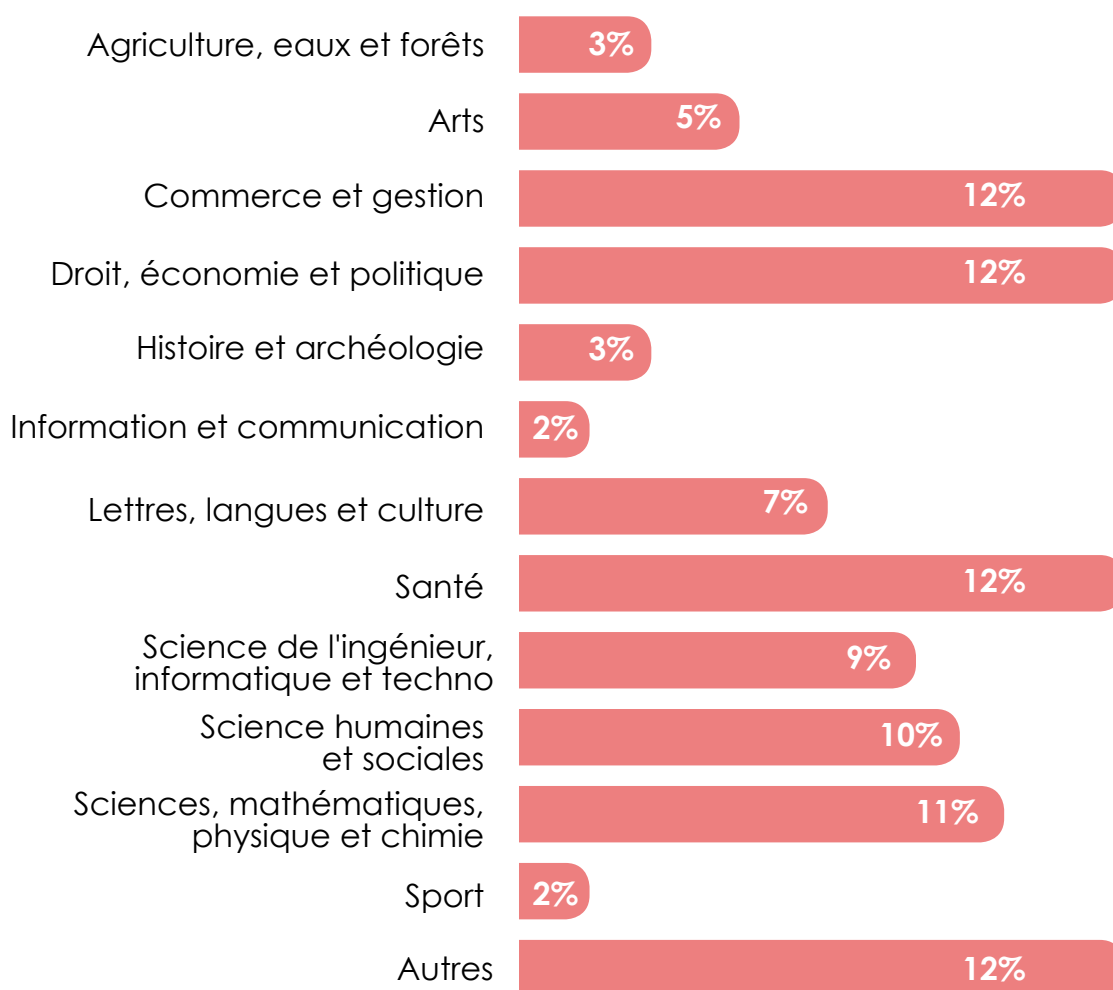
Activité rémunérée :



Situation résidentielle :



Répartition des étudiant·e·s par filière :



Profession et Catégorie Socio-professionnelle (PCS)	Mère	Père
Agriculteur·rice exploitante	1%	3%
Artisan·e, commerçant·e et chef·fe d'entreprise	6%	10%
Cadre et profession intellectuelle supérieure	25%	33%
Employé·e	19%	13%
Ouvrier·e	6%	11%
Profession intermédiaire	18%	12%
Profession libérale	9%	7%
Sans activité professionnelle	11%	4%
Sans objet / Non applicable	5%	7%

Étape 4

Analyse des résultats

1 - Méthode d'analyse univariée

Les résultats de la Consultation Nationale Étudiante ont été analysés à l'aide des statistiques descriptives univariées en utilisant les données redressées. La statistique descriptive univariée présente et synthétise l'information issue de l'analyse d'une variable indépendamment des autres. Les variables étudiées sont majoritairement qualitatives. Pour présenter leurs distributions, nous avons utilisé des diagrammes circulaires et des histogrammes en barre et en colonne, cumulés ou non.

2 - Méthode d'analyse bivariée

La statistique descriptive bivariée a pour objet d'étudier la relation entre deux variables issues du même échantillon, à l'aide d'un tableau croisé. Nous avons effectué le **test du χ^2 d'indépendance**. Ce test permet de déterminer si deux variables sont indépendantes ou si, au contraire, il existe un lien statistique entre elles.

Lorsque deux variables sont indépendantes, la connaissance de la modalité d'une variable ne permet pas d'expliquer celle de l'autre variable.

Les deux hypothèses statistiques du test sont :

- **Hypothèse nulle** (H_0) : les variables sont indépendantes, c'est-à-dire qu'il n'y a pas de lien entre elles.
- **Hypothèse alternative** (H_1) : il y a un lien entre les variables, elles ne sont pas indépendantes.

L'hypothèse nulle peut être rejetée dès lors que la p-value du test est inférieure à **0,05**.

Le test a été conduit sur le logiciel R avec la fonction "*chisq.test*" à partir d'un tableau de contingence. Pour effectuer ce test avec les données redressées, un tableau de contingence redressé a été formé.

Pour chaque croisement de deux variables, nous avons effectué ce test pour tester le lien de dépendance entre deux variables que nous voulions croiser. La valeur p-value est toujours inférieure à **0,05**, donc nous pouvons affirmer qu'il existe un lien entre les variables croisées. La p-value sera précisée en dessous de chaque tableau. Quelquefois le test n'était pas fiable car les croisements de questions avec de nombreuses modalités de réponse produisaient des fréquences attendues trop petites. Dans ces cas, soit nous avons fusionné les modalités pour obtenir de plus grandes fréquences, soit nous n'avons pas fait de conclusion sur ces croisements.

Pour le redressement des données grâce à la profession et catégorie socioprofessionnelle (PCS), nous avons utilisé la PCS du père, pour respecter la méthode utilisée par le Système d'Information et d'Études Statistiques du Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation. Dans un souci d'inclusivité et de fidélité aux valeurs du REFEDD nous avons essayé d'utiliser la PCS des deux parents lorsque c'était possible dans nos analyses bivariées. Cependant, nous n'avons pas pu faire systématiquement ce choix qui alourdit l'analyse déjà complexe.

Pour prendre du recul sur l'analyse multivariée, nous proposerons en amont une analyse du profil des répondant·e·s (Étape 6).

3 - Analyse des réponses libres

Pour certaines questions, nous avons laissé les étudiant·e·s s'exprimer lorsque les propositions listées ne leur convenaient pas. Pour mieux comprendre le contenu de ces réponses ouvertes, nous avons analysé la fréquence des mots utilisés, en laissant de côté certains mots qui ne semblaient pas contenir d'information utilisable, comme par exemple les prépositions ou les conjonctions de coordination. Ces fréquences ont été obtenues avec la fonction "TermDocumentMatrix" du package "tm" du logiciel R.

4 - Analyse de la littérature existante

La Consultation Nationale Étudiante est la seule étude qui traite des étudiant·e·s et des enjeux environnementaux en France. Pour mieux intégrer cette étude dans son contexte et afin de compléter notre analyse, nous l'avons liée à d'autres études statistiques et sociologiques sur les enjeux environnementaux, sur les jeunes, ainsi que sur la société en général.

⁹ Pour le test du χ^2 , les fréquences attendues (ou théoriques) sont comparées aux fréquences observées. Les fréquences attendues sont les fréquences qu'on obtiendrait si l'hypothèse nulle était vraie.

Étape 5

Elaboration des profils**1 - Méthode : Analyse des Correspondances Multiples suivie d'une Classification Ascendante Hiérarchique**

L'[Analyse des Correspondances Multiples](#) (ACM) est une technique d'analyse factorielle utilisée pour les données catégorielles. Elle permet d'étudier les relations entre les variables qualitatives d'un jeu de données par le biais de représentations graphiques qui mettent en avant les similarités entre les individus et les modalités des variables. Un système d'axes sur lequel les individus sont projetés est choisi pour que la plupart des variations observées soit sur les premiers axes. Puis les coordonnées des individus sur ces composantes principales, les premiers axes, sont utilisées pour la Classification Ascendante Hiérarchique.

La [Classification Ascendante Hiérarchique](#) (CAH) est une méthode qui permet de répartir des observations en groupes similaires, aussi appelés classes. Les groupes sont créés de telle manière qu'entre ceux-ci, la différence soit maximisée, tandis qu'au sein de ceux-ci elle soit minimisée. Pour les former, on procède par itération : on commence avec un groupe par individu, puis à chaque itération on assemble ces groupes en plus grands groupes jusqu'à ce qu'il n'y en ait plus qu'un seul. Cela forme un arbre hiérarchique appelé dendrogramme qui est ensuite coupé à l'endroit où on observe la plus grande dissimilarité entre les groupes.

2 - Préparation des données

Les profils ont été déterminés grâce aux données non redressées afin de ne pas donner plus de poids à une personne qu'à une autre. Pour l'ACM il est recommandé de ne pas avoir de valeurs nulles, c'est-à-dire de cas sans réponses, comme pour les questions conditionnées de ce questionnaire. Nous avons fait le choix de remplir les valeurs nulles des questions conditionnées avec la réponse donnée par les étudiant·e·s à la question précédente.

De plus, il est [recommandé d'avoir peu de modalités pour chaque variable](#), c'est pourquoi nous les avons limitées à quatre en groupant les réponses qui pouvaient l'être. Par exemple, pour la question "Quel est ton sentiment vis-à-vis de l'avenir au regard du changement climatique ?" « Angoissé·e » a été groupé avec « Inquiet·e » et « Optimiste » avec « Confiant·e ». Idéalement, il faudrait aussi avoir des modalités pour chaque variable avec un nombre d'individus équilibré afin de ne pas obtenir des groupes fortement influencés par ces modalités peu représentées. Cependant, grouper de cette manière-là aurait eu peu de sens pour de nombreuses questions de l'enquête.

3 - Application de l'Analyse des Correspondances Multiples et de la Classification Ascendante Hiérarchique à nos données

L'ACM est construite avec la fonction "MCA" du package "FactoMineR" de R. Les données non redressées sont utilisées pour cette analyse. De plus, nous n'utilisons pas les questions socio-démographiques pour construire l'ACM mais les plaçons en « variables qualitatives illustratives » afin d'avoir ces informations à disposition. Grâce au package "FactoInvestigate" de ce même logiciel qui utilise le critère de l'inertie moyenne, nous concluons qu'il faut garder les 33 premiers axes de l'ACM qui représentent 44% de l'information. En effet, les axes au-delà de 33 sont considérés comme du bruit et rendraient la classification moins stable.

L'ACM est relancée avec 33 dimensions, les composantes principales, et ce résultat est utilisé en entrée pour la CAH qui est effectuée avec la fonction "HCPC" du package "FactoMineR". Comme nous avons beaucoup de données et de catégories, nous lançons d'abord un algorithme k-means permettant de former 40 groupes, puis ensuite une CAH à partir de ces 40 groupes. Ces deux étapes sont incluses dans la fonction "HCPC" qui a en option un argument "kk" représentant le nombre de groupes à former tout d'abord avec [k-means](#).

L'arbre hiérarchique illustré dans la Figure 2, aussi appelé dendrogramme, suggère une partition en trois groupes. Ceci se base sur l'observation des distances entre les observations pour chaque sous-classe, qui représentent leur dissimilarité, de 1 à 40 groupes.

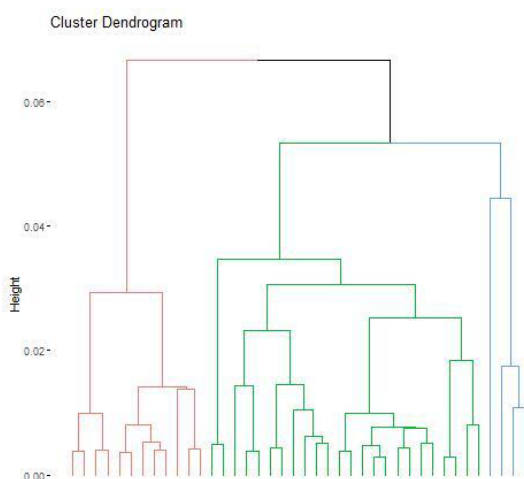



Figure 2 : *L'algorithme k-means forme tout d'abord 40 groupes qui sont utilisés comme base pour la Classification Ascendante Hiérarchique. La hauteur en axe y représente la proximité des observations ; plus elle est grande, plus il y a une dissimilarité entre elles. Ce dendrogramme suggère une partition en trois groupes, ici en rouge, vert et bleu.*

Afin de décrire les groupes obtenus, trois types de données peuvent être analysés. Premièrement, les axes factoriels peuvent être analysés. Dans notre cas, nous avons dû garder un grand nombre d'axes pour la CAH et de ce fait, ces données ne sont pas disponibles. Deuxièmement, les réponses des individus types pour chaque groupe, ceux qui se situent le plus proche du centre du groupe, peuvent être analysées. Enfin, les variables et leurs modalités, à savoir les questions qui ont le plus contribué à cette séparation en trois groupes ainsi que les réponses qui se trouvent le plus dans chaque groupe. C'est cette dernière lecture que nous avons effectuée et cela nous a permis de faire ressortir trois grands groupes de personnes, définis par la similarité de leurs réponses aux questions de la CNE.



Partie II

Les profils des répondant·e·s

- 
- • 1 Les engagé·e·s
 - 2 La majorité sensibilisée
 - 3 La minorité climatosceptique

Les répondant·e·s de la CNE ont été réparti·e·s en trois groupes en suivant la méthodologie présentée ci-dessus. Ces trois groupes ont été définis grâce aux réponses des individus aux questions de la CNE (sauf les questions socio-démographiques), de manière à **diminuer les différences entre les individus d'un même groupe** et à **maximiser les différences entre les différents groupes**. Pour analyser les profils, deux lectures possibles ont été utilisées :

- La première est de savoir quelles sont les réponses qui sont **communes au plus grand nombre** dans le groupe, c'est-à-dire, en majorité, comment se positionne ce groupe sur telle ou telle question.

Par exemple, **99%** des personnes de ce groupe pensent que le changement climatique est dû aux activités humaines.

- La seconde est de savoir quelles réponses ou catégories socio-démographiques sont **surreprésentées** dans un groupe. Cela veut dire qu'une catégorie n'est pas proportionnellement répartie dans les 3 groupes par rapport à la proportion du groupe sur l'échantillon total. Par exemple, le premier groupe représente **38%** de l'échantillon total. Si la catégorie des "femmes" était homogènement représentée dans chaque groupe, il y aurait **38%** des femmes de l'échantillon dans ce premier groupe. Dans le cas présent, nous avons **41%** des femmes qui sont dans le groupe 1. Elles sont donc surreprésentées.



1 - Les engagé·e·s (17 968 personnes, soit 38% des répondant·e·s)

Les personnes de ce groupe pensent que le changement climatique est lié aux activités humaines et sont angoissées ou inquiètes vis-à-vis de l'avenir au regard du changement climatique. En effet, elles pensent que les enjeux environnementaux et les intérêts des générations futures sont insuffisamment, voire pas du tout pris en compte dans les discussions médiatiques ainsi que dans les décisions politiques et celles des dirigeant·e·s d'entreprise. Les enjeux environnementaux sont un critère dans leur recherche d'emploi même s'il n'est pas déterminant pour tou·te·s.

Dans l'ensemble, les personnes de ce groupe ont le sentiment d'être assez ou très bien formées aux enjeux environnementaux. Elles souhaiteraient l'être davantage et pensent que tous les cursus devraient intégrer ces enjeux. D'ailleurs, plus d'un tiers des personnes de ce groupe suivent une formation liée à ces enjeux.

La majorité des engagé·e·s a remis en cause ses habitudes de consommation et les a déjà changées pour des raisons environnementales. C'est dans ce groupe que l'on retrouve une plus grande part des personnes respectant les principes de l'économie circulaire et d'une alimentation durable. Elles ont tendance à être plus engagées dans une association liée aux enjeux environnementaux ou sociaux que les autres groupes.

Dans ce groupe, plusieurs catégories socio-démographiques sont surreprésentées (concept expliqué dans l'introduction de la partie - pour ce groupe, cela signifie que plus de 38% des répondant·e·s à une modalité sont dans ce groupe). Les femmes sont le genre surreprésenté dans ce groupe (41%). En termes de situation économique, ce sont les enfants de cadres (45%) et professions libérales (42%) ainsi que les enfants dont la mère exerce une profession intermédiaire (43%) ou est agricultrice (43%) qui sont surreprésenté·e·s, tout comme les non boursier·ère·s (41%).

On remarque aussi une surreprésentation des étudiant·e·s plus âgé·e·s, entre 21 et 27 ans (entre 43% et 48% pour tous les âges dans cette tranche d'âge), des personnes qui vivent en colocation ou en couple (49%) et d'étudiant·e·s qui ont une activité rémunérée (42%). Au niveau du type d'établissement, les parcours d'étude surreprésentés sont parmi les plus longs comme les écoles d'ingénieur·e·s (54%) ainsi que les écoles de commerce (41%) dans une moindre mesure. Les filières surreprésentées sont la filière agricole, eau et forêts (75%), Art (44%), Science humaines et sociales (43%) et Science mathématiques (41%).

2 - La majorité sensibilisée (26 409 personnes, soit 57% des répondant·e·s)

Les personnes de ce groupe pensent que le changement climatique est lié aux activités humaines et sont angoissées ou inquiètes vis-à-vis de l'avenir au regard du changement climatique. La majorité d'entre elles·eux pense que les enjeux environnementaux ne sont pas assez pris en compte par les médias, les entreprises et les dirigeant·e·s politiques.

Elles ne suivent pas une formation liée aux enjeux environnementaux. Dans leur formation, elles entendent peu parler de ces derniers ou juste dans certains cours. Majoritairement, elles ne se sentent pas assez formées et souhaiteraient l'être davantage. Elles ne sont pas engagées dans une association liée aux enjeux environnementaux ou sociaux.

La majorité des membres de ce groupe a remis en cause ses habitudes de consommation mais ne les a pas forcément changées. On retrouve aussi dans ce groupe une majorité de personnes qui n'ont pas forcément la possibilité de changer leurs habitudes ou qui n'y ont pas pensé ; mais aussi celles pour qui le coût et la santé sont des raisons décisives pour changer ces habitudes.

Dans la majorité sensibilisée sont surreprésentées les personnes qui pensent que tous les métiers ou toutes les formations ne se prêtent pas à l'intégration des enjeux environnementaux et les personnes qui ne suivent pas les discussions médiatiques et politiques.

Au sein de ce groupe, plusieurs catégories socio-démographiques sont surreprésentées par rapport aux autres groupes (concept expliqué dans l'introduction de la partie - pour ce groupe, cela signifie que plus de 57% des répondant·e·s à une modalité sont dans ce groupe). En ce qui concerne le genre, les hommes sont surreprésentés avec 60% d'entre eux qui sont dans ce groupe. Au niveau de la situation économique, ce sont les boursier·ère·s (59%) qui sont surreprésenté·e·s ainsi que les enfants dont le père est ouvrier (64%), sans activité (63%) et d'employé·e·s (60%) qui sont surreprésenté·e·s (on remarque les mêmes tendances du côté de la catégorie socioprofessionnelle de la mère).

On remarque une surreprésentation des étudiant·e·s les plus jeunes, de 17 ans (60%) 18 ans (64%), 19 ans (62%) et des personnes qui vivent chez leurs parents (65%) ou en résidence universitaire (58%) ainsi d'étudiant·e·s qui n'ont pas d'activité rémunérée (58%). Au niveau du type d'établissement, sont surreprésentés ceux qui correspondent au début d'études et à des parcours d'étude plus courts comme les BTS (66%), les IUT (63%), les classes préparatoires aux grandes écoles (63%) et les universités (58%). Les filières qui sont surreprésentées sont : sport (70%), commerce gestion (65%), santé (64%), information et communication (64%), droit économie politique (61%) et lettres langues et culture (60%).

3 - La minorité climatosceptique¹⁰ (2 253 personnes, soit 5% des répondant·e·s)

Les personnes de ce groupe pensent que le changement climatique est principalement d'origine naturelle, voire qu'il n'y a pas de changement climatique. Contrairement aux autres groupes, elles sont plus de la moitié à se dire confiante, optimiste ou indifférente vis-à-vis de l'avenir au regard du changement climatique.

Ce sont des personnes qui ne suivent pas de formation liée aux enjeux environnementaux, pourtant elles sont plus de la moitié à se sentir assez formées à ces enjeux et l'avis est aussi partagé sur le besoin de l'être davantage.

Dans ce groupe on retrouve les personnes qui pensent que les enjeux environnementaux et les intérêts des générations futures sont suffisamment pris en compte dans les discussions médiatiques, dans les décisions politiques et dans celles des dirigeant·e·s d'entreprise. Sont surreprésentées aussi les personnes qui n'ont pas remis en cause leurs habitudes de consommation.

Plusieurs catégories socio-démographiques sont **surreprésentées** par rapport aux autres groupes (concept expliqué dans l'introduction de la partie - pour ce groupe, cela signifie que plus de 5% des répondant·e·s à une modalité sont dans ce groupe). Le genre surreprésenté sont les hommes (7%). On remarque une surreprésentation des personnes qui vivent chez leurs parents (7%). Au niveau de la situation économique, ce sont les étudiant·e·s dont le père est agriculteur (7%), sans activité professionnelle (6%) ou ouvrier (6%) qui sont surreprésenté·e·s (on remarque les mêmes tendances du côté de la catégories socioprofessionnelle de la mère). Au niveau du parcours d'étude, les établissements surreprésentés sont les BTS (8%) et les IUT (6%). Une filière est également surreprésentée, celle de commerce et gestion (6%).

¹⁰ L'ADEME définit cette catégorie comme les personnes qui "mettent en doute l'origine anthropique du changement climatique" et dont "les perceptions peuvent être distinguées en deux sous-catégories : la première qui contient des réponses relativistes c'est-à-dire impliquant à la fois un phénomène naturel et une cause anthropique et des réponses absolutistes qui postulent l'existence exclusive d'une logique naturelle", In : ADEME, Daniel Roy RCB Conseil 2019, "Les représentations sociales du changement climatique", p. 11.

Nuancer la classification des profils

Au-delà des différences entre les trois profils, il nous semble important de souligner que **deux groupes sur trois (soit 95% des répondant·e·s) se sentent concernés par les problématiques environnementales et semblent avoir la volonté d'en faire plus (dans leur engagement, leur consommation) ou recevoir plus d'information (via la formation notamment)**. Evidemment, il n'y a pas de vision unique, et les avis divergent entre les groupes sur plusieurs sujets (les échelles d'actions à privilégier par exemple). Les engagements et les manières d'envisager les solutions à la crise climatique ne sont également pas les mêmes. Les obstacles sont différents entre les Engagé·e·s et les Sensibilisé·e·s. En effet, certaines catégories sont surreprésentées chez les Engagé·e·s : celles qui rencontrent le moins d'obstacles (économiques notamment), et celles qui semblent avoir un accès plus facile à l'information que les autres groupes. Un autre effet qui semble jouer sur l'engagement, c'est celui de **l'autonomie**. Le fait de prendre en main sa consommation et son engagement est lié à l'âge et à la situation résidentielle : **les personnes les plus jeunes, en début d'étude, qui vivent chez leur parents ou en résidences universitaires et qui n'ont pas d'activité rémunérée** ont moins l'occasion de changer leur habitudes de consommation (même si elles les remettent en cause).

Concernant cette **notion d'engagement**, il est important de préciser que nous ne prenons pas en compte leur empreinte écologique (utilisation d'énergie, mode de déplacement, loisirs...). Afin de compléter ces profils, il semble nécessaire de revenir sur certains constats dans le but d'aborder la question de **l'engagement dans sa globalité**, et non seulement selon le prisme des questions de la CNE 2020 (majoritairement liées à la consommation alimentaire, aux habitudes d'économie circulaire) qui sont révélatrices mais qui peuvent être réductrices. Selon une étude publiée en mars 2019 par le CRÉDOC, "l'empreinte écologique d'un consommateur dépend largement de son revenu (capital économique) : plus il est élevé et plus le consommateur utilise des ressources et pollue."¹¹ Ainsi, l'écart entre la pratique et les intentions des catégories plus aisées s'explique par une habitude à une mobilité plus polluante (l'avion notamment) ainsi qu'une utilisation accrue d'équipements numériques, qui ne sont pas pris en compte dans notre étude. Les profils ¹² qui ressortent de cette enquête du CREDOC révèlent une surreprésentation des classes modestes parmi la catégorie des profils "économes" (20% du total des répondant·e·s), qui serait de loin la classe la plus écologique, pas par engagement mais plutôt par contrainte (frein financier). À l'inverse, les "distinctifs" (16%), qui témoignent d'une forte sensibilité environnementale (éco-gestes), ont un impact écologique élevé.

Cependant, **il y a un réel consensus - et ce malgré les différences d'engagement et de possibilités - sur le fait que le changement climatique est un sujet important qui inquiète, voire qui angoisse**. Il n'y a pas de séparation claire dans les catégories socio-démographiques quant à cette inquiétude/angoisse climatique, ni dans la volonté de voir les choses changer (individuellement ou à plus large échelle, dans les politiques, les campus, les entreprises, les médias) :

¹¹ *Ibid.*, p. 1

¹² *Ibid.*, p. 3

même si les critères peuvent varier légèrement, on ne peut pas clairement isoler un groupe sur des critères socio-démographiques et dégager un sentiment ou un engagement vis-à-vis de la crise climatique. En effet, en regroupant les personnes qui se disent “inquiètes” et celles qui se disent “angoissées”, les différences de pourcentages sont minimales entre les différentes CSP et le fait de recevoir ou non une bourse (respectivement 2 et 1 point de différence environ). Le critère pour lequel on observe le plus gros écart est le genre (90% d'inquiètes et angoissées chez les femmes, contre 80% chez les hommes)¹³. Dans tous les cas, la majorité d'étudiant·e·s inquiet·ète·s ou angoissé·e·s est écrasante, et c'est ce qu'il nous semble important de retenir.

Ce qui paraît distinguer les Engagé·e·s des Sensibilisé·e·s, c'est surtout le fait de rendre concrète la remise en question dans une prise d'engagement. Dans son étude “La France En Quête”¹⁴, l'association Destin Commun note un consensus semblable auprès de l'ensemble de la population française : “Lutter contre le réchauffement climatique et mieux protéger l'environnement apparaissent comme des enjeux capables d'unir les Français par-delà leurs divisions : 68 % en sont convaincus. L'environnement fait donc figure d'exception dans la politique nationale française, car une majorité de Français et de Françaises y voient un sujet rassembleur dans un paysage où tout semble diviser”¹⁵. C'est finalement la manière d'envisager et de faire face à ce constat qui sépare les Français·e·s, ainsi que les possibilités de chacun·e. L'enquête de Destin Commun souligne que, malgré la même conscience élevée quant aux enjeux climatiques dans deux groupes différents, celle-ci rentre en contradiction avec d'autres préoccupations pour l'un des deux.

Finalement, si le sentiment vis-à-vis du changement climatique et les volontés de voir les choses changer pour faire face à la crise écologique semblent forts chez tou·te·s les étudiant·e·s, l'engagement et le passage à l'acte paraissent tout de même malheureusement freinés par des manques de moyens, notamment en termes de ressources pécuniaires et d'accès à l'information ou à la formation¹⁶. La question aujourd'hui semble donc moins celle de la sensibilisation, mais bien de mettre sur un pied d'égalité l'ensemble des étudiant·e·s en leur donnant tous les moyens pour se former et s'engager s'il·elle·s le souhaitent.

¹³ Nous reviendrons sur ces différences genrées plus loin dans le rapport (p. 41)

¹⁴ DEMOURES, François-Xavier (dir.), MONGES Lucie, PIOLA Maider, PARFAIT Anaziz et LEFEVRE Mathieu (Destin Commun). *La France en quête - Réconcilier une nation divisée*. Février 2020, 181p.

¹⁵ Ibid., p. 7

¹⁶ Nous y reviendrons par ailleurs dans la suite de ce rapport (p. 37, 48)



Partie III

Analyse des résultats : les étudiant·e·s face aux enjeux environnementaux



- **I Perception et engagement des étudiant·e·s vis-à-vis des enjeux environnementaux**
 - 1 - Eco-anxiété chez les étudiant·e·s et rôle de la société
 - 2 - Consommation : entre remise en cause, actions et obstacles au changement
 - 3 - Inégalités socio-démographiques
- **II Les enjeux environnementaux dans l'enseignement supérieur**
 - 1- L'engagement écologique des établissements, facteur d'attractivité
 - 2 - Des formations à la hauteur des enjeux environnementaux
 - 3 - L'impact sur l'insertion professionnelle

I • Perception et engagement des étudiant·e·s vis-à-vis des enjeux environnementaux

1 - Eco-anxiété chez les étudiant·e·s et rôle de la société

Dans les [consultations précédentes](#) du REFEDD, nous avons pu observer l'intérêt des étudiant·e·s pour les enjeux environnementaux et leur préoccupation à ce sujet, avec seulement **1%** des répondant·e·s qui n'étaient pas intéressé·e·s par le développement durable et **78%** qui affirmaient que le changement climatique était un danger important pour l'humanité (CNE, 2017).

Dans cette édition, nous avons souhaité traiter en premier lieu du climatopscepticisme et de l'éco-anxiété chez les étudiant·e·s. La CNE 2020 nous montre que moins de **1%** des étudiant·e·s affirme qu'il n'y a pas de changement climatique, et seuls **5%** pensent que, si le réchauffement climatique existe, il est majoritairement lié à l'évolution naturelle du climat (*Figure 1*). Notre étude fait aussi ressortir que **85%** des répondant·e·s se considèrent inquiet·ète·s voire angoissé·e·s vis-à-vis de l'avenir au regard du changement climatique (*Figure 2*).

Selon toi, le changement climatique serait majoritairement lié... ?

- À l'évolution naturelle du climat
- Aux activités humaines
- Il n'y a pas de changement climatique

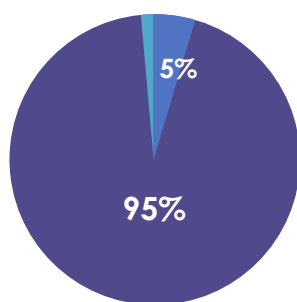


Figure 1 : Les activités humaines, principale cause du changement climatique selon les étudiant·e·s.

Quel est ton sentiment vis-à-vis de l'avenir au regard du changement climatique ?

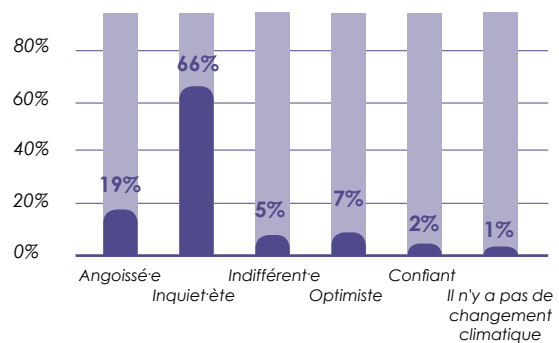


Figure 2 : Le changement climatique, source d'anxiété pour les étudiant·e·s.

Ces observations vont dans le sens d'un rapport de l'ADEME paru fin 2019, selon lequel 76% des 15-24 ans¹⁷ perçoivent la cause anthropique des changements climatiques et 49% d'entre eux·elles classent l'environnement en tête des enjeux les plus préoccupants¹⁸. Dans cette étude aussi, l'éco-anxiété ressort avec un degré de pessimisme qui augmente chez cette même catégorie de sondé·e·s (65% en 2019 contre 60% en 2014)¹⁹.

Quant au rôle de la société, la CNE 2020 montre que 78% des étudiant·e·s considèrent que ces questions sont insuffisamment traitées, voire absentes dans les discussions médiatiques et politiques (Figure 3) et il·elle·s sont plus de 90% à penser que les intérêts des générations futures sont insuffisamment voire pas du tout pris en compte dans les décisions politiques (Figure 4). D'autant plus que les étudiant·e·s ne se sentent pas écouté·e·s, avec 83% d'entre eux·elles qui pensent que leur avis est insuffisamment voire pas du tout pris en compte (Figure 5).

La question de la sauvegarde des intérêts des générations futures est en effet un enjeu de premier plan car il constitue depuis le rapport Brundtland (1987) l'objectif principal de la transition écologique. Ainsi, selon une enquête réalisée en février 2020 par Destin Commun, "86% des enquêté·e·s²⁰ pensent que nous devons agir en faveur de l'environnement parce que les jeunes générations l'attendent de nous"²¹.

Selon toi, quelle place occupent les questions environnementales dans les discussions médiatiques et politiques ?

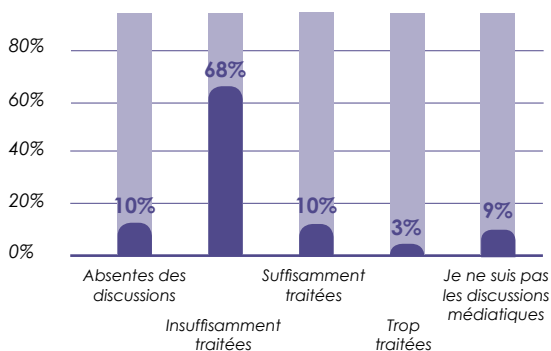


Figure 3 : La place des questions environnementales dans les discussions médiatiques et politiques selon les étudiant·e·s.

Penses-tu que les intérêts des générations futures sont pris en compte dans les actions des dirigeant(e)s politiques ?

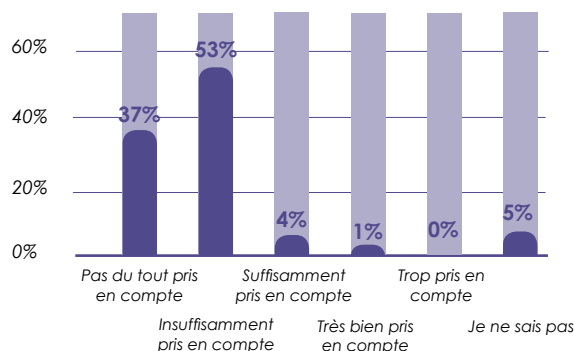


Figure 4 : Les étudiant·e·s estiment que les dirigeant·e·s politiques n'assurent pas la préservation des intérêts des générations futures.

¹⁷ Attention, les répondant·e·s appartenant à la catégorie des 15-24 ans ne sont pas tous·tes des étudiant·e·s.

¹⁸ Enquête ADEME, Représentations sociales du changement climatique. 20ème vague. Octobre 2019, 184 p. p. 7

¹⁹ ADEME, Daniel Roy RCB Conseil 2019, "Les représentations sociales du changement climatique", p. 18

²⁰ Echantillon non étudiant

²¹ LEFEVRE, Mathieu et PARFAIT, Anaïz (Destin Commun). Synthèse - La France en quête - Réconcilier les Français grâce à l'environnement ? Février 2020, 20p., p. 6

<https://www.destincommun.fr/media/h10falb5/destin-commun-reconcilier-les-francais-grace-a-l-environnement.pdf>

Penses-tu que l'avis des jeunes est pris en compte dans les discussions médiatiques et politiques sur les sujets environnementaux ?

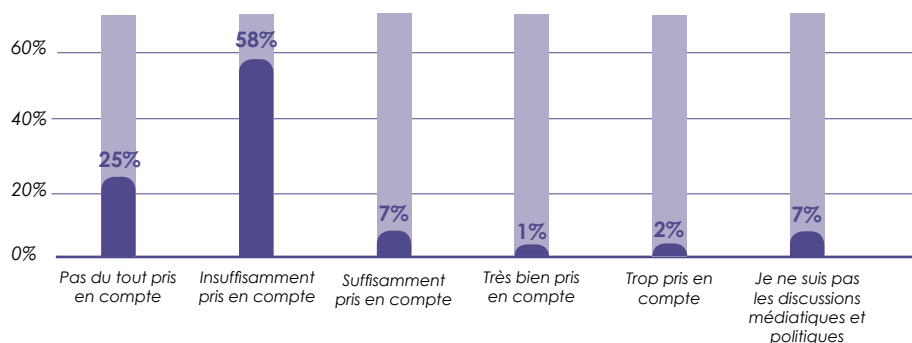


Figure 5 : L'avis des étudiant·e·s, une donnée oubliée des discussions médiatiques et politiques sur les sujets environnementaux ?

L'anxiété des étudiant·e·s pourrait être liée au manque d'action et de prise en compte des enjeux environnementaux par les différent·e·s acteur·rice·s de la société. En effet, grâce à l'analyse bivariable de la CNE 2020, nous observons qu'il existe un lien entre le fait de penser que les questions environnementales sont insuffisamment traitées dans les discussions médiatiques et politiques et l'anxiété ressentie vis-à-vis de l'avenir au regard du changement climatique (Tableau 1). En effet, **91%** des étudiant·e·s qui considèrent que ces questions sont insuffisamment traitées se disent inquiet·ète·s ou angoissé·e·s contre seulement **67%** de ceux·celles qui pensent qu'elles sont suffisamment traitées ou même **37%** de ceux·celles qui pensent qu'elles sont trop traitées. De plus, selon une étude menée par l'ONG de journalistes Reporters d'Espoirs, **81%** des Français·e·s pensent qu'une plus grande médiatisation des sujets environnementaux et climatiques "semble induire non seulement une prise de conscience, un intérêt accru, mais également une modification des comportements"²². Il·elle·s sont d'ailleurs **53%** à considérer que le sujet climatique est mal traité, c'est-à-dire qu'on ne parle pas suffisamment de certains événements. De plus, l'étude souligne le fait que les médias abordent rarement le sujet du changement climatique sous l'angle des solutions, ce qui peut contribuer à faire de cette thématique un "sujet particulièrement exposé à la résignation"²³ et qui peut alimenter l'éco-anxiété des individus. L'ONG souligne ainsi l'absence d'une "médiatisation constructive", c'est-à-dire qui s'attache à présenter conjointement un problème et les réponses ou tentatives de réponses qu'on peut y apporter, ouvrant ainsi des perspectives de résolution²⁴. En effet, la presse quotidienne régionale ne compte que **27%** de sujets liés à l'environnement présentés comme constructifs tout comme **22%** des sujets des JT de TF1 et France 2²⁵.

²² Reporters d'Espoirs, *Comment les médias traitent-ils du changement climatique ?*, Juillet 2020, 65p., p. 16

²³ *Ibid.*, p. 2

²⁴ *Ibid.*, p. 19

²⁵ *Ibid.*, p. 26

Tableau 1 : Lien entre l'éco-anxiété et la prise en compte des enjeux dans les discussions médiatiques.

*Les modalités "Inquiète" et "Angoissée" et "Confiant-e" et "Optimiste" ont été regroupées pour faciliter la lecture.

**Tableau représentant seulement les étudiant·e·s qui pensent que le changement climatique est majoritairement lié aux activités humaines et à l'évolution naturelle du climat (soit 99% des répondant·e·s).

Sentiment vis-à-vis de l'avenir au regard du changement climatique	Place des questions environnementales dans les discussions médiatiques et politiques				
	Absentes des discussions	Insuffisamment traitées	Je ne suis pas les discussions médiatiques et politiques	Suffisamment traitées	Trop traitées
Inquiète ouangoissée	92%	91%	75%	67%	37%
Indifférent·e	4%	2%	13%	12%	29%
Confiant·e ou Optimiste	4%	7%	12%	21%	34%
Total	100%	100%	100%	100%	100%

Khi2_p-value = 0

Cette observation est la même pour la corrélation entre **l'anxiété des étudiant·e·s et l'absence de prise en compte de l'intérêt des générations futures dans les actions des dirigeant·e·s politiques** (Annexe 2, tableau a). Les répartitions sont similaires : plus les étudiant·e·s pensent que les sujets sont insuffisamment pris en compte par les acteur·rice·s de la société, plus il·elle·s ont tendance à se déclarer inquiet·ète·s voire angoissé·e·s.

Les étudiant·e·s sont **94%** à penser que les enjeux environnementaux sont insuffisamment voire pas du tout pris en compte dans les décisions des dirigeant·e·s d'entreprise (Figure 6) et il·elle·s considèrent à **47%** que les entreprises sont les premières responsables des dégâts environnementaux, juste devant les gouvernements (**26%**) (Figure 7).

Penses-tu que les enjeux environnementaux sont pris en compte dans les décisions des dirigeant·e·s d'entreprise ?

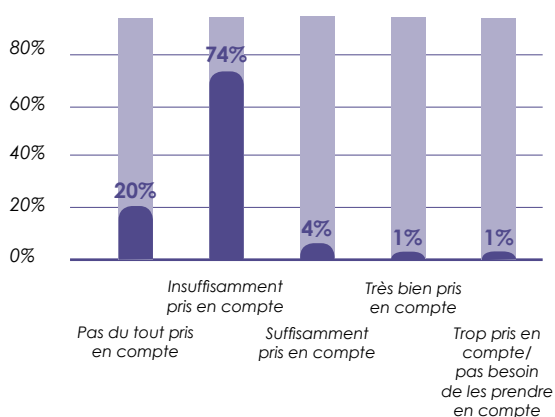


Figure 6 : Des enjeux environnementaux insuffisamment pris en compte dans les décisions des dirigeant·e·s d'entreprise, selon les étudiant·e·s.

Selon toi, qui est le premier responsable des dégâts environnementaux ?

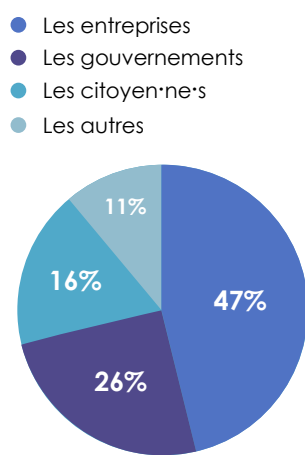


Figure 7 : les responsables des dégâts environnementaux.

*Réponse conditionnée à la réponse "Aux activités humaines", question 13 : "Selon toi, qui est le premier responsable des dégâts environnementaux ?"

En ce qui concerne la responsabilité quant au changement climatique, l'avis des étudiant·e·s n'est cependant pas tranché, avec **11%** de réponse "autre", c'est-à-dire une réponse ouverte par laquelle les étudiant·e·s pouvaient proposer leur propre réponse (Figure 7). Parmi les modalités, on retrouve beaucoup le terme "tous" : il n'y aurait donc pas de première responsable, puisque tou·te·s les acteur·rice·s cité·e·s le seraient. Certain·e·s estiment donc que le problème va au-delà des citoyen·ne·s, entreprises et gouvernements, puisque les termes qui ressortent sont davantage en lien avec le modèle de société : on y retrouve des termes comme "production", "consommation", la désignation de certain·e·s acteur·rice·s comme les "lobbies" et les "consommateur·rice·s" mais aussi les idéologies "libérale" et "capitaliste".

Nous avons interrogé les étudiant·e·s sur les divers moyens d'action pour résoudre les problèmes environnementaux. Bien que la question fasse débat, nous observons que les sondé·e·s estiment à **37%** que l'échelle locale est la plus efficace en termes de décisions politiques pour préserver l'environnement,

devant les échelles internationale (24%) et européenne, qui semble être collectivement délaissée (10%) (Figure 8). Contraindre les États, les organisations et les entreprises à respecter l'environnement sous peine de sanctions serait une bonne solution selon 64% des étudiant·e·s (Figure 9).

Selon toi, à quelle échelle les décisions politiques sont les plus efficaces pour préserver l'environnement ?

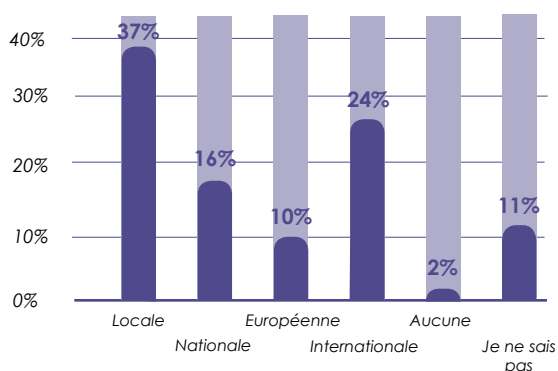


Figure 8 : Préserver l'environnement, à quelle échelle les décisions politiques sont-elles les plus efficaces ?

Penses-tu que contraindre les États, les organisations et les entreprises à respecter l'environnement sous peine de sanctions est une bonne solution ?

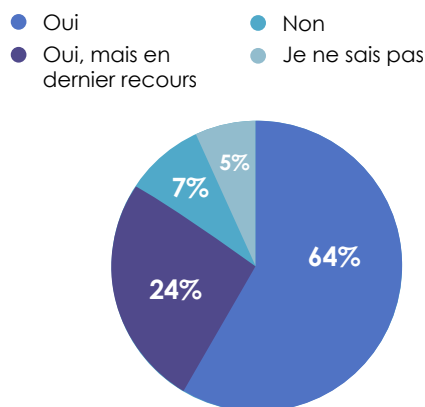


Figure 9 : La sanction, une solution pour protéger l'environnement.

Le rapport de l'ADEME de 2019 met également en valeur le rôle décisif de l'échelle locale pour les jeunes (15-24 ans) puisque 85% d'entre elles-eux considèrent que leur territoire devra prendre des mesures importantes dans les décennies à venir pour s'adapter aux nouvelles conditions climatiques²⁶.

Nous observons grâce à l'analyse bivariée qu'il existe un lien entre l'avis sur les responsables des dégâts environnementaux et le sentiment des étudiant·e·s vis-à-vis de l'avenir (Tableau 2). En effet, les personnes qui pensent que les principaux responsables sont les entreprises ou les gouvernements ont plus tendance à se sentir inquiètes ou angoissées (respectivement 89% et 90% d'entre elles) que celles qui pensent que ce sont les citoyen·ne·s qui en sont responsables (83% d'inquiet·e·s ou angoissé·e·s). Cette différence peut s'expliquer par le sentiment d'avoir ou non un impact en tant que citoyen·ne sur l'avenir au regard du changement climatique. Ceci se confirme lorsque nous observons que celles et ceux qui portent les citoyen·ne·s premier·ère·s responsables ont tendance à se déclarer plus optimistes ou confiant·e·s que les autres (12%).

²⁶ ADEME, Représentations sociales du changement climatique. 20ème vague. op. cit., Question 22, p. 65

Tableau 2 : Lien entre éco-anxiété et responsable des dégâts environnementaux.

*Les modalités Inquiet(e) et Angoissé(e) et Confiant(e) et Optimiste ont été regroupées pour faciliter la lecture.

**Tableau représentant seulement les étudiant·e·s qui pensent que le changement climatique est majoritairement lié aux activités humaines (soit 95% des répondant·e·s).

Sentiment vis-à-vis de l'avenir au regard du changement climatique	Responsables des dégâts environnementaux			
	Les citoyen·ne·s	Les entreprises	Les gouvernements	Autre
Angoissé·e ou inquiet·e	83%	89%	90%	82%
Indifférent·e	5%	4%	4%	7%
Confiant·e ou Optimiste	12%	7%	6%	11%
Total	100%	100%	100%	100%

$Khi2_p\text{-value} = 1,00 \times 100^{-131}$

Nous observons aussi, grâce au test du khi-2, que les personnes qui considèrent les gouvernements et les entreprises comme les premier·ère·s responsables des dégâts environnementaux ont davantage tendance à trouver que les questions environnementales sont insuffisamment traitées dans les discussions médiatiques et politiques (*Annexe 2, tableau b*). De même, les personnes qui se disent angoissées ou inquiètes ont plus tendance à penser que la sanction est une bonne solution (*Annexe 2, Tableau c*).

D'après les résultats de la CNE, nous constatons que chaque acteur·rice de la société (citoyen·ne·s, entreprises, gouvernements) a un rôle important à jouer dans la lutte contre le changement climatique selon les étudiant·e·s et que selon eux·elles, un autre fonctionnement de la société est nécessaire. Selon le rapport de l'ADEME, 53% des 18-24 ans pensent qu'il "faudra modifier de façon importante nos modes de vie pour empêcher l'augmentation du changement climatique". Qu'en est-il de l'engagement des étudiant·e·s dans leur vie personnelle ? Leur avis sur la situation actuelle et sur la société qu'il·elle·s souhaitent est-il suivi d'actions et d'engagement de leur part ? C'est ce que nous allons étudier par la suite.

2 - Consommation : entre remise en cause, actions et obstacles au changement

Les principaux critères d'achat des étudiant·e·s sont le prix et la qualité du produit (Figure 10). Malgré tout, les étudiant·e·s ont conscience que leur consommation a un impact, qu'il soit environnemental, social ou sur leur santé. Il·elle·s sont 87% à avoir remis en cause leurs habitudes et la moitié des étudiant·e·s interrogé·e·s (50%) déclare même les avoir déjà changées (Figure 11).

On observe que l'impact environnemental arrive en 3ème position des critères principaux qui déterminent leurs achats, après le prix et la qualité (Figure 10). Cet intérêt ressort d'autant plus concernant les raisons qui peuvent inciter à changer ses habitudes de consommation (Figure 12) : on retrouve les raisons environnementales en première position (51%), puis les raisons budgétaires (23%) et enfin de santé (19%). Parmi ceux·celles qui ont déjà changé leurs habitudes de consommation, 64% disent l'avoir fait pour des raisons environnementales et parmi ceux·celles qui les ont remis en cause leur habitudes sans les changer ou qui n'y ont jamais pensé, 38% pourraient être incité·e·s à le faire pour des raisons environnementales .

Quels sont les principaux critères qui déterminent tes achats ?

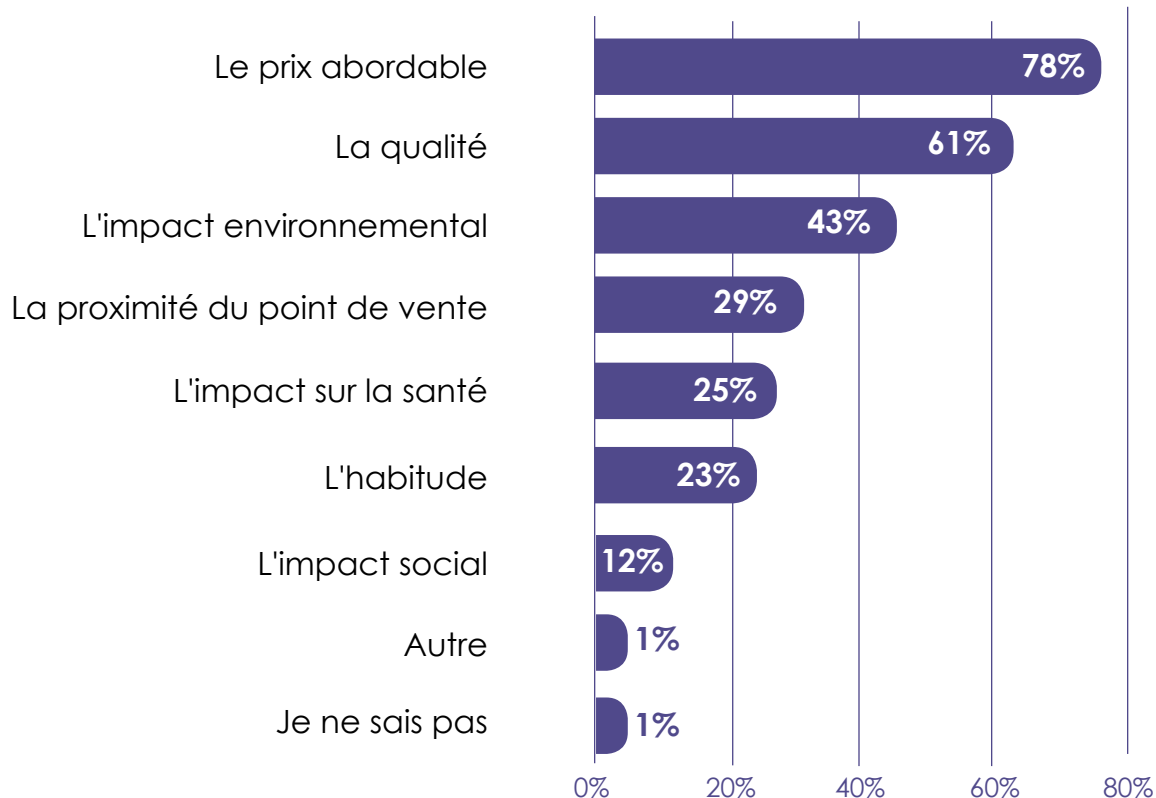


Figure 10 : Top 3 des critères les plus importants dans la décision d'achat des étudiant·e·s.

*Les étudiant·e·s avaient la possibilité de choisir 3 réponses maximum

As-tu déjà remis en cause tes habitudes de consommation ?

- Je n'y ai jamais pensé
- Non
- Oui
- Oui, et je les ai déjà changées

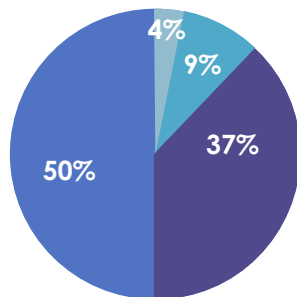


Figure 11 : La moitié des étudiant·e·s interrogé·e·s a déjà remis en cause et changé ses habitudes de consommation.

Quelle est la principale raison qui t'a incité / pourrait t'inciter à changer tes habitudes de consommation ?

- Environnementale (préservation des ressources, de la biodiversité, du climat...)
- De santé (maladie, perte de poids, vie plus saine)

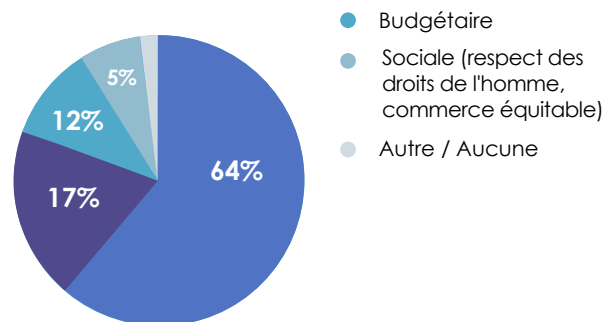


Figure 12 : L'impact environnemental : principale raison du changement des habitudes de consommation des étudiant·e·s.

Parmi les réponses textuelles des critères d'achat à la modalité "autre", le terme "animaux" est le terme qui ressort le plus souvent parmi les réponses non proposées (après "environnementale", "santé" et "sociale"). Ce constat démontre l'intérêt d'une partie des étudiant·e·s pour une consommation prenant en compte le bien-être animal.

Alimentation durable

Pour aller plus loin, nous avons interrogé les étudiant·e·s plus en détail sur leurs habitudes de consommation en lien avec l'alimentation durable (Figure 13). Les tendances sont claires, les étudiant·e·s veulent tendre vers une alimentation plus responsable et beaucoup sont déjà passé·e·s à l'action : 95% souhaitent consommer des produits de saison (48% le font déjà), 94% des produits locaux (39% le font déjà) et 81% des produits d'origine biologique (39% le font déjà).

Nous nous apercevons aussi que 73% des étudiant·e·s ont déjà diminué leur consommation de viande et de poisson ou souhaitent le faire, tandis que 11% sont déjà passé·e·s à un régime végétarien, voire végétalien pour 3% des interrogé·e·s. En revanche, 87% d'entre eux·elles indiquent ne pas vouloir arrêter totalement leur consommation des autres produits d'origine animale (œufs, lait, fromage).

Dans ton alimentation au quotidien, que veux-tu consommer ?

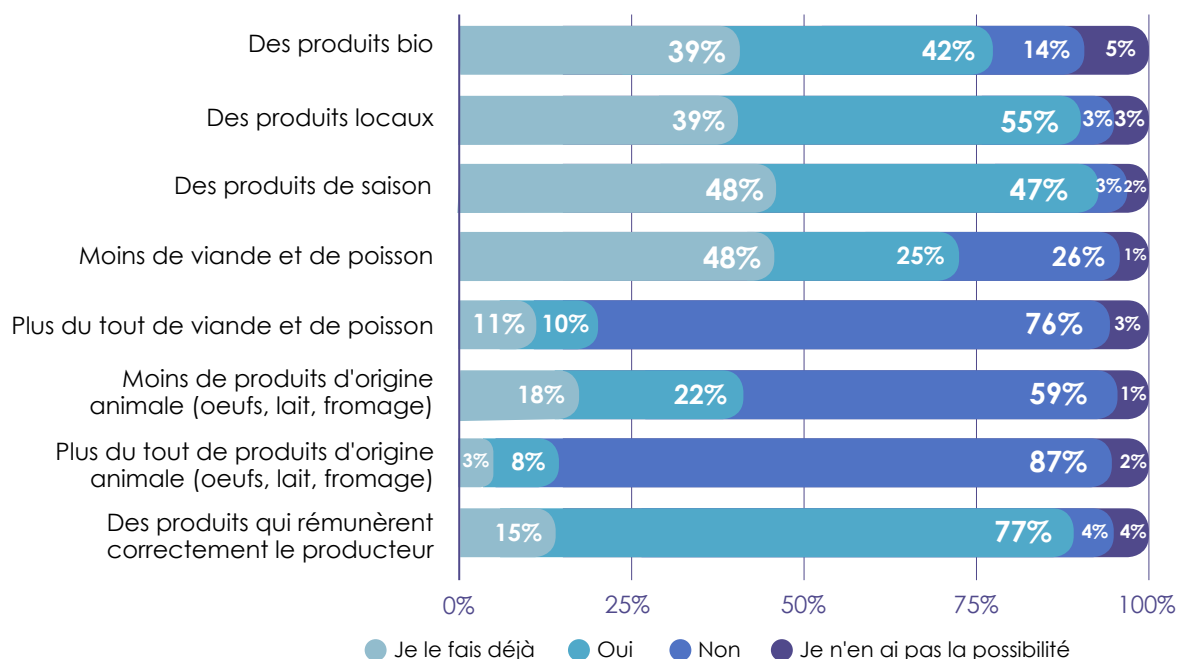


Figure 13 : Alimentation quotidienne des étudiant·e·s : quelles perspectives d'évolution ?

Les étudiant·e·s sont également sensibles à l'impact social du produit puisque **77%** souhaitent consommer des produits qui rémunèrent correctement le·a producteur·rice. Néanmoins, seulement **15%** le font déjà et seulement **5%** choisissent les raisons sociales (respect des droits de l'homme, commerce équitable) comme raison principale qui pourrait les inciter à changer ses habitudes de consommation (Figure 12). Il serait hâtif de conclure que les étudiant·e·s occultent volontairement l'impact social de leur mode de consommation. En effet, selon une étude publiée en février 2018 par franceinfo²⁷, "**97%** des Français·e·s se disent prêt·e·s à boycotter des entreprises ayant des pratiques sociales ou environnementales destructrices", au premier rang desquelles la nuisance à la santé de certains être humains (**87%**), le travail des enfants (**84%**) ou encore la maltraitance sur les animaux (**74%**). Il est possible que ce soit la tournure de la question qui incite à choisir une seule réponse, la "principale" qui occasionne ce faible résultat. En effet, l'impact social est "concurrencé" par les critères budgétaires et de santé qui touchent plus directement les étudiant·e·s. Cependant la raison "environnementale" est préférée à la raison "sociale". Il est intéressant de se demander si le terme d'"impact social" a été bien compris, comparativement aux termes de "rémunération", "impact sur la santé" ou de "respect des droits de l'Homme", qui appellent à davantage de compréhension dans le sens où ils font référence à des représentations concrètes.

Economie circulaire

Nous avons aussi interrogé les étudiant·e·s sur leurs habitudes de consommation en lien avec l'économie circulaire²⁸ (Figure 14). Certaines actions sont déjà bien ancrées dans les habitudes des étudiant·e·s comme le don (52%), les achats d'occasion (46%), la revente de seconde main (41%). D'autres habitudes de consommation sont moins répandues mais tendent à l'être comme par exemple l'achat en vrac que les étudiant·e·s souhaitent adopter (54%), la réparation des objets cassés (49%), la fabrication de ses propres produits (36%). Ce sont le troc et la location / l'emprunt qui sont les moins plébiscités par les étudiant·e·s.

Parmi les habitudes suivantes, lesquelles veux-tu adopter ?

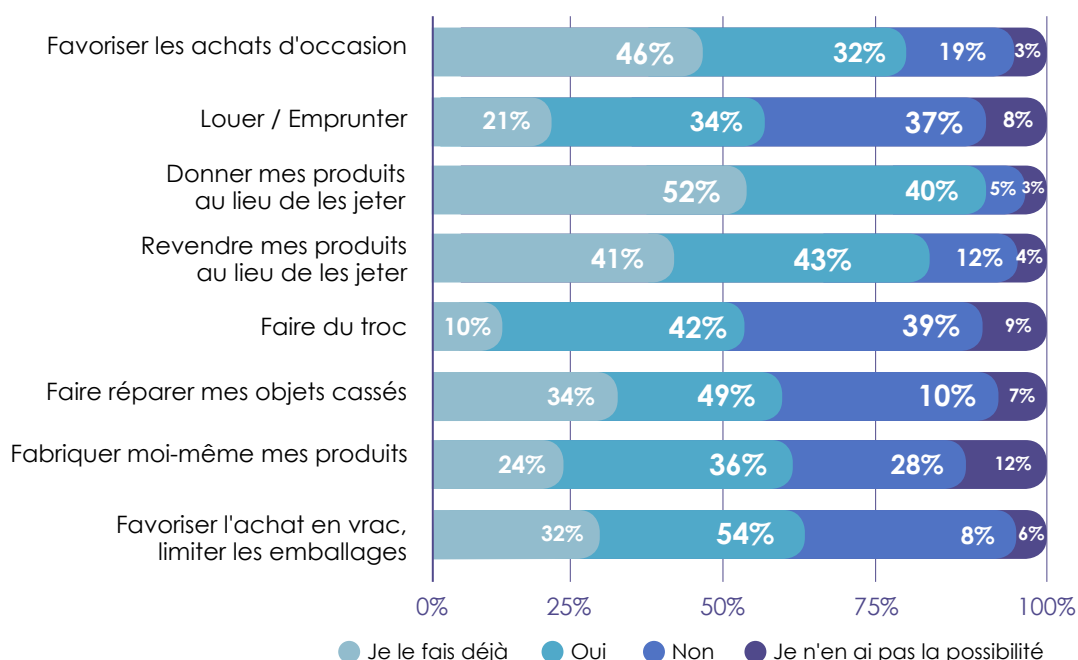


Figure 14 : Les étudiant·e·s veulent réduire l'impact environnemental de leur consommation.

²⁷ Enquête Denjean & Associés "La responsabilité sociale et environnementale des grands groupes vue par les Français", février 2018, p. 13
Enquête réalisée en ligne du 23 au 29 janvier 2018 sur un échantillon de 1 000 personnes représentatif de la population française âgée de 18 à 75 ans
<https://www.mediaterrre.org/docactu,ZmJyZXVpbC9kb2NzL2VucXVldGUtcnNI,2.pdf>

²⁸ L'économie circulaire est définie comme suit par l'ADEME : "Système économique d'échange et de production qui, à tous les stades du cycle de vie des produits (biens et services) qui vise à augmenter l'efficacité de l'utilisation des ressources et à diminuer l'impact sur l'environnement tout en développant le bien-être des individus".
<https://www.ademe.fr/expertises/economie-circulaire>

Leviers au changement de la consommation

L'analyse bivariée des résultats fait ressortir que les étudiant·e·s qui perçoivent la cause anthropique du changement climatique (Annexe 2, tableau d) et celles·ceux qui sont pessimistes vis-à-vis de l'avenir ont plus tendance à remettre en cause leurs habitudes de consommation et à les changer (Tableau 3). 95% des personnes qui se disent angoissées ont déjà remis en cause leurs habitudes (dont les personnes qui les ont déjà changées) ainsi que 88% des personnes inquiètes. A l'inverse les personnes plus confiantes ou indifférentes ont moins tendance à remettre en cause leurs habitudes de consommation (respectivement 75% et 64%). On observe aussi que le passage à l'action est lié à ce sentiment : 62% des personnes qui se disent angoissées ont déjà changé leur habitudes contre 34% des personnes indifférentes.

Tableau 3 : Les étudiant·e·s les plus angoissé·e·s vis-à-vis de l'avenir au regard du changement climatique sont celles·ceux qui ont le plus changé leurs habitudes de consommation.

*Tableau représentant seulement les étudiant·e·s qui pensent que le changement climatique est majoritairement lié aux activités humaines et à l'évolution naturelle du climat (soit 99% des répondant·e·s)

As-tu déjà remis en cause tes habitudes de consommation ?	Quel est ton sentiment vis-à-vis de l'avenir au regard du changement climatique ?				
	Angoissé·e	Inquiet·e	Indifférent·e	Confiant·e	Optimiste
Je n'y ai jamais pensé	2%	4%	9%	5%	4%
Non	3%	8%	27%	20%	13%
Oui	33%	40%	30%	33%	35%
Oui, et je les ai déjà changées	62%	48%	34%	42%	48%
Total	100%	100%	100%	100%	100%

Khi2_p-value = 0

Le fait d'être formé·e est un levier au changement des habitudes de consommation. Par exemple, il est possible d'établir un lien entre le fait de suivre une formation liée aux enjeux environnementaux et le fait de remettre en cause ses habitudes de consommation (Tableau 4). En effet, d'après l'analyse bivariée, 57% des personnes suivant une formation aux enjeux environnementaux ont répondu avoir changé leurs habitudes, contre 48% de ceux·celles qui n'en suivent pas. Une plus grande proportion de celles et ceux qui ne suivent pas de formation (38%) ont remis en cause leurs habitudes de consommation mais ne les ont pas encore changées, par rapport à celles et ceux qui en suivent une (34%).

Le fait d'être formé·e est un levier au changement des habitudes de consommation. Par exemple, il est possible d'établir un lien entre le fait de suivre une formation liée aux enjeux environnementaux et le fait de remettre en cause ses habitudes de consommation (**Tableau 4**). En effet, d'après l'analyse bivariée, **57%** des personnes suivant une formation aux enjeux environnementaux ont répondu avoir changé leurs habitudes, contre **48%** de ceux-celles qui n'en suivent pas. Une plus grande proportion de celles et ceux qui ne suivent pas de formation (**38%**) ont remis en cause leurs habitudes de consommation mais ne les ont pas encore changées, par rapport à celles et ceux qui en suivent une (**34%**).

Tableau 4 : Les étudiant·e·s qui suivent une formation liée à l'environnement sont ceux-celles qui ont le plus remis en cause leurs habitudes de consommation.

Remise en cause de ses habitudes de consommation	Suis-tu une formation liée à l'environnement?	
	Non	Oui
Je n'y ai jamais pensé	5%	3%
Non	9%	6%
Oui	38%	34%
Oui, et je les ai déjà changées	48%	57%
Total	100%	100%

$\text{Khi2_p-value} = 2,06 \times 10^{-55}$

Il est aussi possible d'établir le lien entre le fait d'être formé·e sur les enjeux environnementaux et la remise en cause de ses habitudes de consommation (**Tableau 5**). En effet, **59%** des personnes qui s'estiment formées ont déjà changé leurs habitudes de consommation, contre **44%** de celles qui ne s'estiment pas du tout formées. Au contraire, ce sont les personnes qui ne se considèrent pas assez formées qui ont le plus remis en cause leurs habitudes de consommation sans passer à l'action (**41%** d'entre elles).

Tableau 5 : Lien entre le fait de se sentir formé·e aux enjeux environnementaux et la remise en cause de ses habitudes de consommation.

As-tu déjà remis en cause tes habitudes de consommation ?	T'estimes-tu formé·e sur les enjeux environnementaux ?			
	Non, pas du tout	Non, pas assez	Oui, assez	Oui, très bien
Je n'y ai jamais pensé	7%	5%	3%	2%
Non	13%	7%	8%	10%
Oui	36%	41%	36%	29%
Oui, et je les ai déjà changées	44%	47%	53%	59%
Total	100%	100%	100%	100%

$Khi2_p\text{-value} = 1,5 \times 10^{-156}$

Cette tendance est confirmée lorsque l'on voit que plus les étudiant·e·s se disent très bien formé·e·s, plus il·elle·s ont tendance à répondre qu'il·elles pourraient ou ont pu changer leurs habitudes de consommation pour des raisons environnementales. En effet, **56%** des étudiant·e·s qui s'estiment très bien formé·e·s aux enjeux environnementaux ont déjà changé leurs habitudes de consommation pour des raisons environnementales contre **41%** des étudiant·e·s qui ne se déclarent pas du tout formé·e·s sur ces sujets (Annexe 2, tableau f). En revanche, les étudiant·e·s qui ne se sentent pas du tout formé·e·s sur les enjeux environnementaux sont davantage disposé·e·s à modifier leurs habitudes de consommation pour des raisons budgétaires que pour des raisons environnementales.

La formation aux enjeux environnementaux apparaît comme un puissant levier incitatif au passage à l'action des étudiant·e·s. Alors que **34%** des étudiant·e·s qui suivent une formation liée à l'environnement sont engagé·e·s dans une association portant sur des enjeux environnementaux et/ou sociaux, seulement **18%** des étudiant·e·s qui ne suivent aucune formation spécifique liée à l'environnement sont engagé·e·s dans ce type d'association (Tableau 6).

Tableau 6 : Les étudiant·e·s qui suivent une formation liée à l'environnement sont ceux·celles qui sont le plus engagé·e·s dans des associations en lien avec ces enjeux.

Es-tu engagé·e dans une association portant sur des sujets environnementaux et/ou sociaux ?	Suis-tu une formation liée à l'environnement?	
	Non	Oui
Non	61%	48%
Non, mais je m'engage dans un autre type d'association	21%	18%
Oui	18%	34%
Total	100%	100%

$Khi2_p\text{-value} = 1,39 \times 100^{-223}$

Les freins au passage à l'action

Bien que les étudiant·e·s soient inquiet·e·s vis-à-vis de l'urgence climatique et qu'il·elle·s se disent volontaires dans la remise en cause de leurs habitudes de consommation, il apparaît également que la précarité financière souvent rattachée au statut d'étudiant·e peut constituer un frein au changement de leur mode de vie. Rappelons qu'en janvier 2015, près de 20% des étudiant·e·s vivaient sous le seuil de pauvreté, selon un rapport de l'Inspection générale des affaires sociales, et 39,3 % des étudiant·e·s percevaient au moins une aide financière directe en 2017 selon le journal *Le Monde*²⁹. De plus, d'après une étude menée par l'Observatoire national de la vie étudiante en 2016, 54,4% des étudiant·e·s qui travaillent en dehors des cours estiment que leur emploi est indispensable pour vivre³⁰ et 22,7% des étudiant·e·s déclarent avoir rencontré d'importantes difficultés financières pendant la même année³¹.

Ainsi, alors même que la majorité des étudiant·e·s semble faire de l'impact environnemental un critère à part entière dans leur politique d'achat responsable, il·elle·s rencontrent des obstacles réels qui sont principalement le **prix (70%)**, le **manque d'alternatives (37%)** ou encore le **manque d'informations (24%)** (Figure 15).

Quels sont les principaux obstacles que tu as pu rencontrer, ou que tu rencontres encore, dans ta démarche de modification de tes habitudes de consommation ?

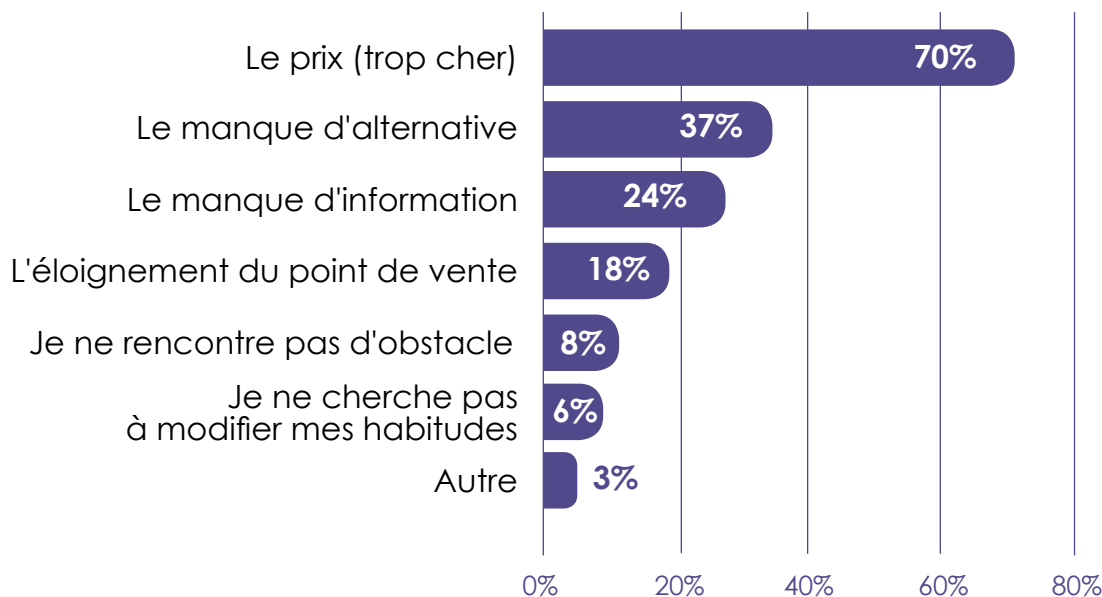


Figure 15 : Top 2 des obstacles au changement des habitudes de consommation des étudiant·e·s.

*Les étudiant·e·s avaient la possibilité de choisir jusqu'à deux réponses.

²⁹ https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2019/11/14/precarite-pres-de-20-des-etudiants-vivent-en-dessous-du-seuil-de-pauvrete_6019163_4355770.html

³⁰ Enquête Conditions de vie des étudiant·e·s 2016 - L'activité rémunérée des étudiant·e·s, Observatoire national de la vie étudiante, avril 2017, p. 15 http://www.ove-national.education.fr/wp-content/uploads/2018/11/Fiche_activite_remuneree_CdV_2016.pdf

³¹ Enquête Conditions de vie des étudiant·e·s 2016 - Situation économique et financière des étudiant·e·s, Observatoire national de la vie étudiante p. 21 http://www.ove-national.education.fr/wp-content/uploads/2018/11/Fiche_Ressources_economiques_des_etudiants_CdV_2016.pdf

Parmi les réponses textuelles de la modalité “autre”, un obstacle commun a été mis en avant : le manque de temps. Le terme “manque” est également affilié à d’autres notions telles que “informations”, “volonté”, “motivation”, et d’autres encore. Par ailleurs, il apparaît que la situation résidentielle, et plus exactement le fait d’habiter chez ses parents peut constituer un réel obstacle à la modification de ses habitudes de consommation puisque le terme de “parents” ressort aussi.

3 - Inégalités socio-démographiques

Les variables déterminantes des comportements des étudiant·e·s

Nous avons voulu savoir si les variables socio-démographiques conditionnent l’avis, le ressenti, la consommation, la conviction et l’engagement des étudiant·e·s. Pour cela, nous avons croisé l’ensemble des réponses avec les variables socio-démographiques telles que le fait d’être boursier·ère, la catégorie socio-professionnelle des parents, la situation résidentielle, le type d’établissement et la filière d’étude. Nous les avons aussi croisé avec la variable “genre”, qui va faire l’objet d’une partie spécifique par la suite.³²

Bien que tou·te·s les étudiant·e·s perçoivent la cause anthropique du changement climatique et sont anxieux·ses à ce sujet, on observe tout de même certaines différences dans l’engagement des étudiant·e·s en fonction des variables socio-démographiques.

Le changement des habitudes de consommation semble être influencé par les facteurs économiques. En effet, il apparaît que les étudiant·e·s non boursier·ère·s (53%) sont plus disposé·e·s à remettre en cause leurs habitudes de consommation pour des raisons environnementales, par rapport aux étudiant·e·s boursier·ère·s (45%). Ces dernier·ère·s sont plus nombreux·euses à les avoir remis ou à être incité·e·s à les remettre en cause pour des raisons budgétaires (29%) que les étudiant·e·s non boursier·ères (20%). Les critères économiques influencent également les habitudes d’économie circulaire des étudiant·e·s comme acheter d’occasion, revendre ou encore troquer qui sont notamment des habitudes plus communes chez les boursier·ère·s que chez les non boursier·ère·s. Il n’y a pas d’écarts significatifs entre ces deux catégories en ce qui concerne le don, la réparation ou la fabrication.

Il apparaît également que la remise en cause des habitudes de consommation soit liée à la catégorie socio-professionnelle : 36% des étudiant·e·s dont le père est sans activité et 31% des étudiant·e·s dont le père est ouvrier ont remis en cause ou peuvent être susceptibles de remettre en cause leurs habitudes de consommation pour des raisons budgétaires. Comparativement, seulement 16% des enfants de cadres l’ont fait ou peuvent le faire pour ces

³² Par contrainte de mise en page et de longueur du rapport nous avons décidé de ne pas faire apparaître les tableaux concernant les croisements des variables socio-démographiques. Si vous avez besoin de plus d’informations à ce sujet, veuillez faire votre demande à consultation@refedd.org

raisons alors qu'il·elle·s sont 59% à le faire ou à pouvoir le faire pour des raisons environnementales. Nous observons les mêmes tendances concernant la catégorie socio-professionnelle de la mère.

Il apparaît que la catégorie socio-professionnelle a une réelle influence sur la consommation alimentaire des étudiant·e·s interrogé·e·s. En effet, 47% des étudiant·e·s dont le père est cadre et 45% des étudiant·e·s dont le père exerce une profession libérale ont répondu acheter des produits biologiques tandis que seulement 31% des enfants d'agriculteur·trice, 28% des enfants d'ouvrier·ère et 27% des enfants dont le père est sans activité en achètent. De plus, les enfants de parents cadres et de professions libérales sont ceux·celles ayant déjà le plus diminué leur consommation de viande (respectivement 54% et 49%). Nous observons les mêmes tendances concernant la catégorie socio-professionnelle de la mère.

De même, les étudiant·e·s boursier·ère·s sont moins nombreux·ses que les étudiant·e·s non boursier·ère·s à acheter des aliments biologiques (respectivement 32% contre 42%). Bien que l'achat des produits biologiques en France ait véritablement explosé en 2016³³, les consommateur·trice·s les plus modestes se retrouvent exclu·e·s de ce nouveau marché en raison des prix, souvent exorbitants. Dans une enquête réalisée en juin 2017, l'association UFC-Que Choisir dénonçait "l'existence d'une politique de marges très élevées sur les produits bio" où "46 % du surcoût du bio proviendrait ainsi des «sur-marges» réalisées sur le bio dans les grandes surfaces", plus gros acteurs du marché du bio. Selon leur enquête, un panier de fruits et légumes biologiques est "79% plus cher que son équivalent en produits conventionnels".

De plus, il apparaît que la situation résidentielle influence les habitudes de consommation des étudiant·e·s ainsi que leur souhait de se tourner vers une consommation plus responsable. En effet, 60% des étudiant·e·s vivant en couple ou en colocation affirment avoir déjà changé leurs habitudes de consommation et la même proportion considère les raisons environnementales comme principale raison incitative, alors que seulement 42% des étudiant·e·s vivant encore chez leurs parents les ont déjà changées et que 45% l'ont fait ou pourraient le faire pour des raisons environnementales. Le fait de quitter le foyer familial peut ainsi apparaître comme un moment propice à une réflexion sur son mode de consommation allant de pair avec une remise en cause de ses habitudes de consommation. En effet, les étudiant·e·s vivant en couple ou en colocation représentent la partie la plus élevée des enquêté·e·s qui favorisent les produits biologiques (45% contre 36% des étudiant·e·s vivant chez leurs parents), locaux (45% contre 36%), de saison (55% contre 44%) et qui ont diminué leur consommation de viande (60% contre 36%), voire sont passé·e·s à un régime végétarien (15% contre 7%). Cependant, les critères économiques entrent aussi en compte, sachant que ceux·celles qui vivent en colocation ou en couple sont ceux·celles qui ont le moins remis ou sont les moins disposé·e·s à remettre en cause leurs habitudes de consommation pour des raisons

³³ "En 2016, la part de l'alimentation biologique a bondi de 20% et les surfaces consacrées à l'agriculture biologique ont progressé de 16%. Les Français·e·s ont dépensé 7 milliards d'euros pour manger et boire des produits labellisés sans produits phytosanitaires ni OGM ; près de 9 Français·e·s sur 10 (89%) ont consommé bio en 2016 et près de 7 sur 10 (69%) disent consommer régulièrement bio, au moins une fois par mois. En 2003, 46% des Français·e·s ne consommaient jamais de produits bio." http://www.agencebio.org/sites/default/files/upload/documents/5_Communication/Relations_Presse/dp_bio_barometre_val.pdf

budgetaires (17% contre 27% de ceux-celles qui habitent chez leurs parents).

Au-delà du changement des habitudes de consommation, il apparaît que l'engagement associatif des étudiant·e·s soit conditionné par certaines variables socio-démographiques telles que la situation résidentielle ou encore la filière d'étude. Il semble en effet que les étudiant·e·s vivant en colocation ou en couple s'engagent plus que les étudiant·e·s vivant chez leurs parents dans des associations portant sur des sujets environnementaux ou sociaux (respectivement 26% contre 17%), bien qu'il·elle·s rencontrent les mêmes difficultés à s'engager (principalement le manque de temps, pour la grande majorité des étudiant·e·s). Enfin, il apparaît que l'engagement associatif soit plus important dans certaines filières d'étude : les étudiant·e·s les plus investi·e·s dans des associations portant sur des sujets environnementaux ou sociaux sont les étudiant·e·s en sciences humaines et sociales (27% sont engagé·e·s) contre seulement 15% des étudiant·e·s en lettres, langues et culture et 12% des étudiant·e·s en filière sportive.

La filière d'étude suivie par l'étudiant·e semble également avoir une influence sur la remise en cause de ses habitudes de consommation. En effet, les étudiant·e·s qui ont le plus changé leurs habitudes de consommation suivent une formation en sciences humaines et sociales (56%) et en histoire & archéologie (55%). Les étudiant·e·s des autres filières les ont aussi changées mais dans une moindre mesure, surtout chez les étudiant·e·s qui étudient le commerce & la gestion (45%) et le sport (42%). Ce sont les mêmes filières qui sont le moins susceptibles de remettre en cause leurs habitudes de consommation pour des raisons environnementales (respectivement 46% et 45%). A l'inverse, les étudiant·e·s qui ont ou qui sont le plus susceptibles de remettre en cause leurs habitudes de consommation pour des raisons environnementales sont majoritairement issu·e·s des filières sciences, mathématiques, physique chimie (57%) et histoire & archéologie (55%).

On s'aperçoit que le type d'établissement influence les perspectives professionnelles des étudiant·e·s au regard du changement climatique. En effet, les étudiant·e·s en ingénierie sont les plus disposé·e·s à vouloir travailler pour une structure qui a intégré les enjeux environnementaux dans son mode de fonctionnement. L'impact environnemental d'une entreprise ou d'une organisation est un critère déterminant pour 39% des étudiant·e·s en école d'ingénieur·e·s (contre 16% des étudiant·e·s en BTS et 17% des étudiant·e·s en IUT, *tableau 7*). Il apparaît également que le type d'établissement a une influence sur les convictions des étudiant·e·s sur l'insertion professionnelle au prisme de la protection de l'environnement. En effet, tandis que les étudiant·e·s en école d'ingénieur·e·s sont les plus décidé·e·s à souhaiter que tous les métiers intègrent les enjeux environnementaux (64%), il·elle·s sont seulement 51% des étudiant·e·s en classe préparatoire aux grandes écoles (CPGE) à le souhaiter, et représentent à l'inverse la plus grosse proportion d'étudiant·e·s à estimer que certains métiers ne se prêtent pas à les intégrer (43%).

Tableau 7 : Le type d'établissement a une influence sur les choix professionnels futurs des étudiant-e-s.

L'impact environnemental d'une entreprise/ organisation est-elle un critère dans ta recherche d'emploi / de stage ?	Dans quel type d'établissement es-tu inscrit-e ?						
	Ecole ingénieur	Ecole de commerce	CPGE	Université	IUT	BTS	Autre
Non ce n'est pas un critère du tout	6%	9%	7%	14%	16%	18%	13%
Non ce n'est pas un critère important	12%	15%	14%	17%	20%	22%	15%
Oui mais ce n'est pas indispensable	43%	45%	50%	46%	47%	44%	44%
Oui c'est un critère déterminant	39%	31%	29%	23%	17%	16%	28%
Total	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%

$\text{Khi2_p-value} = 1,01 \times 100^{-213}$

Nuancer l'utilisation des PCS

Bien que la grande majorité des étudiant-e-s paraissent conscient-e-s de l'urgence climatique et prêt-e-s à changer leurs habitudes, il-elle-s rencontrent de véritables obstacles à cette volonté de changement, au premier rang desquels le coût financier ainsi que le manque d'informations. De plus, bien que certaines variables, telles que la PCS, semblent influencer les comportements écologiques des étudiant-e-s, il est nécessaire de relativiser leur utilisation dans nos analyses.

En effet, revenir sur les critiques dont la nomenclature des PCS fait l'objet permet de relativiser la dimension "logique" des résultats énoncés plus haut. La nomenclature comme outil statistique est accusée d'obsolescence dans la mesure où, établie à une période antérieure, elle "serait incapable de représenter de façon pertinente le monde actuel"³⁴. En effet, la non prise en compte de la disparition et l'émergence de nouveaux secteurs, l'évolution des métiers ou encore la transformation de l'organisation et de la division du travail sont autant d'arguments qui contestent sa légitimité à représenter la société actuelle. De plus, certain-e-s économistes critiquent la lecture strictement "classiste" (basée sur les classes sociales) de la société faite par la nomenclature, en ce sens qu'elle ignore certains "bons facteurs d'explications" tels que le diplôme, le revenu, mais aussi d'autres caractéristiques individuelles

telles que le genre, l'âge, le lieu de résidence, l'origine ethno-communautaire, etc. Certain·e·s préconisent alors de renouveler le cadre théorique des classes sociales, à partir de l'intégration de "certaines caractéristiques des situations de travail" comme "la position dans le régime de productions des biens et des services ou encore les conditions de travail". Ainsi, bien que la PCS des parents semble influencer certaines attitudes des étudiant·e·s, il importe de relativiser le poids de cette variable socio-démographique au vu des critiques qui lui sont adressées.

Qu'en est-il de l'empreinte écologique réelle ?

Nous avons voulu interroger les étudiant·e·s sur des habitudes de consommation qui nous permettaient de mesurer leur engagement écologique. Nous ne prenons pas en compte leur empreinte écologique (utilisation d'énergie, mode de déplacement, loisirs...). Afin de compléter l'analyse sur les inégalités socio-démographiques développée ci-dessus, il nous a semblé nécessaire de revenir sur certains constats dans le but d'aborder la question de l'engagement dans sa globalité et, plus précisément, les écarts qui peuvent apparaître entre les intentions et les pratiques des individus.

Dans nos analyses sur les inégalités socio-démographiques, les plus engagé·e·s semblent être les plus privilégié·e·s. Cependant selon une étude publiée en mars 2019 par le CRÉDOC, ce sont aussi ceux·celles qui polluent le plus. Cette enquête révèle qu'en France, en 2018, "l'empreinte écologique d'un consommateur dépend largement de son revenu (capital économique) : plus il est élevé et plus le consommateur utilise des ressources et pollue."³⁵ Ainsi, l'indice d'empreinte écologique (score entre 0 et 100,0 étant l'impact minimum possible) des individus à fort capital économique³⁶ mais aussi culturel³⁷ est de 46,4, contre 40,2 pour les individus à faible capital économique et culturel³⁸. L'écart entre la pratique et les intentions des catégories à fort capital culturel et économique s'explique par une habitude à une mobilité plus polluante (l'avion notamment) ainsi qu'une utilisation accrue d'équipements numériques.

Les profils³⁹ qui ressortent de cette enquête révèlent une surreprésentation des classes modestes parmi la catégorie des profils "économes" (20% du total des répondant·e·s), qui serait de loin la classe la plus écologique, pas par engagement mais plutôt par contrainte (frein financier). À l'inverse, les "distinctifs" (16%), qui témoignent d'une forte sensibilité environnementale (éco-gestes), ont un impact écologique élevé. Au sein de cette classe sont surreprésenté·e·s les diplômé·e·s, les cadres et les jeunes générations. Bien que cette catégorie soit caractérisée par une forme d'engagement, elle se distingue davantage des autres familles de profils par une distinction sociale plutôt que par une réelle différence sur l'impact réel de son mode de vie.

³⁴ Amossé Thomas, « Catégories socioprofessionnelles : quand la réalité résiste ! Après le crépuscule, une aube nouvelle ? », Revue Française de Socio-Économie, 2012/2 (n° 10), p. 227

Des points de vue genrés face aux enjeux écologiques

On observe une différence globale entre les femmes et les hommes sur l'éco-anxiété et le rôle de la société face aux enjeux environnementaux. En effet, les femmes s'estiment plus inquiètes ou angoissées (90%) vis-à-vis de l'avenir au regard du changement climatique que les hommes (80%). Cette différence se retrouve par la suite dans d'autres sujets comme par exemple le fait que les femmes sont plus nombreuses à penser que les enjeux environnementaux sont insuffisamment traités dans le débat public (71% contre 63% pour les hommes), et à penser que tous les métiers doivent intégrer ces enjeux (61% contre 54% pour les hommes). Aussi, l'impact environnemental d'une entreprise/organisation est un critère (dispensable toutefois) dans la recherche d'emploi ou de stage pour 48% des femmes (contre 42% des hommes).

Il est également intéressant de voir que les femmes sont plus nombreuses que les hommes à avoir adopté de nouvelles habitudes de consommation en lien avec l'économie circulaire comme le fait de donner des objets (60% le font déjà contre 41% des hommes), de fabriquer leurs propres produits (30% des femmes le font déjà contre 17% des hommes) ou encore d'acheter en vrac (37% des femmes le font déjà contre 27% des hommes). C'est aussi le cas pour les habitudes alimentaires puisque 53% des femmes disent acheter des produits de saison (contre 41% des hommes) et 57% affirment manger moins de viande (contre 36% des hommes).

Cette tendance est appuyée par le rapport de l'ADEME selon lequel les femmes sont plus nombreuses que les hommes à penser "qu'il faudra modifier de façon importante nos modes de vie pour empêcher l'augmentation du changement climatique" (57% contre 47% des hommes). Ces derniers paraissent moins disposés à dénoncer la responsabilité de leurs modes de vie comme cause du réchauffement climatique et donc à les modifier. En effet, toujours selon ce rapport, 20% des hommes estiment qu'il est du devoir des Etats de réglementer le réchauffement climatique au niveau mondial (contre 18% des femmes), ou encore que le changement climatique est inévitable et qu'il n'y a donc rien à faire (19% des hommes contre 15% des femmes)⁴⁰.

Cette sensibilisation accrue des femmes, et pas seulement des étudiantes, face à la cause environnementale peut s'expliquer par le fait que les femmes sont socialement plus exposées à devoir assumer la démarche éco-responsable du foyer (zéro déchet, achats responsables, remise en cause des habitudes alimentaires, etc.), c'est-à-dire la **charge morale**⁴¹, à comprendre comme la charge mentale écologique. Les initiatives éco-responsables domestiques sont

³⁵ Ibid., p. 1

³⁶ Appartenir aux 40% les plus riches, c'est-à-dire aux classes moyennes supérieures et aux catégories aisées

³⁷ Etre diplômé du supérieur (avoir un diplôme supérieur au baccalauréat), ce qui est le cas de 43% de la population française. Un faible capital culturel signifie donc avoir un diplôme inférieur ou égal au baccalauréat, soit 57% de la population.

³⁸ CRÉDOC, "Consommation durable : l'engagement de façade des classes supérieures", op. cit., p. 1

³⁹ Ibid., p. 3

en effet souvent lancées par les femmes, qui restent les principales responsables de l'intendance du foyer. Selon un sondage Ifop datant d'octobre 2019, 73% des femmes françaises déclarent faire beaucoup plus de tâches domestiques et ménagères que leur conjoint⁴². Portant usuellement la responsabilité du travail ménager mais aussi l'ensemble de la consommation alimentaire et d'achat des produits d'hygiène, il semble alors logique que celles-ci soient les premières à initier et faire perdurer la démarche écologique du foyer lorsqu'elles le souhaitent, incarnant alors le slogan : "Premières impactées...: premières mobilisées !". De fait, tout au long des années 1980 et encore aujourd'hui, "ce sont principalement des femmes, à travers leur rôle traditionnel de mères, qui font le lien entre les déchets toxiques et les problèmes de santé de leurs enfants [...] Cela n'est pas surprenant, du fait de la division genrée du travail dans les sociétés capitalistes qui fait porter aux femmes de la classe ouvrière la responsabilité de la santé de leurs enfants."⁴³ La liste des luttes⁴⁴ liées à l'environnement proche et portées par des femmes est longue et n'est pas récente. Aussi est-il peu surprenant de retrouver de telles tendances dans la CNE, montrant que le système actuel de répartition des tâches (physiques ou mentales) est toujours d'actualité parmi les générations les plus jeunes.

Même si les hommes et les femmes s'engagent dans des associations portant sur des enjeux environnementaux et/ou sociaux de manière plutôt équivalente (21% des hommes contre 20% des femmes), il est intéressant de voir que les hommes sont plus nombreux que les femmes à avoir répondu qu'ils n'avaient aucune difficulté à s'engager (respectivement 11% et 9%). Les chiffres démontrent que ces dernières sont davantage freinées par le manque de temps (57% contre 50% des hommes) et le manque d'informations sur les initiatives existantes (16% contre 13% des hommes).

On retrouve aussi l'idée que les femmes privilégient l'échelle locale pour préserver l'environnement (39% contre 36% pour les hommes) alors que les hommes croient davantage en l'échelle internationale (26% contre 23% des femmes), nationale (17% contre 14% des femmes) ou européenne (11% contre 8% des femmes) pour préserver efficacement l'environnement. Il est intéressant de constater que les femmes sont plus nombreuses à estimer qu'elles ne savent pas quelle échelle est la plus efficace pour préserver l'environnement (13% ont répondu "Je ne sais pas" contre 8% des hommes). Ce dernier constat pourrait nous amener à penser que les femmes s'autocensurent sur les questions qui interpellent leur opinion personnelle, de la même manière que les femmes sont moins nombreuses que les hommes à s'estimer formées sur les enjeux environnementaux. En effet, les hommes sont ceux qui s'estiment les plus formés aux enjeux environnementaux (15% s'estiment "très bien formés" contre 9% des femmes) tandis que les femmes sont plus nombreuses (46%) à s'estimer "pas du tout formées" (contre 38% des hommes).

⁴⁰ ADEME, *Représentations sociales du changement climatique. 20ème vague., op. cit.*, Question 11 - p. 77

⁴¹ Jacqué Marie, « L'éducation à l'environnement : entre engagements utopistes et intégration idéologique », *Cahiers de l'action*, 2016/1 (N° 47), p. 18

⁴² Etude Ifop pour Consolab - "Observatoire de la charge mentale", octobre 2019, 17p., p. 8 https://www.ifop.com/wp-content/uploads/2019/10/116751_Result_ifop_Consolab_2019.10.20.pdf

Ces opinions genrées peuvent s'expliquer par une tendance globale au niveau de la société dans laquelle les hommes prennent davantage la parole au sein de leurs différents cercles, qu'ils soient professionnels ou personnels. Les féministes américaines sont ainsi les premières à avoir dénoncé le "mansplaining"⁴⁵, ou encore le "maninterrupting"⁴⁶ qui sont autant de comportements masculins agissant comme des entraves à une occupation égalitaire de l'espace public et privé entre les genres et à une réelle valorisation des savoirs féminins.

Les critères sur lesquels il n'y a pas de différences entre les genres sont : le critère social (respect des droits de l'Homme, commerce équitable) en tant que levier incitateur à la remise en cause des habitudes de consommation et la question des responsables des dégâts environnementaux (entreprises, gouvernements, citoyen·ne·s...).

Si la charge morale du changement climatique pèse plus lourd sur les épaules des femmes, la majorité des étudiant·e·s, peu importe leur genre, semble à travers l'expression d'un sentiment d'angoisse vis-à-vis de l'avenir au regard du changement climatique, avoir pris la mesure de leur responsabilité en tant que citoyen·ne·s. L'adoption d'éco-gestes par la majorité des étudiant·e·s, telles que les nouvelles habitudes d'économie circulaire et d'alimentation durable, traduit une conscientisation forte du rôle de chacun·e en tant qu'acteur·trice du changement au sein de la société. A ce titre, qu'attendent réellement les étudiant·e·s de leur établissement ? Comment imaginent-il·elle·s les campus de demain ? Quelles sont leurs perspectives d'avenir professionnelles ?

⁴³ Krauss, Céline. "De bonnes femmes hystériques : mobilisations environnementales populaires féminines", in : Emilie Hache (éd.), *Reclaim. Recueil de textes écoféministes*. Paris : Cambaroukis, 2016, p. 218. Citée par Jeanne Burgart Goudal dans *Être écoféministe. Théorie et pratiques*. Paris : L'échappée, collection Versus, 2020. p. 55.

⁴⁴ En particulier dans les pays en Inde, Asie du Sud, Afrique, Amérique Centrale et du Sud, mais aussi (dans une moindre mesure cependant) au Japon, et dans certains pays européens ou nord-américains.

⁴⁵ Le fait pour un homme de dispenser à une femme des explications sur une question qui la concerne directement ou qui dépend de son domaine d'expertise.

⁴⁶ Attitude des hommes qui coupent systématiquement la parole à des femmes.

II • Les enjeux environnementaux dans l'enseignement supérieur

Si les étudiant·e·s sont des citoyen·ne·s "parmi d'autres" dans la lutte collective contre le changement climatique, il·elle·s sont aussi les acteur·rice·s principaux·ales de la transition écologique au sein de leur campus. Les étudiant·e·s sont en droit d'attendre de leur établissement d'être ambitieux dans sa politique environnementale et de proposer des formations à la hauteur des enjeux environnementaux. Il est essentiel de comprendre et de reconsidérer les attentes des étudiant·e·s quant à leur formation et leur insertion professionnelle face à l'urgence de ces questions. Les étudiant·e·s sont également en droit d'exiger des entreprises qu'elles prennent leurs responsabilités pour participer à construire une société résiliente et solidaire.

1 - L'engagement écologique des établissements, facteur d'attractivité

Les étudiant·e·s accordent de plus en plus d'importance aux enjeux environnementaux et sont d'ailleurs 78% à penser qu'un établissement qui les prend en compte est plus attractif que les autres (Figure 16).

Pour toi, un établissement qui prend en compte les enjeux environnementaux est-il plus attractif que les autres ?

● Oui ● Non ● Je n'ai pas d'avis

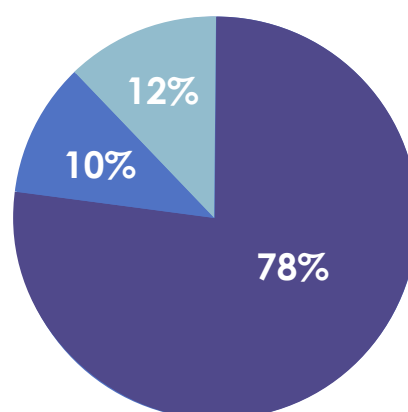


Figure 16 : La prise en compte des enjeux environnementaux, un indice d'attractivité pour les établissements.

Nous avons demandé aux étudiant·e·s ce qu'il·elle·s estiment être le plus important à changer dans le fonctionnement de leur campus. Les trois mesures qui reviennent le plus sont (Figure 17) : une politique d'achat responsable, le tri sélectif et la rénovation énergétique des bâtiments.

Quelles sont les principales mesures environnementales que tu veux voir sur ton campus ?

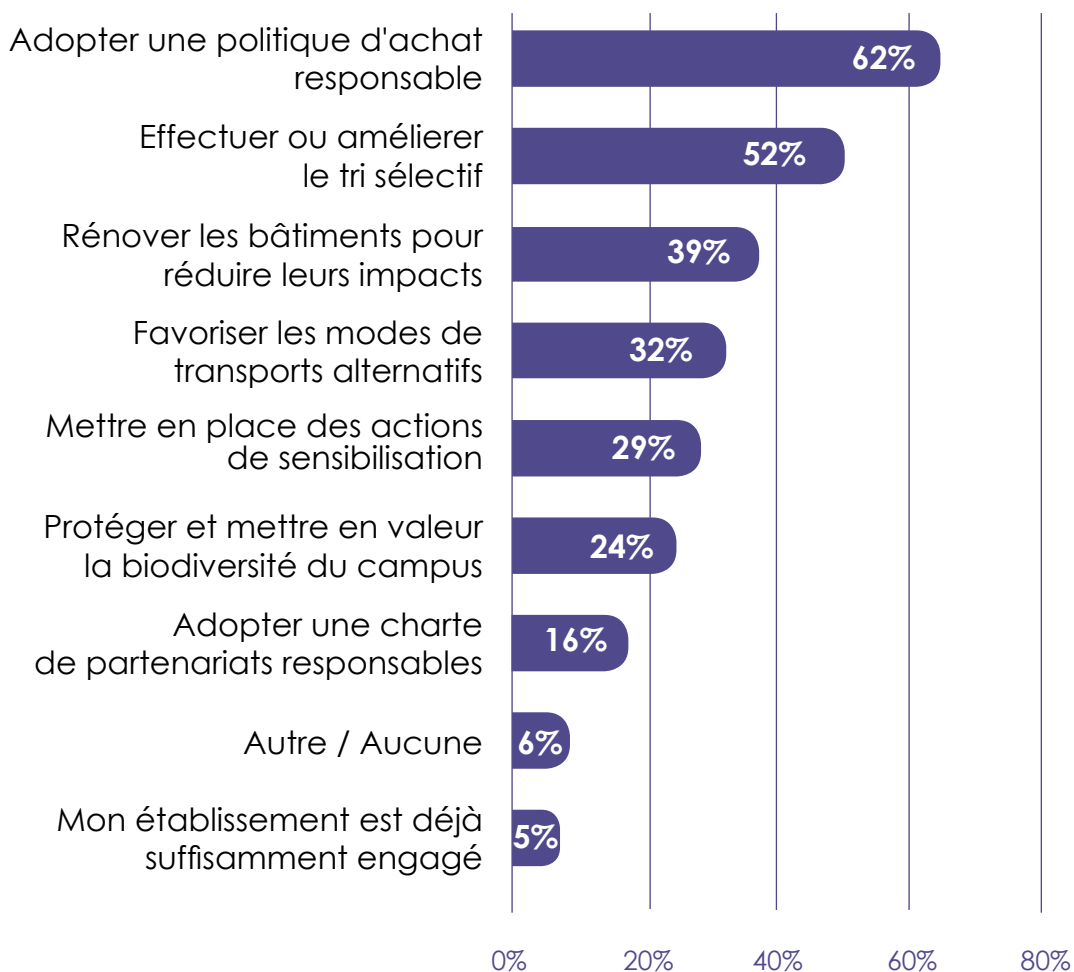


Figure 17 : Top 3 des mesures plébiscitées par les étudiant·e·s pour leur campus.

*A cette question, les étudiant·e·s avaient jusqu'à trois réponses possibles.

Concernant l'alimentation sur les campus, les trois mesures principales que les étudiant·e·s souhaitent voir s'installer dans leur restaurant universitaire (Figure 18) sont : la proposition de produits de saison, biologiques et/ou locaux (58% des étudiant·e·s), le fait de bannir les assiettes, couverts et verres jetables (51%) et le fait de proposer moins de produits industriels (45%).

Quels sont les changements principaux que tu veux voir dans les points de restauration de ton établissement?

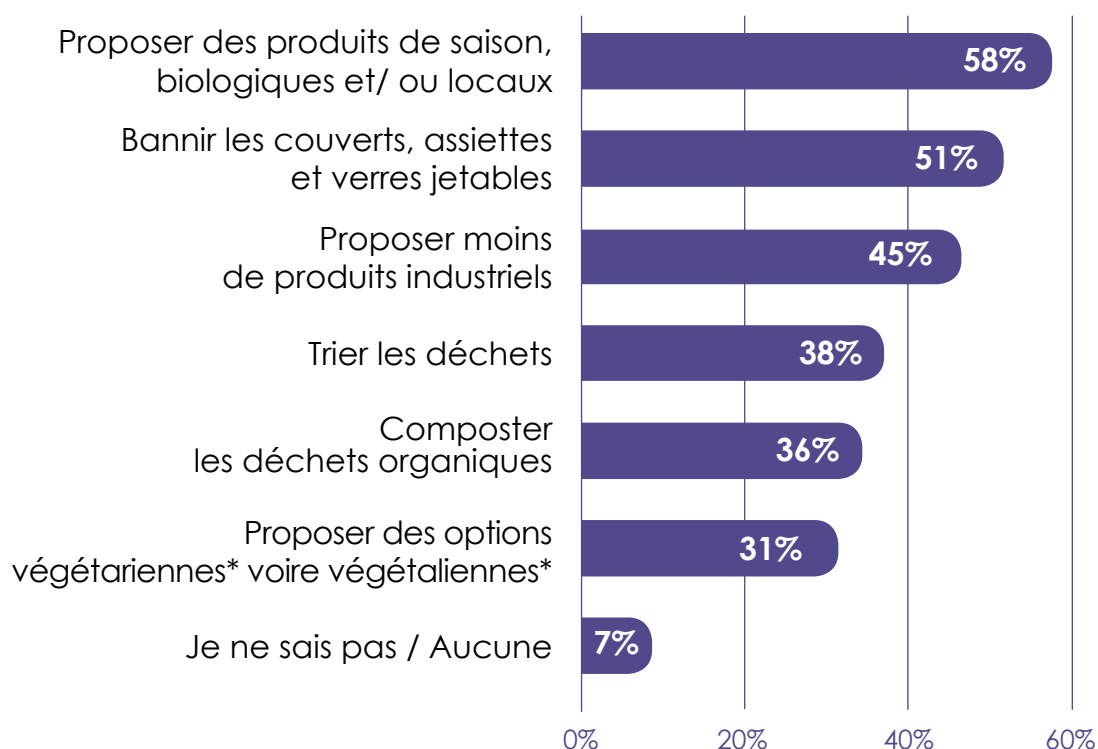


Figure 17 : Top 3 des mesures pour les points de restauration universitaire.

*Les étudiant·e·s interrogé·e·s avaient la possibilité de choisir jusqu'à trois réponses.

Nous supposons que les étudiant·e·s ont davantage confiance dans les initiatives étudiantes qu'en leur administration pour initier la transition écologique de leur campus. Cette hypothèse a été confirmée puisque 48% des étudiant·e·s interrogé·e·s estiment que les associations étudiantes font partie des deux acteur·rice·s les plus actif·ve·s sur les questions environnementales et sociales sur leur campus, légèrement devant les étudiant·e·s (42%), et loin devant la direction et/ou l'administration en quatrième position (17%), après "Je ne sais pas" (20%) (Figure 19).

Selon toi, qui sont les acteur-ric-e-s les plus actifs-ves sur les questions environnementales et sociales sur ton campus ?

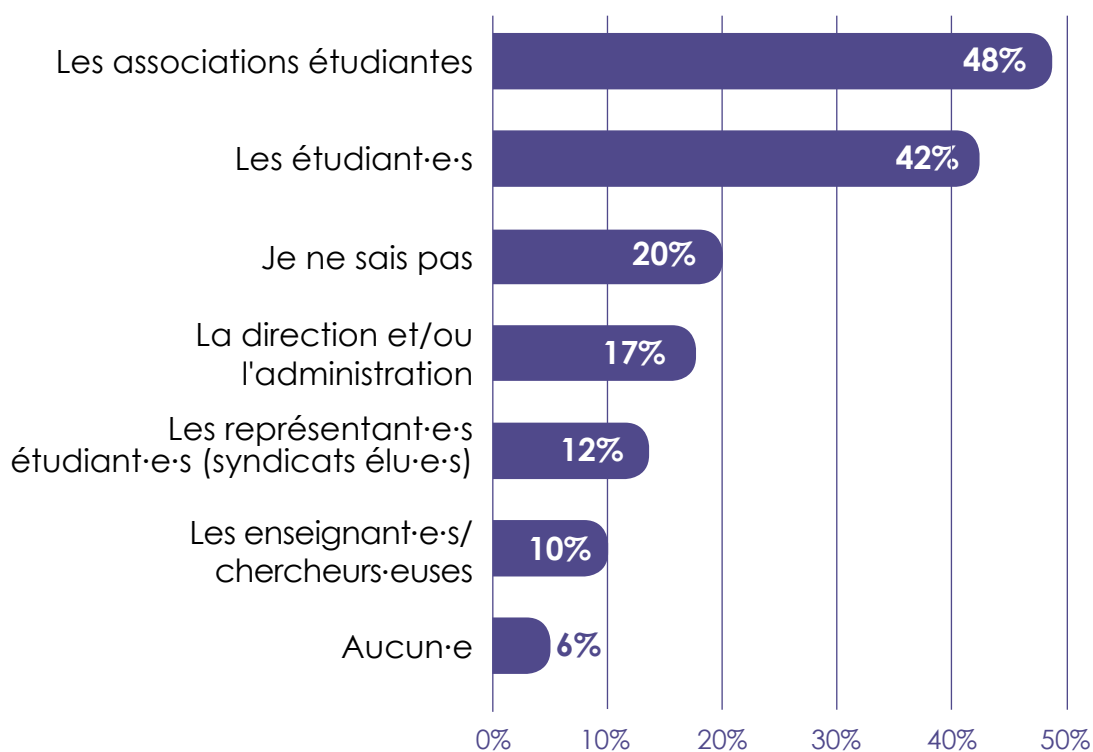


Figure 17 : Top 2 des principaux acteur-rices sur les campus.

**Les étudiant-e-s interrogé-e-s avaient la possibilité de choisir jusqu'à deux réponses.*

Aussi, le test du khi-2 nous informe qu'il existe un lien entre le fait de vouloir changer ses habitudes de consommation et le fait de penser que l'attractivité d'un établissement dépend de sa politique de protection de l'environnement (tableau 8). En effet, **84%** des étudiant-e-s interrogé-e-s ayant déjà changé leurs habitudes de consommation et **77%** de ceux-celles les ayant remises en question pensent qu'un établissement qui prend en compte les enjeux environnementaux est plus attractif que les autres. En revanche, cette opinion est moins prononcée pour les enquêté-e-s qui ne les ont pas remises en cause puisqu'il-elle-s sont **50%** à le penser.

Tableau 8 : Un établissement qui prend en compte les enjeux environnementaux est plus attractif que les autres selon les étudiant·e·s ayant remis en cause leurs habitudes de consommation.

La prise en compte des enjeux environnementaux, un indice d'attractivité pour les établissements ?	As-tu déjà remis en cause tes habitudes de consommation ?			
	Je n'y ai jamais pensé	Non	Oui	Oui et je les ai déjà changée
Je n'ai pas d'avis	26%	20%	14%	9%
Non	16%	30%	9%	7%
Oui	58%	50%	77%	84%
Total	100%	100%	100%	100%

Khi2_p-value = 0

Les étudiant·e·s accordent une importance particulière à l'impact environnemental des établissements. Ainsi, ces derniers se doivent d'adopter un fonctionnement responsable et/ou de poursuivre leurs efforts en ce sens afin de rester attractif. Nous observons, grâce à l'analyse bivariable, que l'attractivité des établissements est influencée par le fait de vouloir être davantage formé·e (tableau 9). De même, l'attractivité d'un établissement est positivement liée au fait de penser que tous les cursus (Annexe 2, tableau g) ou les métiers (Annexe 2, tableau h) doivent intégrer les enjeux environnementaux.

Tableau 9 : Les étudiant·e·s qui souhaitent être davantage formé·e·s sur les enjeux environnementaux mesurent l'attractivité d'un établissement par sa prise en compte de ces enjeux.

Pour toi, un établissement qui prend en compte les enjeux environnementaux est-il plus attractif que les autres ?	Souhaites-tu être davantage formé·e sur les enjeux environnementaux ?		
	Non	Oui	Je suis déjà formé·e
Je n'ai pas d'avis	23%	9%	16%
Non	31%	6%	12%
Oui	46%	85%	72%
Total	100%	100%	100%

Khi2_p-value = 0

2 - Des formations à la hauteur des enjeux environnementaux

Les étudiant·e·s ne sont pas assez formé·e·s ni informé·e·s sur les sujets environnementaux. En effet, parmi les 83% des répondant·e·s qui ne suivent pas une formation directement liée aux enjeux environnementaux (gestion des déchets, développement durable, biodiversité...), 69% en entendent très peu, voire jamais parler dans leur formation (Figure 21) et 65% des étudiant·e·s affirment n'avoir jamais entendu parler de l'Agenda 2030 et de ses 17 Objectifs de Développement Durable (ODD) adoptés par les Nations Unies en 2015⁴⁷.

Il en résulte que plus de la moitié des étudiant·e·s ne s'estime pas assez, voire pas du tout formé(e) sur ces enjeux (Figure 21). L'analyse bivariée vient confirmer le lien existant entre le fait de ne pas entendre parler de ces enjeux dans sa formation et de ne pas s'estimer formé·e (Annexe 2, tableau i). Il ressort aussi que même ceux·celles qui entendent parler des enjeux dans tous leurs cours de manière transversale (mais qui ne suivent pas de cursus en lien direct avec ces enjeux) ne sont que 23% à s'estimer très bien formé·e·s.

Dans ta formation, entends-tu parler des enjeux environnementaux ?

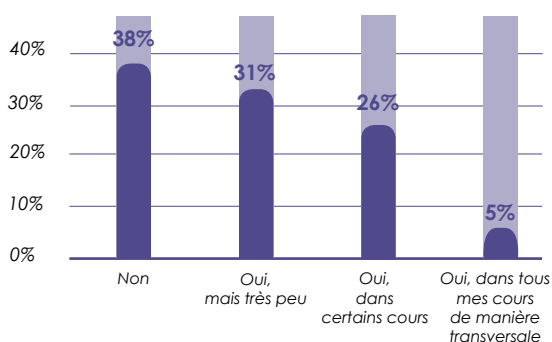


Figure 20 : Les enjeux environnementaux, toujours abordés dans les formations ?

*Question conditionnée à la réponse "Non", question "Suis-tu une formation liée aux enjeux environnementaux ?"

T'estimes-tu formé(e) sur les enjeux environnementaux ?

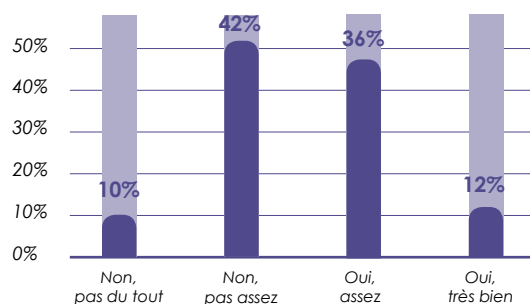


Figure 21 : Les étudiant·e·s s'estiment insuffisamment formé·e·s sur les enjeux environnementaux.

Toutefois, les étudiant·e·s aspirent à une formation en adéquation avec l'urgence environnementale. En effet, parmi les personnes qui ne se considèrent pas encore formées sur ces enjeux (82% des répondant·e·s), 85% souhaiteraient être davantage formé·e·s aux enjeux environnementaux ! (Figure 22)

D'après l'analyse bivariée, le souhait des étudiant·e·s d'être davantage formé·e·s sur les enjeux environnementaux est lié au traitement actuel de ces enjeux dans

⁴⁷ Synthèse des résultats de la CNE, tableau 20

leur formation. Ainsi, **74%** des étudiant·e·s qui entendent très peu parler des sujets environnementaux au cours de leur formation souhaiteraient être davantage formé·e·s contre **62%** de ceux-celles qui en entendent parler dans tous leurs cours (Tableau 10). Cette tendance se confirme avec **65%** des étudiant·e·s qui souhaitent que l'ensemble des formations intègrent les enjeux environnementaux contre seulement **8%** qui considèrent que seules les formations spécialisées doivent se préoccuper de ces enjeux (Figure 23).

Tableau 10 : Les étudiant·e·s souhaitent être davantage formé·e·s sur les enjeux environnementaux.

Souhaites-tu être davantage formé·e sur les enjeux environnementaux ?	Dans ta formation, entends-tu parler des enjeux environnementaux ?			
	Non	Oui, mais très peu	Oui, dans certains cours	Oui, dans tous mes cours de manière transversale
Non	17%	12%	14%	12%
Oui	68%	74%	66%	62%
Je suis déjà formé·e	15%	14%	20%	26%
Total	100%	100%	100%	100%

$chi2_pval = 7,37 \times 10^{-88}$

Souhaites-tu être davantage formé·e sur les enjeux environnementaux ?

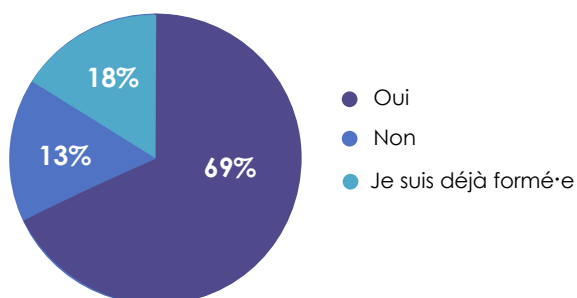


Figure 22 : Un fort désir de formation sur les enjeux environnementaux chez les étudiant·e·s.

Penses-tu que tous les cursus/formations doivent intégrer les enjeux environnementaux ?

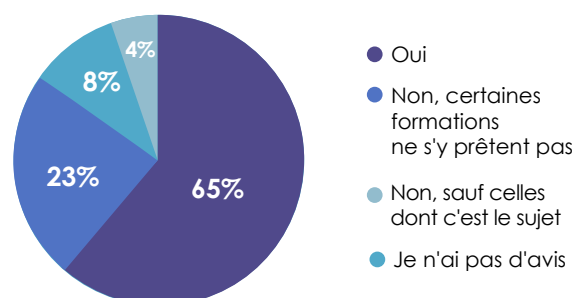


Figure 23 : Toutes les formations doivent intégrer les enjeux environnementaux selon les étudiant·e·s.

Plus les étudiant·e·s entendent parler des enjeux environnementaux dans leur formation, plus il·elle·s estiment que tous les cursus doivent prendre en compte ces sujets. Ainsi, **78%** des étudiant·e·s qui entendent parler des enjeux environnementaux dans tous leurs cours de manière transversale estiment que tous les cursus doivent intégrer ces enjeux, contre **69%** pour ceux·celles qui abordent ces sujets dans certains cours et **65%** des étudiant·e·s qui en entendent très peu parler (Tableau 11). On peut donc estimer qu'être formé·e à ces enjeux permet de mieux comprendre l'enjeu de globalité et de transversalité de la transition écologique. Globalement, il apparaît qu'une grande majorité des étudiant·e·s ait saisi la nécessité de devoir traiter ces sujets à tous les niveaux d'apprentissage, et ce indépendamment de leur degré de formation.

Tableau 11 : Plus les étudiant·e·s entendent parler des enjeux environnementaux dans leur formation, plus il·elle·s souhaitent que tous les cursus/formations les intègrent.

Penses-tu que tous les cursus/formations doivent intégrer les enjeux environnementaux ?	Dans ta formation, entends-tu parler des enjeux environnementaux ? <i>Conditionnés à la question 27 "Suis-tu une formation liée à l'environnement ?" à la réponse "Non"</i>			
	Non	Oui, mais très peu	Oui, dans certains cours	Oui, dans tous mes cours de manière transversale
Je n'ai pas d'avis	7%	5%	3%	3%
Non, sauf celles dont c'est le sujet	11%	7%	6%	5%
Non, certaines formations ne s'y prêtent pas	30%	23%	21%	14%
Oui	52%	65%	70%	78%
Total	100%	100%	100%	100%

$Khi2_p\text{-value} = 3,94 \times 100^{-262}$

L'**inquiétude** vis-à-vis de l'avenir au regard du changement climatique touche tou·te·s les étudiant·e·s et ce peu importe leur degré de formation sur ces enjeux. En effet, **89%** des étudiant·e·s qui ne s'estiment pas assez formé·e·s, se disent inquiet·e·s ou angoissée·e·s contre **80%** de ceux·celles qui s'estiment très bien formé·e·s. Ces dernier·ère·s ont cependant tendance à se sentir plus angoissé·e·s (**26%**) et moins inquiet·e·s (**54%**) que ceux·celles qui ne s'estiment pas assez formé·e·s (**19%** angoissé·e·s et **70%** inquiet·e·s). Néanmoins, nous observons aussi que ce sont ceux·celles qui sont les plus formé·e·s qui sont aussi les plus optimistes : **14%** de ceux·celles qui s'estiment très bien formé·e·s et **10%** de ceux·celles qui s'estiment assez formé·e·s sont optimistes ou confiant·e·s contre **8%** pour ceux·celles qui ne s'estiment pas assez ou pas du tout formé·e·s. **Avoir les clés pour faire face à l'urgence climatique semble donc être une solution contre l'éco-anxiété.**

Tableau 12 : Le changement climatique est un sujet d'inquiétude pour la majorité des étudiant·e·s, et ce peu importe leur niveau de formation à ces enjeux.

Quel est ton sentiment vis-à-vis de l'avenir au regard du changement climatique ?	T'estimes-tu formé·e sur les enjeux environnementaux ?			
	Non, pas du tout	Non, pas assez	Oui, assez	Oui, très bien
Angoissé·e ou Inquiet·e	83%	89%	84%	80%
Indifférent·e	9%	3%	6%	6%
Confiant·e ou Optimiste	8%	8%	10%	14%
Total	100%	100%	100%	100%

$\text{Khi2_p-value} = 4,14 \times 100^{-178}$

Le souhait des étudiant·e·s d'être davantage formé·e·s aux enjeux environnementaux s'ajoute à une mobilisation de l'ensemble du personnel de l'enseignement supérieur. Face au retard de l'enseignement supérieur français quant à la prise en compte des enjeux écologiques dans les formations, l'association "The Shift Project" a lancé en 2019 l'Appel pour former tou·te·s les étudiant·e·s du supérieur aux enjeux écologiques et climatiques, signé par plus de mille enseignant·e·s et enseignant·e·s-chercheur·euse·s, dont plus de cent cinquante directeur·rice·s d'établissement⁴⁸. Cette pétition vise à interpeller l'État sur la nécessité d'initier une stratégie de transition de l'enseignement supérieur pour sensibiliser les étudiant·e·s au changement climatique. Les enseignant·e·s et chercheur·euse·s demandent aux pouvoirs publics "un cadre favorable", une "impulsion" et "une réponse académique profonde". Il·elle·s expliquent que "les jeunes sont aujourd'hui volontaires pour jouer leur rôle dans la transition énergétique et écologique, mais il·elle·s en seront incapables si leurs formations ne leur confèrent pas le savoir et les compétences nécessaires". L'objectif de cette démarche est "qu'aucun·e étudiant·e ne puisse valider une formation sans avoir compris les causes, les conséquences du changement climatique et l'identification des solutions possibles"⁴⁹.

En réponse à ces appels répétés, 80 député·e·s de tous bords politiques avaient présenté en septembre 2019 à l'Assemblée Nationale une proposition de loi visant à ce que « l'enseignement supérieur prépare tou·te·s les étudiant·e·s aux enjeux vitaux du XXIème », en généralisant « l'enseignement des enjeux liés à la préservation de l'environnement et de la diversité biologique et aux changements climatiques ». À travers 20 articles, cette proposition de loi avait notamment pour objectif de modifier le Code de l'éducation et les autres textes réglementaires pour y intégrer la responsabilité des établissements en termes d'enseignement des enjeux liés au changement climatique. Bien que cette proposition de loi n'ait pas été reprise par le gouvernement, l'intérêt d'une partie du corps politique pour cette question laisse croire à des perspectives d'évolution positives, allant dans le sens d'une amélioration de la sensibilisation

⁴⁸ 170 directeur·rices d'établissement ont signé l'Appel au 18/12/2019

⁴⁹ <https://docs.google.com/forms/d/e/1FAIpQLSfCi IFKC2txKaRZiTMv9akTFvLcbK6-vFnijv3jABaGnJvFMQ/viewform>

et de la formation des étudiant·e·s à ces enjeux.

Rappelons aussi que plus haut dans ce rapport (*partie III-1-2*) nous avons établi que l'information et la formation sont des leviers essentiels au changement des habitudes de consommation ainsi que pour l'engagement associatif sur les enjeux environnementaux et sociaux. L'évolution vers plus de formation est d'autant plus nécessaire pour la transition écologique que, selon l'étude du CRÉDOC⁵⁰ évoquée précédemment, le capital culturel, qui se mesure principalement par le niveau, le type de formation ou le nombre d'années d'étude, a une influence plus importante que le capital économique sur la sensibilité à l'environnement. Il apparaît que **plus les enquêté·e·s sont diplômé·e·s, plus leur conscience écologique est développée** : l'indice de sensibilité (score entre 0 et 100, 0 étant la sensibilité minimale aux problématiques environnementales) est de *41,3* pour les individus associant fort capital culturel et fort capital économique et de *41,5* pour ceux·celles associant fort capital culturel et faible capital économique. L'école, et plus globalement l'ensemble du monde académique et universitaire, jouent un rôle majeur sur la sensibilité environnementale des étudiant·e·s, puisque l'éducation et la formation sont les principaux vecteurs de leur acquisition d'une forme de capital culturel. Les acteur·rice·s de l'éducation et de la formation ainsi que les institutions doivent dès lors choisir de former les étudiant·e·s aux enjeux environnementaux et climatiques à travers des enseignements centrés sur ces questions. La formation aux enjeux doit s'accompagner de mesures facilitant l'insertion professionnelle vers des métiers prenant en comptes les enjeux environnementaux et en collaboration avec des organisations responsables.

3 - L'impact sur l'insertion professionnelle

Les convictions environnementales des étudiant·e·s impactent leurs choix professionnels. Le Manifeste étudiant lancé par le collectif *Pour un réveil écologique* en 2018, signé par plus de 32 000 étudiant·e·s, en est une illustration. Cette démarche témoigne d'une volonté collective d'intégrer les enjeux écologiques dans le quotidien, de contribuer à responsabiliser les entreprises et de réveiller la société face à l'urgence écologique. Par la signature de ce Manifeste, les étudiant·e·s expriment clairement leur engagement de "ne pas travailler au service de projets déconnectés de l'urgence écologique" et affirment par ailleurs que "la transition écologique concerne tous les métiers". Ces revendications relèvent d'un véritable engagement personnel qui a notamment pour but d'influencer les stratégies de recrutement des entreprises. En 2017 déjà, lors de la précédente édition de cette Consultation Nationale Étudiante, les étudiant·e·s étaient *81%* à souhaiter que leur futur métier intègre les enjeux du développement durable.

Dans la CNE 2020, les étudiant·e·s reconnaissent que les entreprises représentent un acteur incontournable de la lutte contre le changement climatique dans le sens où elles sont, pour *47%* des étudiant·e·s interrogé·e·s, les premières

⁵⁰ CRÉDOC, "Consommation durable : l'engagement de façade des classes supérieures", Victoire Sessego et Pascal Hébel, mars 2019, p. 2 <https://www.credoc.fr/publications/consommation-durable-lengagement-de-facade-des-classes-superieures>

responsables des dégâts environnementaux (figure 7). De plus, il·elle·s sont **94%** à penser que les enjeux environnementaux sont insuffisamment voire pas du tout pris en compte dans les décisions des dirigeant·e·s d'entreprise (Figure 6).

Le comportement des dirigeant·e·s d'entreprise face à l'urgence climatique semble faire consensus entre les différent·e·s étudiant·e·s en France en 2020. En effet, les enjeux écologiques sont insuffisamment pris en compte dans les décisions des dirigeant·e·s d'entreprise pour **73%** des étudiant·e·s qui entendent parler des enjeux environnementaux dans tous leurs cours de manière transversale mais aussi pour **69%** des étudiant·e·s qui n'entendent jamais parler des enjeux environnementaux dans leur formation (Tableau 13).

Tableau 13 : Les dirigeant·e·s d'entreprise ne prennent pas assez en compte les enjeux environnementaux dans leurs décisions selon les étudiant·e·s.

**Le tableau représente uniquement les étudiant·e·s qui ne suivent pas de formation liée à l'environnement.*

Penses-tu que les enjeux environnementaux sont pris en compte dans les décisions des dirigeant·e·s d'entreprise ?	Dans ta formation, entends-tu parler des enjeux environnementaux ?			
	Non	Oui, mais très peu	Oui, dans certains cours	Oui, dans tous mes cours de manière transversale
Pas du tout pris en compte	25%	19%	15%	18%
Insuffisamment pris en compte	69%	76%	77%	73%
Pas besoin de les prendre en compte	1%	0%	1%	1%
Suffisamment pris en compte	4%	4%	6%	6%
Très bien pris en compte	0%	1%	1%	1%
Trop pris en compte	1%	0%	0%	1%
Total	100%	100%	100%	100%

$Khi2_p\text{-value} = 7,75 \times 100^{-113}$

Cette idée se fait ressentir dans l'insertion professionnelle des étudiant·e·s : 93% d'entre elles·eux estiment que tous les métiers doivent intégrer les enjeux environnementaux, bien que pour 35% d'entre elles·eux, certaines professions ne s'y prêtent pas forcément (Figure 24). Aussi, il est apparu dans la CNE 2020 que **l'impact environnemental d'une entreprise ou d'une organisation est un critère pour la recherche d'emploi de 70% des étudiant·e·s** (Figure 25). Parmi elles·eux, 25% des répondant·e·s interrogé·e·s affirment que c'est un critère déterminant, contre 45% qui estiment toutefois qu'il n'est pas indispensable.

Selon toi, tous les métiers doivent-ils intégrer les enjeux environnementaux ?

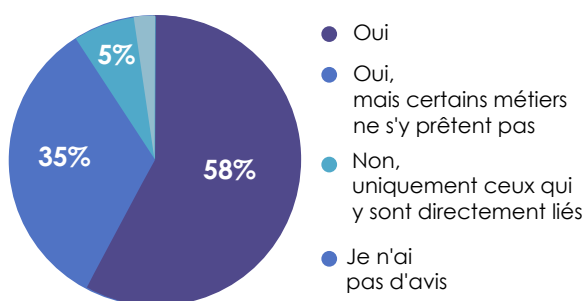


Figure 24 : Tous les métiers doivent intégrer les enjeux environnementaux selon les étudiant·e·s.

L'impact environnemental d'une entreprise est-il un critère dans ta recherche d'emploi ?

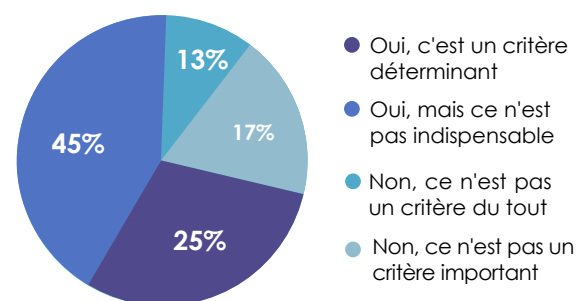


Figure 25 : L'impact environnemental, un critère dans la recherche d'emploi des étudiant·e·s.

Les résultats de la CNE 2020 concordent avec certaines études antérieures qui dévoilent ce souci des étudiant·e·s à s'engager dans des métiers qui donnent du sens à leur vie. Le groupe de chercheur·euse·s qui a réalisé les entretiens réalisés par l'Institut de Recherches Economiques et Sociales (IRES) sur l'engagement des jeunes au travail⁵¹ (générations Y nées entre 1980 et 2000 et Z nées après 2000, en début de vie professionnelle, sans enfant et en-dessous de 35 ans) révèle ainsi que "pour nombre de jeunes, le travail reste une valeur "centrale" pour laquelle il·elle·s s'engagent volontiers mais pour des causes qu'il·elle·s défendent (environnement, alimentation, social) et qui donnent du sens à leur vie, quitte à être moins bien payés". Qualifié·e·s par Diane Rodet (chercheuse et maîtresse de conférence à l'Université Lumière Lyon 2) de "travailleuses et travailleurs de la production engagée"⁵², définie comme une "activité de production exprimant explicitement des positions militantes", cette catégorie de jeunes actif·ve·s est majoritairement composée

⁵¹ Rodet, Diane. "Jeunes travailleuses et travailleurs de la production engagée : articuler activité professionnelle et convictions dans un engagement professionnalisé" In : *Les jeunes, le travail et l'engagement*, La revue de l'Ires, 2019/3 (n°99), 120p.

⁵² Rodet, Diane. "Jeunes travailleuses et travailleurs de la production engagée : articuler activité professionnelle et convictions dans un engagement professionnalisé", *op. cit.*, p. 11

de femmes diplômées, soucieuses de concilier un travail "qui leur permet d'articuler convictions et rémunération", quitte à être moins payées.

En France, en 2019, près d'un·e actif·ve sur cinq, souvent urbain·e et salarié·e d'un grand groupe, a le sentiment d'occuper un bullshit job (littéralement "travail à la con")⁵³, selon une étude réalisée par Kantar TNS pour Randstad. Face à la peur d'occuper un travail ennuyeux et sans finalité, bien que souvent très rémunérateur, les jeunes se portent aujourd'hui davantage sur des "métiers qui ont du sens", qui est même devenu le critère n°1 lors du choix d'un emploi pour 70 % des 18–30 ans d'après une enquête d'OpinionWay pour L'Union des employeurs de l'économie sociale et solidaire. Néanmoins, et comme nous l'avons évoqué précédemment, il est important de noter que la précarité des jeunes diplômé·e·s conditionne en grande partie les critères de la recherche d'emploi. Les étudiant·e·s ne peuvent pas tou·te·s se permettre de hiérarchiser ces critères ni de choisir de faire prévaloir leurs convictions face à leur situation économique.

⁵¹ Graeber, David. *Bullshit Jobs*, septembre 2018, 416p.

Partie IV

Les enseignements de la CNE 2020

Plusieurs tendances marquantes se dégagent de cette nouvelle édition de la Consultation Nationale Etudiante. D'une part, comme en 2017⁵⁴, **nous notons que les problématiques de la protection du vivant et de l'environnement s'avèrent primordiales pour une écrasante majorité d'étudiant-e-s**. Plus que cela même, l'intuition du rapport de 2017⁵⁵ est confirmée cette année : **l'éco-anxiété (voire "l'éco-angoisse") est un sentiment réel pour une très large majorité des sondé-e-s, et ce sans distinctions socio-démographiques**. Rares sont les étudiant-e-s qui se déclarent confiant-e-s face à l'avenir au regard du changement climatique ou celles et ceux qui ont le sentiment que cet avenir est pris en compte. Face à ce constat inquiétant, nous devons souligner que **la plupart des étudiant-e-s désirent être davantage formé-e-s, et qu'une majorité est déjà engagée d'une manière ou d'une autre** - dans des associations, dans sa recherche de stage/d'emploi ou dans sa consommation. D'ailleurs, il semble que le **manque de formation** soit l'un des obstacles à l'engagement et/ou au changement des habitudes de consommation, avec les **difficultés financières**. Il paraît donc essentiel que les institutions gouvernementales et académiques ainsi que les entreprises mettent en place des moyens afin de réduire ces obstacles à l'action des étudiant-e-s. De manière générale, **les étudiant-e-s souhaitent que les campus, les restaurants universitaires et les entreprises remettent en question leur fonctionnement pour tendre vers des pratiques moins destructrices du vivant**.

Ainsi, le besoin de formation des étudiant-e-s est primordial, non seulement pour que celui-ci ne soit plus un obstacle au passage à l'action, mais aussi pour engager une vraie transformation profonde vers une société plus juste et plus écologique : sans une compréhension concrète des enjeux actuels, les étudiant-e-s et plus largement les citoyen-ne-s, ne seront pas préparé-e-s pour faire face à l'urgence écologique et pour construire une nouvelle société. L'exemple de la Convention Citoyenne pour le Climat va dans ce sens, et montre bien l'importance de la formation de tou-te-s aux enjeux environnementaux et sociaux pour envisager des mesures politiques ambitieuses et à la hauteur de l'urgence. **Il est donc nécessaire aujourd'hui que les établissements et les institutions politiques écoutent les demandes des étudiant-e-s, et leur proposent des formations aux enjeux environnementaux à la hauteur de l'urgence climatique**.

Ensuite, il est temps pour les établissements, les institutions et les entreprises de prendre leurs responsabilités face à la situation. En effet, comme l'ont souligné certaines réponses, il s'agit de dépasser (enfin) les actions à l'échelle individuelle et la dimension d'éco-citoyenneté qui, si elle crée un "cadre moral", dépolitise les questions écologiques et tend, sous certains aspects, à favoriser un système destructeur déjà en place et une "croissance verte" illusoire. En effet, comme l'expliquent Chantal Aspe et Marie Jacqué dans leur article "*From activism to alienation : the paradoxes of being an eco-citizen*", "les personnes qui tentent de réduire leur consommation d'énergie

⁵⁴ Où l'on soulignait que "Le développement durable appara[issait] [...] comme un sujet qui touche la quasi-totalité de la population interrogée" (Consultation Nationale Etudiante 2017, rapport - p. 17)

⁵⁵ "L'intérêt que suscite le développement durable auprès des étudiant-e-s peut s'expliquer par plusieurs facteurs, néanmoins un en particulier a retenu notre attention par sa prédominance et le recoupement que l'on peut faire grâce à d'autres enquêtes. En effet, le fort intérêt pour le sujet est étroitement lié au sentiment d'urgence environnementale. Les étudiant-e-s ont conscience de l'impact de ce problème environnemental sur leur avenir et apparaissent inquiet-ète-s face aux conséquences du réchauffement climatique." (Consultation Nationale Etudiante 2017, rapport, p. 20)

et de ressources pour des raisons environnementales le font en général avec l'envie de modifier les formes dominantes de consommation et de production. Cependant, à certains égards, elles sont en fait enfermées dans l'état d'esprit managérial qui contribue à perpétuer ces types d'organisation"⁵⁶.

Par exemple, l'encouragement à trier les déchets contribue à alimenter des entreprises de recyclage sans pousser à la diminution de la consommation⁵⁷, les éco-taxes poussent à renouveler du matériel qui fonctionne encore⁵⁸, etc. Ainsi, si les étudiant·e·s se questionnent, remettent leurs habitudes en question et sont, dans leur majorité, prêt·e·s à s'engager davantage, il est nécessaire que les efforts ne viennent pas uniquement d'elles-eux en tant qu'individus. Leurs avis sur les entreprises, les campus, les médias et les discours politiques le montrent bien.

Enfin, nous tenons à rappeler que, si la mobilisation en faveur de l'environnement et la médiatisation dont elle a bénéficié sont encourageantes, il ne s'agirait pas de s'en satisfaire. Depuis les années 1960, des épisodes semblables ont été observés, sans sembler porter concrètement leurs fruits. Beaucoup de normes, d'engagements, d'études et d'objectifs ont été publiés depuis les années 1970, sans pour autant amener de changements assez significatifs : au niveau global, la situation a même empiré⁵⁹. Pour ne citer que le cas des universités et des grandes écoles, notons que **la réglementation du "Plan vert" existe depuis 2009⁶⁰ mais que, en plus de 10 ans, seuls 30 établissements ont obtenu la labellisation Développement Durable & Responsabilité Sociétale** (c'est-à-dire la mise en œuvre de leur Plan vert). Les mesures réclamées par les répondant·e·s à la CNE 2020 se retrouvent par ailleurs dans les Plans verts de beaucoup d'établissements. Les exemples de ce type sont nombreux et ne concernent bien sûr pas que les universités et grandes écoles.

Finalement, la prise de conscience et la volonté des étudiant·e·s de voir les choses changer quant à la crise climatique actuelle semblent bien ancrées depuis plusieurs années - et ce rapport n'est pas le seul à aller en ce sens. Cependant, il manque encore des questionnements profonds, des changements et actions concrètes de la part des institutions et des entreprises. Il ne semble plus viable de s'appuyer seulement sur des "éco-citoyen·ne·s" sans changements plus profonds, loin des échecs des normes, objectifs et engagements de ces dernières décennies.

⁵⁶ ASPE, Chantal et JACQUÉ, Marie. "From activism to alienation : the paradoxes of being an eco-citizen". In : *Journal Of Harmonized Research in Management* 1(2), 2015.

⁵⁷ Flore Berlingen. « Le recyclage se nourrit du jetable et contribue à perpétuer son utilisation », in : *Usbek & Rica*. Publié le 01/07/2020, consulté le 02/07/2020. URL : <https://usbeketrica.com/article/le-recyclage-se-nourrit-du-jetable>

⁵⁸ Rappelons que, si le nouveau matériel "consomme moins" ou "consomme plus vert" (les voitures par exemple), ces économies pendant la durée de vie de l'objet ne compensent en général pas le coût énergétique et environnemental de la production et du recyclage.

Les recommandations du REFEDD

A partir des réponses des étudiant·e·s, de nos analyses et de l'expérience du REFEDD, nous adressons aux acteur·rice·s de l'enseignement supérieur et aux institutions les recommandations suivantes pour des campus exemplaires et des étudiant·e·s formé·e·s aux enjeux environnementaux.

Transformer le fonctionnement des établissements

Au sujet du fonctionnement des campus et de leur impact environnemental et social, l'article L123-6 du Code de l'éducation affirme que « [Le service public de l'enseignement supérieur] promeut des valeurs **d'éthique, de responsabilité et d'exemplarité**. ».

L'**exemplarité** des établissements doit passer par la mise en place d'une politique d'achats responsables et la révision de son fonctionnement sous l'angle de l'**économie circulaire** et du **zéro déchet**. Concernant les déchets restants, nous recommandons leur valorisation systématique quand c'est possible et le développement d'un système de tri cohérent avec son territoire. Le REFEDD a notamment publié un guide [Economie Circulaire et Zéro Déchet](#) pour les campus. N'oublions pas que le meilleur déchet, c'est celui qu'on ne produit pas !

En ce qui concerne l'alimentation durable, les étudiant·e·s souhaitent que leur restaurant universitaire proposent des produits biologiques, de saison et locaux, ainsi que des options végétariennes systématiques. Une garantie Mon Restau responsable, mise en place par la Fondation Nicolas Hulot pour la Nature et l'Homme et Restau'Co, a été développée pour accompagner les démarches responsables dans la restauration collective. Le guide du REFEDD permet de mieux comprendre le fonctionnement de [l'alimentation durable sur les campus](#). Les initiatives autour de l'alimentation telles que [la création d'AMAP](#) (Association pour le Maintien de l'Agriculture Paysanne), [l'installation d'un jardin de permaculture](#), d'un [compost](#) ou [l'organisation d'une pesée de déchets dans son restaurant alimentaire](#) pour sensibiliser au gaspillage alimentaire doivent être initiées ou activement soutenues par l'établissement.

Enfin, les établissements doivent sensibiliser les usager·ère·s (c'est-à-dire l'ensemble des personnes travaillant et les étudiant·e·s sur le campus) à la sobriété, c'est-à-dire, à la diminution de la consommation des ressources (énergie, eau, papier, fournitures, numérique etc.). En effet, la rénovation et l'efficacité énergétique des bâtiments est apparue comme l'une des principales mesures que les étudiant·e·s souhaitent voir s'installer sur leur campus, dans le même temps qu'elle relève d'une obligation légale pour les nouveaux bâtiments depuis la loi du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte. L'aménagement écologique du campus peut ainsi

⁵⁹ Pour une proposition d'analyse de cette question, nous invitons par exemple à la lecture de l'article "La mise en économie de l'environnement comme règle. Entre théologie économique, pragmatisme et hégémonie politique" de Dominique Pestre (référence complète en annexe).

⁶⁰ Article 55 de la Loi n° 2009-967 du 3 août 2009 de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement : "Les établissements d'enseignement supérieur élaboreront, pour la rentrée 2009, un « Plan vert » pour les campus. Les universités et grandes écoles pourront solliciter une labellisation sur le fondement de critères de développement durable."

débuter par la réalisation d'un audit énergétique global (eau, électricité, énergie, papier, etc.), précédant un bilan carbone (obligatoire pour certains établissements et à renouveler tous les 3 ans). Les établissements peuvent également s'engager à obtenir la certification développement durable ISO 50001 qui récompense une gestion optimisée de l'énergie (panneaux solaires, éclairages solaires, bâtiment à énergie positive, etc.) mais aussi choisir de se tourner vers un fournisseur d'électricité d'origine française et renouvelable⁶¹. La rénovation des bâtiments est indispensable pour réduire une grosse partie de nos émissions de gaz à effet de serre mais nécessite un investissement financier considérable qui doit être partagé entre les établissements et les institutions publiques. Afin de permettre une gestion optimisée du patrimoine intégrant l'ensemble des enjeux, un plan de recensement et de sauvegarde de la biodiversité doit être mis en place sur le campus. Dans certains cas, ces actions peuvent être couplées avec un plan de végétalisation du site.

Intégrer les enjeux environnementaux dans les formations et la recherche

Au vu de l'importance du nombre d'étudiant-e-s à vouloir être davantage formé-e-s sur les enjeux environnementaux (69%), et dans la lignée du [mouvement Make Our Lessons Green Again](#), qui soutient l'intégration des enjeux environnementaux, climatiques et de biodiversité dans les formations de l'enseignement supérieur, il est essentiel de former tou-te-s les étudiant-e-s à devenir des citoyen-ne-s sensibilisé-e-s et engagé-e-s, et à les faire devenir acteur-ric-e-s de la transition écologique, pas seulement dans leur vie privée mais également dans leur vie professionnelle.

De plus, comme indiqué à l'article 9 de la Charte de l'environnement, intégrée en 2005 dans le bloc de constitutionnalité du droit français, reconnaissant les droits et les devoirs fondamentaux relatifs à la protection de l'environnement avec une valeur constitutionnelle : « La recherche et l'innovation doivent apporter leur concours à la préservation et à la mise en valeur de l'environnement » (Article 9, Charte de l'environnement, 2004). **La Charte de l'environnement fait de l'éducation à l'environnement un principe à valeur constitutionnelle** : « L'éducation et la formation à l'environnement doivent contribuer à l'exercice des droits et devoirs définis par la présente Charte » (Article 8, Charte de l'environnement, 2004).

Ainsi, nous recommandons :

- L'intégration d'une base commune transdisciplinaire de connaissances et de compétences précises et critiques des enjeux climatiques et environnementaux en **formation initiale**. Cet enseignement ne doit pas se faire en silo, mais intégrer ces enjeux dans leur complexité avec une approche systémique mobilisant non seulement les sciences dites "dures" mais également les sciences humaines et sociales.

⁶¹ Un institut d'études politiques dirigé vers l'avenir - Propositions pour une planification écologique à Sciences Po Saint-Germain, p. 57 https://drive.google.com/file/d/1d5OKICYI58WswKbPVn1CBSOLM4_d7c3/view?fbclid=IwAR1rlyG7uQ1Qh1eOsFJDiQ-YDCsyMM4Rg-4rzbAJB-9KVb1rN-3c1pP9ViE

- La **généralisation de l'enseignement de ces enjeux dans chaque spécialisation**. L'intégration de ces enjeux ne doit pas seulement être le propre de formations qui y sont entièrement dédiées, et doit au contraire se faire dans toutes les filières afin que chacun·e puisse les prendre en compte selon sa future profession.
- La **formation des enseignant·e·s** généralisée, non seulement en formation initiale, mais également en formation continue.
- L'intégration des enjeux environnementaux dans les politiques de **recherche**.

L'intégration de ces enjeux dans les formations ne pourra se faire sans une volonté forte de la part de l'ensemble des acteur·rice·s de l'enseignement supérieur pour intégrer la transition écologique comme une pièce maîtresse de la stratégie des établissements.

- Nous recommandons que le Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation ainsi que les ministères de tutelle, encouragent et impulsent l'intégration de ces enjeux auprès des établissements et de l'ensemble des acteurs de l'enseignement supérieur.
- Nous recommandons que l'intégration de la transition écologique dans les formations et dans la stratégie globale de l'établissement soit soutenue et pilotée par les membres de la direction/présidence ou un comité dédié tout en nommant des chargé·e·s de missions affecté·e·s à la déclinaison de ces actions.
- Nous recommandons également que l'apprentissage se fasse par l'expérience, l'action et la pédagogie active telles que l'enseignement fondé sur l'investigation, la pédagogie de projet, le jeu de rôle, le débat, etc.

Favoriser une insertion professionnelle en adéquation avec la transition écologique

Les **associations étudiantes ainsi que les étudiant·e·s** se positionnent comme des acteur·rice·s incontournables de la transition écologique au niveau de leur campus, mais également en tant que citoyen·ne·s. Les projets étudiants doivent être soutenus et accompagnés par l'ensemble des acteur·rice·s institutionnel·le·s, académiques et privé·e·s, dans le même temps qu'il est essentiel de généraliser la valorisation de l'engagement. Il est également primordial de soutenir la sensibilisation et la formation auprès des étudiant·e·s en favorisant les rencontres et les projets avec des acteur·rice·s locaux·ales engagé·e·s sur le terrain.

Enfin, et dans le but de faire écho aux revendications des étudiant·e·s déterminé·e·s à travailler pour des structures qui oeuvrent pour la transition écologique, nous recommandons une mise en avant plus assumée des organisations, métiers et professionnel·le·s qui intègrent les enjeux environnementaux et sociaux dans leurs objectifs et dans leur fonctionnement. Il est aussi fortement recommandé de tisser des partenariats avec des structures qui témoignent d'un réel engagement, mesurable par des actions concrètes. En effet, les exemples de pratiques de greenwashing⁶² et de socialwashing⁶³ issues d'entreprises ou d'initiatives qui se réclament pourtant des principes du développement durable ou de l'entrepreneuriat social sont très fréquentes et demandent donc un travail de recherche en amont pour s'assurer de l'honnêteté et la transparence de la structure.

Transformer en profondeur la stratégie globale de l'établissement

La **gouvernance** de l'établissement sur les questions de développement durable peut passer par la création d'un organe dédié (pôle, service...) à la mise en place de la politique environnementale sur le campus en y intégrant l'ensemble des parties prenantes, dont les étudiant·e·s et les parties prenantes externes au campus. La désignation d'un organe dédié aux questions relatives aux enjeux environnementaux doit permettre de rassembler l'ensemble des acteur·rice·s du campus et permettre ainsi le développement et la mise en place d'une politique environnementale durable, ambitieuse, réaliste et intergénérationnelle.

Afin de **piloter** la transition écologique du campus, il est conseillé de mettre en place une politique environnementale s'appuyant sur le référentiel Plan vert (imposé par l'article 55 de la loi n° 2009-967 du 3 août 2009 de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle

⁶² Aussi appelé blanchiment écologique, est un procédé marketing utilisé pour se donner une image écologique responsable.

⁶³ "Le « social washing » consiste à masquer de mauvaises pratiques internes et de mauvaises conditions de travail, par exemple derrière des services aux salarié·e·s. Il s'étend à l'ensemble des prises de parole et des positions qui amènent à considérer une distorsion entre le discours socialement responsable et la situation dans l'entreprise."

de l'environnement), la formaliser et solliciter une labellisation. Le Label Développement Durable & Responsabilité Sociétale (DD&RS), soutenu par les Ministères en charge de l'environnement et en charge de l'enseignement supérieur, est un outil spécialement conçu pour les établissements d'enseignement supérieur (il se base sur le référentiel Plan vert).

De plus, il nous paraît essentiel d'intégrer des critères éthiques dans la construction des **partenariats** entre les établissements et les structures extérieures. En ce sens, nous recommandons une vigilance particulière concernant la question des financements : transformer les campus et les enseignements tout en refusant des financements venant de structures identifiées comme néfastes pour l'environnement (compagnies pétrolières, banques aux investissements douteux...). Le processus de sélection des prestataires doit également se faire sur la base de ces critères d'éthique et de transparence. En effet, le financement d'une formation aux enjeux environnementaux et climatiques par des structures polluantes est contradictoire voire dangereuse pour la mise en place d'une stratégie environnementale globale destinée à opérer la transition écologique du campus.

Enfin, la **communication** au sein de l'établissement, qui doit également être **responsable**, doit aller dans le sens d'une valorisation des projets et initiatives réalisés en adéquation avec ces enjeux auprès des acteur·rice·s académiques et des parties prenantes.

Dans le but d'établir un dialogue entre les initiatives étudiantes et les établissements, le REFEDD met à disposition de tou·te·s un kit plaidoyer destiné à guider les étudiant·e·s dans leur démarche de participer à la transition écologique de leur campus.

Pour aller plus loin, retrouvez tous les [guides](#) et [fiches pratiques](#) sur le site internet du REFEDD.

Dans un souci de longueur, nous avons décidé de limiter le rapport aux propos les plus pertinents. En ce sens, certaines informations sont absentes de ce document mais peuvent être trouvées sur la Synthèse des Résultats de la CNE 2020 ou les Annexes.

Si vous avez une question ou souhaitez plus d'informations ?

Vous pouvez contacter :

01 55 86 11 48

 consultation@refedd.org

Retrouvez l'actualité du REFEDD sur :



[@refedd](#)

 www.refedd.org

ANNEXES - CONSULTATION NATIONALE ÉTUDIANTE

- 
- A decorative graphic consisting of a series of white dots forming a large, open L-shape. The vertical part of the L is on the right side, and the horizontal part is at the bottom. The dots are arranged in a regular grid pattern.
- • • ANNEXE 1 · REPRÉSENTATIVITÉ DES RÉPONDANT·E·S
 - ANNEXE 2 · ANALYSE DES RÉSULTATS
 - ANNEXE 3 · BIBLIOGRAPHIE & SITOGRAPHIE

REPRÉSENTATIVITÉ DES RÉPONDANT·E·S

Représentativité de l'échantillon

L'un des objectifs de la Consultation Nationale Étudiante est de représenter au mieux la population étudiante française afin de pouvoir porter sa voix auprès des institutions publiques et académiques. Cependant, ce questionnaire a été diffusé en faisant un échantillonnage à participation volontaire, c'est-à-dire sans choisir un échantillon de personnes représentatif de la population réelle, mais en laissant tou·te·s les étudiant·e·s intéressé·e·s y répondre. L'une des étapes incontournables du travail d'analyse statistique a donc été de s'assurer de la représentativité de l'échantillon et de déterminer s'il était nécessaire de procéder à un redressement des données. Pour ce faire, il a été décidé d'utiliser le test statistique d'ajustement du χ^2 .

1 - Le test du χ^2 d'ajustement : théorie

Ce test permet de déterminer si les différences observées pour une certaine variable entre l'échantillon (personnes qui ont répondu au questionnaire) et la population réelle (tou·te·s les étudiant·e·s de France) sont dues à des fluctuations d'échantillonnage ou à une réelle différence.

Les deux hypothèses statistiques du test sont :

- **Hypothèse nulle** (H_0) : il n'y a pas de différence significative entre les valeurs observées et celles attendues ;
- **Hypothèse alternative** (H_1) : il y a une différence significative entre les valeurs observées et celles attendues.

L'hypothèse nulle peut être rejetée dès lors que la p-value du test est inférieure à 0,05.

Ce test a été conduit avec la fonction "*chisq.test*" du logiciel R, avec en arguments les fréquences observées dans notre échantillon pour une certaine variable, ainsi que les proportions de la population réelle pour cette variable.

2 - Application du test du χ^2 d'ajustement aux variables socio-démographiques

a - La variable "Boursier·e"

Le test a été réalisé à partir des données de la CNE (échantillon) et des données du MESRI-SIES 2018-2019 (population étudiante réelle).

Boursier·e	Répondant·e·s CNE	Population étudiante réelle	Différence
Non	50,32%	72,18%	-21,86%
Oui	49,68%	27,82%	+21,86%
Total	100%	100%	-

À l'issue du test, on obtient une p-value égale à zéro, donc inférieure à 0,05. Cela signifie qu'il y a une différence significative entre notre échantillon et la population d'étudiant·e·s en France.

b - La variable "Type d'établissement"

Le test a été réalisé à partir des données de la CNE (échantillon) et des données du MESRI-SIES 2018-2019 (population étudiante réelle).

Type d'établissement	Répondant·e·s CNE	Population étudiante réelle	Différence
A l'Université (hors IUT et école d'ingénieurs interne)	54,64%	54,66%	-0,02%
En école d'ingénieurs	13,76%	6,13%	+7,63%
En école de commerce	3,86%	7,00%	-3,14%
En CPGE	4,59%	3,18%	+1,41%
En IUT	7,01%	4,47%	+2,53%
En BTS	6,37%	9,80%	-3,43%
Autre	9,77%	14,76%	-4,99%
Total	100%	100%	-

À l'issue du test, on obtient une p-value égale à zéro, donc inférieure à 0,05. Cela signifie qu'il y a une différence significative entre notre échantillon et la population d'étudiant·e·s en France.

c - La variable "Genre"

Le test a été réalisé à partir des données de la CNE (échantillon) et des données du MESRI-SIES 2018-2019 (population étudiante réelle).

Genre	Répondant·e·s CNE	Population étudiante réelle	Différence
Femme	67,57%	55,30%	+12,27%
Homme	32,43%	44,70%	-12,27%
Total	100%	100%	-

À l'issue du test, on obtient une p-value égale à zéro, donc inférieure à 0,05. Cela signifie qu'il y a une différence significative entre notre échantillon et la population d'étudiant·e·s en France.

d - La variable " Âge "

Le test a été réalisé à partir des données de la CNE (échantillon) et des données de MEN/MESRI - DEPP 2019 (population étudiante réelle).

Il est important de noter que les données du MEN/MESRI - DEPP 2019 utilisées ici sont celles de 2017-2018, car celles de 2018-2019 ne sont pas encore disponibles. Comme nous avons très peu d'observations en dessous de 16 ans, nous les avons regroupées dans les catégories 0-16 ans. Au-dessus de 30 ans, nous avons presque 3% des observations, mais très diffuses entre 30-99 ans, d'où notre choix de les regrouper. De plus, nous avons observé des valeurs aberrantes (6), qui ne sont pas des chiffres et qui ont été aussi regroupées dans la catégorie 30-99 ans. Nous pensons que certain·e·s répondant·e·s ont indiqué des âges très faibles ou très élevés à la place de leur âge réel.

Âge	Répondant·e·s CNE	Population étudiante réelle	Différence
0-16	0,14%	2,55%	-2,41%
17	2,11%	2,47%	-0,37%
18	24%	15,27%	+8,73%
19	17,31%	16,86%	+0,45%
20	15,37%	14,41%	+0,96%
21	12,22%	11,74%	+0,48%
22	9,94%	9,54%	+0,41%
23	6,64%	6,92%	-0,28%
24	3,64%	4,71%	-1,07%
25	2,29%	3,27%	-0,98%
26	1,31%	2,30%	-0,99%
27	0,99%	1,69%	-0,70%
28	0,60%	1,29%	-0,70%
29	0,48%	0,96%	-0,48%
30-99	2,96%	5,50%	-2,25%
Total	100%	100%	-

À l'issue du test, on obtient une p-value égale à zéro, donc inférieure à 0,05. Cela signifie qu'il y a une différence significative entre notre échantillon et la population d'étudiant·e·s en France.

e - La variable "PCS"

Publiée en 2003, la nomenclature des professions et catégories socioprofessionnelles (PCS) sert à la codification du recensement et des enquêtes que l'Insee réalise auprès des ménages⁶⁴.

Le test a été réalisé à partir des données de la CNE (échantillon) et des données du MEN/MESRI - DEPP 2019 (population étudiante réelle). Il est toutefois nécessaire de préciser que le MEN/MESRI - DEPP 2019 n'a publié que les données de la PCS concernant les étudiant·e·s français·e·s. Afin d'opérer une comparaison correcte entre les deux bases de données, seules les réponses des étudiant·e·s français·e·s à l'enquête de la CNE seront utilisées dans la réalisation du test, soit 43 501 étudiant·e·s.

Les données du MEN/MESRI - DEPP 2019 concernent les PCS du père et lorsque ce dernier est sans objet/non applicable, la PCS de la mère est indiquée et ne prend pas en compte la catégorie "sans objet". La même méthode a été utilisée pour calculer le nombre d'étudiant·e·s de l'échantillon de la CNE dans chaque type de PCS.

De même, certaines modalités ont été regroupées pour correspondre à celles du MEN/MESRI - DEPP 2019 : la catégorie Agriculteur et la catégorie Exploitant d'une part et la catégorie Profession libérale, Cadre et Profession intellectuelle supérieure d'autre part.

PCS Père	Répondant·e·s CNE	Population étudiante réelle	Différence
Agriculteur exploitant, Artisan, commerçant et chef d'entreprise	14,44%	11,10%	+3,34%
Cadre et profession intellectuelle supérieure, profession libérale	37,58%	34,30%	+3,28%
Employé (policier, militaire, personnel des services directs aux particuliers)	15,74%	16,50%	-0,75%
Ouvrier	13,67%	11,90%	+1,77%
Profession intermédiaire (instituteur, membre du clergé, technicien, contremaître, agent de maîtrise)	12,91%	13,80%	-0,89%
Sans activité professionnelle	5,66%	12,40%	-6,74%
Total	100%	100%	-

À l'issue du test, on obtient une p-value égale à zéro, donc inférieure à 0,05. Cela signifie qu'il y a une différence significative entre notre échantillon et la population d'étudiant·e·s en France.

⁶⁴ <https://www.insee.fr/fr/metadonnees/pcs2003/categorieSocioprofessionnelleAgregee/1?champRecherche=true>

ANALYSE DES RÉSULTATS

Tableau a : Les étudiant·e·s les plus angoissé·e·s ou inquiet·ète·s pensent que les intérêts des générations futures sont insuffisamment, voire pas du tout pris en compte dans les actions des dirigeant·e·s politiques.

Quel est ton sentiment vis-à-vis de l'avenir au regard du changement climatique ?	Penses-tu que les intérêts des générations futures sont pris en compte dans les actions des dirigeant·e·s politiques ?					
	Pas du tout pris en compte	Insuffisamment pris en compte	Je ne sais pas	Suffisamment pris en compte	Très bien pris en compte	Trop pris en compte
Angoissé·e ou Inquiet·ète·s	91%	86%	69%	58%	56%	40%
Indifférent·e	4%	4%	15%	15%	12%	28%
Optimiste ou Confiant·e	5%	10%	16%	27%	32%	32%
Total	100%	100%	100%	100%	100%	100%

Khi2_p-value = 0

Tableau b : Les étudiant·e·s pensent majoritairement que les questions environnementales sont insuffisamment traitées dans les questions médiatiques, notamment pour ceux·celles qui accusent les entreprises et les gouvernements d'être les premiers responsables des dégâts environnementaux.

Quelle place occupent les questions environnementales dans les discussions médiatiques et politiques ?	Selon toi, qui est le premier responsable des dégâts environnementaux ?			
	Autre	Les citoyen·nes	Les entreprises	Les gouvernements
Absente des discussions	9%	9%	9%	15%
Insuffisamment traitées	65%	66%	73%	69%
Je ne suis pas les discussions médiatiques	13%	10%	7%	8%
Suffisamment traitées	11%	13%	9%	6%
Trop traitées	2%	2%	2%	2%
Total	100%	100%	100%	100%

Khi2_p-value = $8,64 \times 100^{-151}$

Tableau c : Plus les étudiant·e·s sont inquiet·ète·s voire angoissé·e·s par le changement climatique, plus il·elle·s sont favorables aux sanctions envers les Etats, les organisations et les entreprises.

Penses-tu que contraindre les Etats, les organisations et les entreprises à respecter l'environnement sous peine de sanctions est une bonne solution ?	Quel est ton sentiment vis-à-vis de l'avenir au regard du changement climatique ?				
	Angoissé·e	Inquiet·e	Indifférent·e	Confiant·e	Optimiste
Je ne sais pas	3%	5%	10%	7%	6%
Non	4%	6%	22%	24%	12%
Oui	79%	63%	42%	40%	46%
Oui, mais en dernier recours	14%	26%	26%	29%	36%
Total	100%	100%	100%	100%	100%

Khi2_p-value= 0

Tableau d : La remise en cause des habitudes de consommation dépend des convictions des étudiant·e·s sur l'origine du changement climatique.

Remise en cause des habitudes de consommation	Origine du changement climatique		
	Il n'y a pas de changement climatique	A l'évolution naturelle du climat	Aux activités humaines
Je n'y ai jamais pensé	14%	8%	4%
Non	47%	22%	7%
Oui	15%	33%	38%
Oui, et je les ai déjà changées	24%	37%	51%
Total	100%	100%	100%

Khi2_p-value = 1.04×100^{-270}

Tableau e : Les étudiant·e·s les plus angoissé·e·s sont ceux·celles qui ont le plus changé leurs habitudes de consommation.

As-tu déjà remis en cause tes habitudes de consommation ?	Quel est ton sentiment vis-à-vis de l'avenir au regard du changement climatique ?				
	Angoissé·e	Inquiet·e	Indifférent·e	Confiant·e	Optimiste
Je n'y ai jamais pensé	1%	4%	9%	5%	4%
Non	3%	8%	27%	20%	13%
Oui	33%	40%	30%	33%	35%
Oui, et je les ai déjà changées	62%	48%	34%	42%	48%
Total	100%	100%	100%	100%	100%

Khi2_p-value= 0

Tableau f : Le fait de s'estimer formé·e sur les enjeux environnementaux incite les étudiant·e·s à changer leurs habitudes de consommation pour des raisons environnementales.

Raisons incitatives à changer ses habitudes de consommation	T'estimes-tu formé·e sur les enjeux environnementaux ?			
	Non, pas du tout	Non, pas assez	Oui, assez	Oui, très bien
Environnementale (préservation des ressources, de la biodiversité, du climat...)	41%	50%	53%	56%
Budgétaire (économie d'argent)	31%	23%	20%	20%
De santé (maladie, perte de poids, vie plus saine)	21%	19%	18%	15%
Sociale (respect des droits de l'homme, commerce équitable)	4%	6%	6%	5%
Aucune	2%	1%	1%	2%
Autre	1%	1%	2%	2%
Total	100%	100%	100%	100%

$Khi2_p\text{-value} = 2,97 \times 100^{-122}$

Tableau g : Les étudiant·e·s pensent qu'un établissement qui prend en compte les enjeux environnementaux est plus attractif que les autres.

Pour toi, un établissement qui prend en compte les enjeux environnementaux est-il plus attractif que les autres ?	Penses-tu que tous les cursus/formations doivent intégrer les enjeux environnementaux ?			
	Je n'ai pas d'avis	Non, certaines formations ne s'y prêtent pas	Non, sauf celles dont c'est le sujet	Oui
Je n'ai pas d'avis	29%	17%	21%	9%
Non	11%	17%	32%	5%
Oui	60%	66%	47%	86%
Total	100%	100%	100%	100%

$Khi2_p\text{-value} = 0$

Tableau h : Les étudiant·e·s qui estiment que tous les métiers doivent intégrer les enjeux environnementaux pensent que l'attractivité d'un établissement est lié à sa prise en compte des enjeux environnementaux.

Pour toi, un établissement qui prend en compte les enjeux environnementaux est-il plus attractif que les autres ?	Selon toi, tous les métiers doivent-ils intégrer les enjeux environnementaux ?			
	Je n'ai pas d'avis	Non, uniquement ceux qui y sont directement liés	Oui, mais certains métiers ne s'y prêtent pas	Oui
Je n'ai pas d'avis	40%	20%	16%	8%
Non	12%	42%	13%	6%
Oui	48%	38%	71%	86%
Total	100%	100%	100%	100%

Khi2_p-value = 0

Tableau i : Enseigner les enjeux environnementaux aux étudiant·e·s conditionne leur sentiment d'être formé·e·s sur ces questions.

T'estimes-tu formé·e sur les enjeux environnementaux ?	Dans ta formation, entends-tu parler des enjeux environnementaux ?			
	Non	Oui, mais très peu	Oui, dans certains cours	Oui, dans tous mes cours de manière transversale
Non, pas du tout	22%	10%	2%	2%
Non, pas assez	45%	55%	40%	26%
Oui, assez	26%	29%	47%	49%
Oui, très bien	7%	6%	11%	23%
Total	100%	100%	100%	100%

Khi2_p-value = 0

BIBLIOGRAPHIE & SITOGRAPHIE

Articles de presse :

- **BERLINGEN**, Flore. « Le recyclage se nourrit du jetable et contribue à perpétuer son utilisation ». In : *Usbek & Rica*. Publié le 01/07/2020, consulté le 02/07/2020. URL : <https://usbeketrica.com/article/le-recyclage-se-nourrit-du-jetable>
- **SCHMID**, Lucile. "Le réveil écologique des étudiants". In : *Esprit*, mars 2020, Paris.

Enquêtes statistiques :

- Étude **YUUGOV** pour E-marketing. *Evolution des modes de consommation post confinement*. Mai 2020. <https://fr.yougov.com/news/2020/05/26/infographie-speciale-covid-19-3-exclu-emarketing/>
- **YUUGOV**. Étude spéciale COVID-19 #3 : *écologie et comportement des Français*. Mars 2020. <https://fr.yougov.com/news/2020/03/24/covid-19-ecologie-et-comportement-des-francais/>
- **MESRI-SIES** / Systèmes d'Information et Études statistiques. *Note d'information du SIES : Les effectifs d'étudiants dans le supérieur en 2018-2019 en progression constante*. Janvier 2020, 10p.
- Greenflex - **ADEME**. Baromètre de la consommation responsable. Septembre 2019, Paris, 2 p. https://presse.ademe.fr/wp-content/uploads/2019/09/Etude2019_CPVF_FR.pdf
- Enquête *Conditions de vie des étudiant·e·s 2016 - L'activité rémunérée des étudiant·e·s*, Observatoire national de la vie étudiante, avril 2017, 20p. http://www.ove-national.education.fr/wp-content/uploads/2018/11/Fiche_activite_remuneree_CdV_2016.pdf
- Enquête *Conditions de vie des étudiant·e·s 2016 - Situation économique et financière des étudiant·e·s*, Observatoire national de la vie étudiante, octobre 2018, 22p. http://www.ove-national.education.fr/wp-content/uploads/2018/11/Fiche_Ressources_economiques_des_etudiants_CdV_2016.pdf
- **CRÉDOC**, "Consommation durable : l'engagement de façade des classes supérieures", Victoire Sessegro et Pascal Hébel, mars 2019, 4p. <https://www.credoc.fr/publications/consommation-durable-lengagement-de-facade-des-classes-superieures>
- Enquête Denjean & Associés "La responsabilité sociale et environnementale des grands groupes vue par les Français", février 2018, 13p. <https://www.mediaterre.org/docactu.ZmJyZXVpbC9kb2NzL2VucXVldGUtcnNI.2.pdf>

Rapports :

- Reporters d'Espoirs, *Comment les médias traitent-ils du changement climatique ?*, Juillet 2020, 65p. http://www.reportersdespoirs.org/wp-content/uploads/2020/07/Etude_Climat_ReportersdEspoirs_07072020.pdf
- **DEMOURES**, François-Xavier (dir.), MONGES Lucie, PIOLA Maider, PARFAIT Anaïz et LEFEVRE Mathieu (Destin Commun). *La France en quête - Réconcilier une nation divisée*. Février 2020, 20p. <https://www.destincommun.fr/media/h10falb5/destin-commun-reconcilier-les-francais-grace-a-l-environnement.pdf>
- **MESRI-SIES**/Système d'information SISE. NI SIES 20.02 - *Les effectifs d'étudiants dans le supérieur en 2018-2019 en progression constante*, Janvier 2020, 10p. https://cache.media.enseignementsup-recherche.gouv.fr/file/2020/39/4/NI_2020-02_Effectifs_synthese_1235394.pdf
- **ADEME**, *Représentations sociales du changement climatique. 20ème vague*. Octobre 2019, 184p. <https://www.ademe.fr/sites/default/files/assets/documents/enquete-representations-sociales-changement-climatique-20-vague.pdf>
- **ADEME**, Daniel Roy RCB Conseil 2019, "Les représentations sociales du changement climatique". Rapport, 60p.
- **DEPP/SD-SIES**. *Repères et références statistiques sur les enseignements, la formation et la recherche*, 2019 <https://www.education.gouv.fr/reperes-et-references-statistiques-sur-les-enseignements-la-formation-et-la-recherche-2019-3806>
- **ADEME** / OpinionWay. *Les français et l'environnement – Vague 5*. Novembre 2018, 38p.
- **JAGGERS**, Christophe. "La parité dans l'enseignement supérieur". In : *État de l'Enseignement supérieur et de la Recherche en France - 49 indicateurs* [en ligne].
- **KABLA-LANGLOIS** Isabelle (dir.). Paris : Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, 2017 (10e éd.), fiche 13.
- **REFEDD**, Consultation Nationale Etudiante. *Les étudiant·e·s et le développement durable*, 2017.

Articles et revues universitaires :

- **BURGAT GOUTAL**, Jeanne. *Être écoféministe. Théorie et pratiques*. Paris : L'Échappée, collection Versus, 2020.
- **RODET**, Diane. "Jeunes travailleuses et travailleurs de la production engagée : articuler activité professionnelle et convictions dans un engagement

professionnalisés” pp.11-36, In : *Les jeunes, le travail et l'engagement*, La revue de l'Ires, 2019/3 (n°99), 120p.

- **BOUDIA**, Soraya et PESTRE, Dominique. “Remarques introductives - Mises en économie de l'environnement et hégémonie politique”. In : *Écologie & politique* n°52. Janvier 2016, pp. 13-18.
- **PESTRE**, Dominique. “La mise en économie de l'environnement comme règle. Entre théologie économique, pragmatisme et hégémonie politique”. In: *Ecologie & politique* n°52. Janvier 2016, pp. 19-44.
- **JACQUÉ**, Marie. « L'éducation à l'environnement : entre engagements utopistes et intégration idéologique », *Cahiers de l'action*, 2016/1 (N° 47), pp. 13-19.
- **ASPE**, Chantal et JACQUÉ, Marie. “From activism to alienation : the paradoxes of being an eco-citizen”. In : *Journal Of Harmonized Research in Management* 1(2), 2015, pp. 111-121.
- **AMOSSÉ**, Thomas. “Catégories socioprofessionnelles : quand la réalité résiste ! Après le crépuscule, une aube nouvelle ?”, *La Découverte*, « Revue Française de Socio-Économie » 2012/2 n° 10, pp. 225-234.
- **CHARBONNEAU**, Bernard. “Écologie, espace géographique, temps historique”. In: *L'Homme et la société*, N. 91-92, 1989, pp. 45-53.